

2014 2015 2016 2017

- D'une élection à l'autre -

Pas
de pouvoir
au FN !

**Barrage
syndical
antifasciste**



Un
outil
militant
contre
l'extrême droite

- D'une élection à l'autre -

Pas
de pouvoir
au FN !

**Barrage
syndical
antifasciste**



- sommaire -

Introduction	5
La charte d'action municipale du FN : des alliances fondées sur la haine !	8
Les régions cibles	11
- Nord Pas-de-Calais : un laboratoire pour berner les plus pauvres	12
- Paris : Wallerand de Saint Just veut dépasser les 10 %	16
- Le FN dans le Midi : un vitrine qui se veut rutilante mais ...	19
- Lyon : le FN et ses amis 'Identitaires'	23
• Document VISA : les tentations autoritaires	25
Le front ... syndical	27
- Le front syndical en marche	28
• Adresse de VISA aux Organisations syndicales en juin 2012	32
• Document Fédération CGT des Services Publics : « L'enjeu de l'extrême droite ... (Extraits) »	35
• Document SNUCLIAS-FSU : Motion d'actualité « Plus que jamais, attention danger »	39
• Document Comité National SOLIDAIRES : Motion « Face au FN et aux idées xénophobes ... »	40
Les masques tombent	43
- Le FN dans les mairies : un tremplin pour le pouvoir	44
• Document VISA : Parrainage des Le Pen : Des maires qui persisent et signent	50
- L'extrême droite à l'Assemblée nationale : récital anti social	51
• Document VISA : Les girouettes fiscales ... couleur « brun marine »	57
- La Fonction publique aux ordres : l'appel du FN aux fonctionnaires	58
- Le FN aux affaires, les affaires du FN	61
On les a déjà vus à l'oeuvre : les villes occupées	65
- Vitrolles : le laboratoire de la haine brune	66
• Document VISA : Tract CGT/CFDT « Ensemble refusons la casse du service public vitrollais »	69
- Toulon 1995 - 2001 : la vitrine explosée du Front national	70
• Document Syndicalisme Hebdo : « Un turbulent Toulonnais »	73
- Orange amère 1995 - 2013	75
• Document Ras l'front : « Bompard veut la peau d'Orange »	76
• Document ISA : « Interview de Maxime Dumont, conseiller prud'homal ... (Extraits) »	78
Les liaisons sulfureuses	81
- FN et UMP : je t'aime, moi non plus !	82
- Le FN aux Européennes : un parti d'extrême droite !	88
Conclusion	95

29 janvier 2014 :
lancement de la campagne
intersyndicale
antifasciste

Introduction

Lors des prochaines élections municipales nous allons certainement assister à un accroissement très important du nombre d'élus du Front national combiné, probablement, avec l'élection de maires de ce même parti dans plusieurs villes. Le scrutin européen pourrait, lui aussi, permettre à l'extrême droite de voir ses résultats progresser.

Face à cette dangereuse éventualité, toute attitude de déni, d'immobilisme et de résignation de la part du mouvement ouvrier et syndical serait suicidaire.

Toutes les analyses, tous les sondages font la même démonstration : les intentions de vote pour le FN progressent dans toutes les catégories sociales, les différents territoires et, ce qui doit particulièrement alerter les syndicalistes, chez les salariés, les ouvriers et les jeunes.

Il faut répéter, encore une fois, que c'est l'approfondissement de la crise du capitalisme entraînant désindustrialisation, chômage, précarité, inégalités sociales, territoriales qui permet au FN d'accroître son audience parmi les couches populaires. Les politiques d'austérité, tant nationales qu'imposées par la troïka (BCE, Commission et Parlement européen), viennent aussi renforcer ce phénomène.

Pour stopper l'accroissement de cette audience, les syndicalistes doivent construire les résistances aux politiques d'austérité, mais aussi dénoncer, sans relâche, les fausses solutions « *nationales-sociales* » préconisées par le Front national et l'extrême droite. Pour l'heure, l'un ne peut aller sans l'autre.

Absent des luttes et récupérateur de désespoir, le FN continue sa stratégie dite du 'vautour'. Quand elle s'adresse aux couches populaires, l'extrême droite sait adapter son discours, adopter un ton radical, et il est à craindre qu'elle puisse

aujourd'hui trouver des relais militants dans les rangs des salariés et précaires. Tout en construisant ces mobilisations nécessaires afin de redonner espoir aux victimes de la crise, les syndicalistes doivent, aujourd'hui, se préparer à affronter celles et ceux qui se feront les portes paroles du programme du FN.

VISA, en diffusant cette brochure, met à la disposition des syndicalistes, mais aussi des citoyens résolument antifascistes, un outil pour affronter, de manière argumentée et illustrée, toute tentative des militants FN de tromper les salariés, ouvriers, précaires et jeunes dans la perspective des élections municipales et européennes de 2014, véritable tremplin pour la présidentielle de 2017.

Les dirigeants du FN voudraient tourner la page sur le bilan des villes gérées par l'extrême droite. Nous allons leur rafraîchir la mémoire : népotisme, clientélisme, détournements de fonds, condamnations pénales, destruction du tissu associatif, augmentation des impôts, répression culturelle, ghettoïsation des quartiers populaires, licenciements de fonctionnaires territoriaux... Telle a été la gestion catastrophique et le coût social désastreux pour les citoyens des villes conquises par le FN, il y a moins de 20 ans.

Ce parti se pose en défenseur des couches populaires. Mais, sans même que l'on ait besoin d'y regarder de très près, on s'aperçoit que l'extrême droite sous-entend que les populations au bas de l'échelle sociale sont responsables des dysfonctionnements sociétaux, laissant ainsi dans l'ombre les mécanismes économiques et financiers comme l'évasion fiscale organisée, par exemple.

Les dirigeants du FN veulent donner de leur parti une image débarrassée de ses références fascistes. Mais les dérapages de nombre de leurs candidats se sont multipliés entraînant pour certains l'exclusion du parti. Mais personne ne doit être dupe : un parti dont le programme veut organiser un apartheid social à travers la mise en place de la préférence nationale rebaptisée pudiquement "*priorité nationale*" attire ce type d'individus. Par ailleurs, un certain nombre de conseillers dans l'entourage de Marine Le Pen ont des histoires ou des parcours similaires aux tous récents exclus pour dérapages.

La direction du FN semble appliquer à la lettre la phrase du roman "Le Guépard" « *Si nous voulons que tout reste pareil, il faut que tout change* » : se dédramatiser, se refaire une virginité, pour demain se retrouver en position de pouvoir dans les villes conquises et appliquer de nouveau la même politique de régression / répression sociale qui a déjà sévi dans les villes qu'ils ont dirigées.

Mais si le FN cherche à attirer l'électorat populaire en prenant des positions pseudo radicales sur les questions sociales afin d'élargir sa base électorale, le

principal enjeu pour lui est de "faire exploser" la droite classique : « *Il n'y a plus de complexes chez certains élus UMP à discuter avec nous* » déclare Steeve Briois, secrétaire général du FN, « *On s'achemine vers une vraie hémorragie au second tour. Toutes les digues vont céder... Ils sont mûrs, prêt à tomber de l'arbre et il n'y a plus qu'à les ramasser* » ajoute un responsable frontiste de PACA.

Pour cela, le FN a concocté une charte municipale, en apparence édulcorée, qui pourrait permettre le ralliement de personnalités de la droite dure pour qui le fait d'être élu est plus important que l'étiquette du parti. Cette même tactique, accord sur un texte 'a minima', avait permis au FN, lors des régionales de 1996, de participer à la gestion de certains conseils régionaux.

Face à cette stratégie, les militants syndicaux ont une grande responsabilité car leurs valeurs, leurs convictions, leurs pratiques, leur solidarité sont totalement, intrinsèquement opposées à celles du Front national, à celles de l'extrême droite. Ce n'est donc pas un hasard si les dirigeants du FN cherchent à dévoyer le syndicalisme en essayant d'instrumentaliser l'infime minorité des militants syndicaux contaminés par ses idées. Face à cette agression, de plus en plus de syndicalistes réagissent et se forment à la lutte syndicale contre l'extrême droite pour extirper le venin de la propagande de l'extrême droite en direction des salariés.

Plusieurs directions syndicales nationales ont pris leur responsabilité, dans l'unité, pour organiser la contre offensive.

C'est pour répondre à cette nécessité que l'association VISA s'est créée, il y a bientôt vingt ans, et nous ne pouvons que nous réjouir de cette prise de conscience qui se traduit par des initiatives unitaires, des formations syndicales antifascistes et aussi des diffusions de tracts dénonçant le programme du FN.

Notre brochure est une contribution à ce combat antifasciste absolument nécessaire et vital pour le syndicalisme et la construction des mobilisations sociales futures.

La charte d'action municipale du FN : des alliances fondées sur la haine !

Les listes dénommées « *Rassemblement Bleu Marine* » ne sont qu'un artifice supplémentaire de communication pour tenter de dédramatiser le parti d'extrême droite. D'ailleurs, la charte fixant le contenu non négociable des accords qui seraient passés localement avec l'UMP ou toute autre candidat de droite ne fait pas référence au RBM mais est estampillée Front national - Elections 2014 !

Evidemment, ses 10 principes sont chargés de racisme et de populisme. Chassez le naturel, il revient au galop ! Voici la traduction que fait VISA de cette charte, qui quoiqu'édulcorée, est en fait un véritable programme électoral :

1/ Refuser toute augmentation de la fiscalité pendant toute la durée du mandat ;	Pour un parti qui prétend se poser en alternative à la politique fiscale ultra libérale, ne pas vouloir augmenter les impôts fonciers des riches propriétaires terriens, des rentiers, est un non sens. Mais pour protéger leurs intérêts financiers et éviter une juste redistribution des richesses, c'est logique.
2/ Agir pour assurer la tranquillité et la sécurité, première des libertés ;	Voici un appel déguisé à la constitution de milices, à la justification de l'autodéfense plutôt qu'à la justice républicaine : Des armes pour tous et des « justiciers » habillés en policiers municipaux, des résidences fermées et gardiennées, des milices de quartiers.
3/ Favoriser l'attractivité économique de la commune ;	Ce n'est qu'un pur slogan, repris par n'importe quel candidat, vide de sens quand il n'y a aucune proposition concrète. Peut-être cache-t-il une exonération de la CFE / CET (ex taxe professionnelle) ? Mais c'est d'abord un message adressé aux artisans et aux petits commerçants poujadistes.
4/ Lutter contre les gaspillages, les dépenses fastueuses et inutiles ;	Au-delà de sa démagogie évidente, ce principe vise à faire oublier la gestion désastreuse des villes occupées par le FN dans les années 1990.

5/ Assurer la transparence totale des critères et des procédures d'attribution des logements sociaux ;	Cette affirmation vise à appliquer concrètement la « <i>préférence nationale</i> », raciste et discriminatoire, en matière de logement social aussi. Elle promet un durcissement des critères de sélection fondés sur la ségrégation au sein des classes populaires. En plus, c'est un appel rendu possible à la délation entre voisins .
6/ Promouvoir un urbanisme respectueux de l'architecture locale et du patrimoine ;	Autre cheval de bataille de l'extrême droite qui sous-entend l'interdiction de la construction de mosquées ! De plus, la remise au goût du jour de la notion d'architecture locale (?) et du patrimoine fait penser à un régionalisme réactionnaire et à une vision arrêtée de l'Histoire, version « le fou du Puy ».
7/ Refuser toute subvention et toute aide à des organisations ou des projets communautaristes ;	Qui jugera de la dimension « communautariste » ? Derrière cette formule, c'est la haine de ce qui n'est « <i>ni blanc ni chrétien</i> » qui apparaît clairement. On peut aussi comprendre que les subventions seront réservées à celles et ceux qui adhèrent au projet FN.
8/ Défendre rigoureusement la laïcité républicaine dans tous les secteurs de la vie municipale (cantines scolaires, piscine municipale, etc.) ;	Encore une mesure punitive en jouant sur les peurs, les fantasmes et en profitant des excès des religieux extrémistes pour stigmatiser, sans le citer, l'Islam. La laïcité est une fois de plus instrumentalisée : L'extrême droite tape sur les musulman-e-s et ne discute pas.
9/ Consulter la population, éventuellement par l'organisation de référendums locaux, sur tous les sujets importants ;	Sous prétexte de démocratie, c'est l'arme fatale du populisme. Elle est déjà à l'œuvre en Suisse où l'extrême droite ne cesse de soumettre des projets de lois racistes et liberticides à la votation.
10/ Engager fermement et rapidement toutes les actions possibles visant à mettre fin aux installations sauvages de nomades.	Le meilleur pour la fin ! Serait-ce un appel sans réserve à stigmatiser les Roms et à détruire leurs campements, par tous les moyens (incendies, expéditions punitives...) ?



*Un grand merci à Coco,
dessinatrice militante, qui a gracieusement illustré cet
outil de lutte antifasciste (www.leblogdecoco.fr)*

Les régions cibles

- Nord Pas-de-Calais : un laboratoire pour berner les plus pauvres
- Paris : Wallerand de Saint Just veut dépasser les 10 %
- Le FN dans le Midi : une vitrine qui se veut rutilante
- Lyon : le FN et ses amis 'Identitaires'
 - *Document VISA : les tentations autoritaires*

Nord Pas-de-Calais : un laboratoire pour berner les plus pauvres

Communiqué du FN 62 publié le 6 septembre 2012 : « *Les élections locales de 2014 seront cruciales pour le Pas-de-Calais, comme pour l'ensemble du pays. L'avenir Bleu Marine se prépare dès maintenant, et ce week-end marquera le coup d'envoi des opérations pour l'ensemble des sections du département : armés de 200 000 tracts, 10 000 autocollants et 10 000 affiches, les militants et responsables locaux partiront deux jours durant à la rencontre des habitants du Pas-de-Calais. La dénonciation des errances socialistes et plus encore la promotion des idées portées par Marine Le Pen apparaissent plus que jamais nécessaires en cette période de crise.* »

La région Nord Pas-de-Calais, économiquement sinistrée et socialement abandonnée, a été choisie comme laboratoire par les stratèges de l'extrême droite au début des années 2000 pour mettre en œuvre leur stratégie dite du 'vautour'. Marine Le Pen explique elle-même ce choix : « *C'est la région qui cumule toutes les erreurs politiques, tous les choix économiques désastreux ... c'est toujours plus d'impôts, de dettes, de chômage, d'insécurité, de désindustrialisation, d'immigration* ».

D'après les statistiques 2008 de l'Insee, les deux départements de la région Nord Pas-de-Calais sont parmi les plus touchés de la métropole avec des taux supérieurs à 10 % (10,3 % pour le Nord et 10,7 % pour le Pas-de-Calais). Au deuxième trimestre 2012, le pourcentage de chômeurs dans la région monte à 13,2, puis à 14 au premier trimestre 2013.

La stratégie dite du 'vautour' consiste à récupérer le désespoir de la population, à profiter des errements de certains responsables politiques, en concentrant ses forces militantes sur un territoire prédéterminé.

De Lens à Hénin-Beaumont dans un premier temps, puis dans la totalité du bassin minier, et aujourd'hui dans la campagne du Ternois et sur le littoral, les militants du FN, appuyés indirectement par les identitaires flamands et artésiens, se sont répandus sur les marchés, mais aussi auprès des piquets de grève dès 2009. Pour couvrir le département voisin, le Nord, trois fédérations ont été créées : Flandre, Nord-Hainaut et Flandre Maritime. Mais cette division a peut-être été opérée sur la base de particularismes identitaires. Ils ont aussi méthodiquement occupé les panneaux d'affichage et collé le portrait de leur cheffe sur nombre de ponts, de carrefours en utilisant des slogans simplistes ou flattant l'identité régionale tels que « *Marine, ça urge* », « *Une autre voix* » ou encore « *Les ch'tis avec Marine* ». Cette stratégie de 'bastion', couplée à celle du 'vautour' mise en œuvre à grand renfort d'articles dans la presse régionale, puis élargie aux villages les plus reculés, aboutit à la sensation que le FN est le seul parti politique implanté dans la région.

A Hénin-Beaumont, ville où « *on a volé les plus pauvres* » comme elle se plaît à le dire, Le Pen occupera symboliquement la dernière place sur la liste emmenée par Briois. Mais aux prochaines élections européennes, comme en 2009, elle conduira la liste dans la grande région Nord-Pas-de-Calais, Picardie et Normandie.

La sève Brun Marine monte, les candidatures fleurissent ...

Aux régionales de mars 2012, le FN a gagné environ 500 000 voix entre les deux tours au niveau national, en mobilisant notamment les abstentionnistes. Cette dynamique de remobilisation d'abstentionnistes, qu'ils soient d'anciens électeurs du parti 'perdus' depuis 2007 ou des citoyens n'ayant pas voté FN auparavant, a été très visible dans le Nord-Pas-de-Calais où la participation a augmenté de 128 000 voix entre le premier et le second tour et où le parti d'extrême droite a gagné 76 000 électeurs et obtenu 18 sièges de conseillers régionaux. Aux législatives de juin 2012, Le Pen échoue d'une centaine de voix à Hénin-Beaumont, en réalisant toutefois un score de 49,89 % contre 50,11 % pour le socialiste Kemel. Juste avant, aux présidentielles, elle avait réalisé un score de 25,53 % dans le Pas-de-Calais.

En conséquence, Hénin-Beaumont est devenue une ville vitrine pour le FN. C'est ainsi qu'elle accueillait, le 13 octobre 2013, la Convention régionale du Front national. Véritable coup d'envoi des élections municipales 2014, celle-ci était axée sur la formation des têtes de liste frontistes et s'est conclue par un discours de Steeve Briois, secrétaire général du FN, lui-même candidat à Hénin-Beaumont.

Il a notamment déclaré que « *l'investiture accordée à près de 700 candidats, dont 500 dans des villes de plus de 9 000 habitants, implique pour le mouvement de les préparer à l'exercice des responsabilités : à la fois politiquement, mais aussi en termes de gestion de l'administration territoriale.* »

Dans cette optique, Laurent Brice et Gilles Pennelle, respectivement secrétaires départementaux du Pas-de-Calais et de l'Ille-et-Vilaine, ont dispensé tout au long de la journée des recommandations sur l'art et la manière de mener une campagne efficace aux 150 candidats venus des régions Nord – Pas-de-Calais, Haute-Normandie et Picardie.

En analysant le périmètre des participants, on pourrait dire que le FN peine à trouver des candidats tout en faisant croire qu'il sera présent partout : 150 candidats Brun Marine pour 1 546 communes dans le Pas-de-Calais, 2 291 en Picardie et 1 420 en Haute Normandie, ça ne fait qu'un ridicule taux de couverture de 2,85 % sur 5 257 listes ! Cela dit, nombre de ces candidats se présentent dans des villes importantes du Nord Pas-de-Calais (Calais, Hénin-Beaumont, Béthune, Lens, Tourcoing, Villeneuve d'Ascq, Marcq en Baroeul, Hazebrouck, etc.), conformément aux déclarations du Front national annonçant qu'il serait présent dans une soixantaine de villes de la région aux municipales de mars. Il présentera des listes dans toutes les communes de plus de 20 000 habitants dans le Pas-de-Calais et dans toutes les villes de plus de 30 000 habitants dans le Nord. Mais, d'ici le printemps 2014, il y a malheureusement fort à parier que des listes FN / RBM fleurissent dans les villes et villages du nord de la France.

Tout et n'importe quoi sur leurs listes ?

L'axe de recrutement officiel du FN pour ses listes dans le Nord Pas-de-Calais est clairement orienté sur des transfuges des partis de gauche et les fascistes historiques sont priés de ne pas brouiller la stratégie de dédramatisation du parti. Pour preuve, la suspension d'Anne-Sophie Leclerc, candidate du Front national à Rethel, dans les Ardennes, pour des propos racistes sur un réseau social. Début septembre, François Chatelain, responsable local du Front national à Neuville-en-Ferrain, près de Tourcoing dans le Nord, avait, lui aussi été exclu et son investiture retirée en raison de propos antisémites, tenus également sur un réseau social.

Donc, au FN, version Brun Marine, on fait taire son 'naturel' et on accueille du sang neuf. A Billy Montigny et à Méricourt, ce sont des ex PC qui mènent les listes Brun Marine ; à Outreau, c'est un ancien du PS. De plus, il se peut que des 'syndicalistes' rejoignent aussi les listes du parti d'extrême droite, comme ce fut le cas lors des cantonales de 2011.

En résumé, les têtes de liste FN / RBM pour les municipales 2014 dans le nord de la France ont un parcours personnel plus marqué par leur volonté d'accéder à un certain niveau de pouvoir que par un réel souci du bien-être de leurs concitoyens. Que ce soient des transfuges politiques ou des exfiltrés syndicaux, il faut les pousser à expliquer les raisons de leur parcours pour le moins chaotique et pour le moins

incohérent. Quant aux authentiques fascistes, il suffit de les pousser un peu pour qu'ils dérapent facilement.

Que faire pour contrer le FN ?

Certes, aujourd'hui, rien ne va plus dans cette région, tant économiquement que politiquement, même si elle demeure en 3^{ème} position pour le paiement de L'ISF ! Pour des électeurs déboussolés par la violence de la crise, par les affaires judiciaires du PS local (Dalongeville, Kucheida ...), par l'affaiblissement du PC, par l'absence de victoires sociales, la tentation existe de succomber aux discours sécuritaires, anti roms et anti musulmans, anti système et souverainistes ... Mais ce n'est pas en divisant la population et en désignant des boucs émissaires qu'on améliorera la situation de l'emploi !

Il faut donc répéter et expliquer que le FN comme les Identitaires n'ont que faire des intérêts des travailleurs et des chômeurs. Ils ne visent qu'à diviser les salarié-e-s entre 'bons' français et 'mauvais' immigrés et à promouvoir le nationalisme, cette voie sans issue qui aggraverait encore plus la crise que subissent les couches populaires.

Les organisations syndicales de la région ont plus qu'intérêt à se réapproprier et à développer les 'aspirations sociales' dans les entreprises, mais aussi sur les marchés, les espaces publics pour pouvoir toucher les sans emplois (étudiants, chômeurs et retraités). Diffuser massivement des revendications syndicales et porteuses d'avenir dans une région économiquement sinistrée est certes difficile mais pas insurmontable. C'est, en tous cas, le meilleur rempart au populisme d'extrême droite.

Il faut rappeler que le Nord Pas-de-Calais a toujours été un carrefour de circulation, bien avant la création de l'Europe d'ailleurs, et que les migrations successives (polonaise, magrébine ...), couplées à une frontière 'farfelue' avec la Belgique et à une proximité de la Grande Bretagne, ont apporté des richesses économiques et culturelles incontestables. Zone historiquement et géographiquement naturelle de passage, cette région a légitimement gagné la réputation d'être l'une des plus accueillantes de notre pays. Mais l'arrivée du FN au pouvoir dans certaines villes de la région Nord Pas-de-Calais marquerait un tournant socialement dramatique et les enfoncerait encore plus dans un isolement mortifère. Qui y a intérêt ? Certainement pas la population.

Enfin, il faut marteler que l'élection d'un maire a pour principal objectif d'administrer une collectivité publique, c'est-à-dire d'œuvrer dans le sens de l'intérêt général. Rien dans le programme du FN ne va dans ce sens, bien au contraire !

Paris : Wallerand de Saint Just veut dépasser les 10 %

Florian Philippot, numéro 2 du parti, a déclaré vouloir faire des municipales parisiennes « *un enjeu national* » pour son parti. Paris est un terrain difficile pour le FN, qui n'a pas d'élus municipaux. Wallerand de Saint Just, trésorier du FN et avocat du parti, tête de liste, a pour objectif de dépasser les 10 %. Reprenant la stratégie de communication de Marine Le Pen, il publie, ou s'exprime quasi quotidiennement. Son programme reprend les orientations du parti pour ces élections.

Relevons cependant les quelques spécificités parisiennes. En premier lieu, les candidats. Aux cotés de W. de St Just, plutôt ancré dans la tradition catholique traditionnaliste, dans le 3^{ème} arrondissement, le FN sort de son chapeau un neveu de l'acteur Jean-Paul Belmondo. Outre sa lignée familiale, le candidat a l'avantage d'avoir rendu publique son homosexualité. Dans le contexte d'une stratégie de dédramatisation du FN, cette candidature tombe à pic : elle entre dans la stratégie d'une soi-disant « *ouverture* » du parti. Il est cependant intéressant de constater que, si le FN affiche des candidats homosexuels, une partie significative de ses militants participe activement à toute mobilisation visant à empêcher l'égalité des droits des minorités sexuelles.

Pour autant, il est important de souligner que le FN, sans doute pour gagner la sympathie des électeurs/trices homosexuel-le-s, active le volet sécuritaire et anti-musulmans. Marine Le Pen avait déclaré, à ce propos, qu'il existait « *certaines quartiers où il ne fait pas bon être homosexuel* ». Or, depuis les manifs pour tous, auxquelles les militants et élus du FN ont largement participé, le nombre d'agressions envers les homosexuel-les ont augmenté, et ce dans tous les quartiers.

Côté casting toujours, le FN présentera un commandant de police dans le 20^{ème} arrondissement, plusieurs jeunes (issus du FNJ) et une petite poignée de femmes. Du côté politique, cette fois, Wallerand de Saint Just dans son discours à la

Et en région parisienne

Dans les départements, hors Paris, d'Ile de France, l'implantation et l'assise du FN sont variables. Le FN ne peut pas donc établir des listes pour toutes les villes. Focus sur certains départements dont les résultats du FN sont à surveiller, pour des raisons différentes.

En Essonne, seules 13 listes du « *Rassemblement Bleu Marine* » et du FN sont officialisées, sur les 196 communes que compte le département. Malgré cela, la section départementale semble y être dynamique et le score du FN est équivalent à la moyenne nationale. Les scores du parti frontiste dans ce département seront donc à étudier.

Lors de la conférence de presse de publication des listes, Audrey Guibert, secrétaire départementale, a officialisé en tant que « *responsable d'équipe* » et candidat à St Germain les Arpajon Pascal Voirin, présenté comme « *délégué syndical* » sans préciser son affiliation. VISA a d'ailleurs alerté la CFE-CGC sur cette infiltration dans son syndicat. Outre les thèmes communs définis par le parti, le FN en Essonne insiste particulièrement sur 3 points : la sécurité, la moralisation de la vie politique locale et la « *fin du tout béton* ».

En Seine Saint Denis, le FN a fort à faire : aucune liste n'a pu être bouclée en 2008. L'objectif est donc modeste : se présenter dans quelques villes, où certains militants sont implantés, comme à Gagny ou à Rosny sous Bois. Malgré un manque de militants, le parti de Marine le Pen y a déjà réalisé un score honorable et axe sa campagne sur la « *France des pavillons* » selon les termes de son secrétaire départemental.

Dans le Val d'Oise, là aussi, le FN n'est en capacité [début décembre 2013] que de présenter 12 listes. Signalons qu'un transfuge de l'UMP, Denis Vigouroux, à Gonesse, viendra en seconde position de la liste du RBM.

convention pour les municipales du FN, en novembre 2013, a décliné les grands axes de son programme. Baisse de la fiscalité locale, sécurité, logement, circulation et laïcité en seront les points principaux.

le FN tente de se présenter, aujourd'hui, avec l'image d'un parti tourné vers les femmes. Dans nos précédentes brochures, nous avons démontré comment il avait, en réalité, édulcoré son discours, mais demeurerait sur le fond un parti aux propositions visant à inciter les femmes à occuper la place traditionnelle de mère au foyer.

Dans les propositions du FN à Paris, nulle ligne sur un programme d'amélioration du service public de la petite enfance. La seule évocation de ce problème se fait évidemment sous l'angle sécuritaire, en abordant une affaire de maltraitance dans une crèche associative parisienne. Pourtant, la garde des plus petits est l'affaire d'une municipalité et une vraie préoccupation des salarié-e-s parisien-nes !

Sur la question des rythmes scolaires, Wallerand de St Just reprend la position frontiste sur la semaine de 4 jours. Mais il ne dit aucun mot sur son programme concernant les 'activités périscolaires' du mercredi ni sur ce que propose son parti pour que celles-ci bénéficient à tous les enfants, quels que soient les revenus de leurs parents.

Le FN se présente aussi comme le « *parti des ouvriers, des employés* ». La réaction de Wallerand de St Just sur le travail du dimanche est révélatrice du peu de cas que fait le parti du droit au repos de tous les salariés. Dans un premier temps, il se dit opposé au travail dominical et en profite pour fustiger les groupes de la grande distribution et leur politique commerciale. Puis, il proclame que si les autorisations de travailler le dimanche doivent être données, elles doivent bénéficier aux « *commerces indépendants, aux petites et moyennes surfaces* ». Qu'importe si dans ces commerces travaillent aussi des salariés, parfois en toute illégalité. L'intersyndicale du commerce parisien (le CLIC-P) agit depuis des années pour faire respecter le droit au repos hebdomadaire le dimanche et pour la garantie d'avoir une vie privée, pour tous les salariés. Le code du travail, sauce FN, est donc à géométrie variable : il reflète davantage l'intérêt électoral en cherchant à gagner les voix des commerçants plutôt qu'à protéger les intérêts des salariés. A Paris, les nombreux salariés des petits commerces verront leur vie personnelle gravement touchée si le FN devait arriver aux affaires.

Beaucoup de parisiens, et, parmi eux, celles et ceux qui ne peuvent pas se payer une automobile, empruntent le réseau de transports en commun parisien : aucune proposition n'est faite par le FN sur la nécessité d'investissements pour réparer le réseau ou le maintenir en l'état, sur la nécessité de création de nouvelles lignes, sur la politique tarifaire exorbitante. Au sujet des transports, le FN ne se prononce que sur les difficultés de circulation des automobilistes, sur le sempiternel « *racket* » des contraventions et sur la prétendue nécessité d'une police des transports : rien que du très classique pour un parti d'extrême droite, mais qui ne répond en rien aux problèmes concrets des parisien-nes.

Le FN dans le Midi : une vitrine qui se veut rutilante mais l'arrière-boutique est sordide

Selon une étude de l'IFOP, ce sont au moins 50 villes de plus de 10 000 habitants, mais aucune de plus de 35 000, sauf le septième secteur de Marseille, dans lesquelles le FN *« peut être en position de force »* ; 15 ou 20 pourraient tomber dans son escarcelle. Le seuil retenu est celui des 28 % de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2012. Si l'on abaisse ce seuil à 25 %, ce sont 120 communes où le FN peut *« espérer avoir des bases très solides »*.

Parmi ces villes cibles, aucune ne se situe à l'ouest d'une ligne Lens / Perpignan. 18 villes sont au nord de la Loire, 32 au sud (25 en PACA et 7 en Languedoc-Roussillon). Selon Jérôme Fourquet, de l'IFOP, *« ce sont deux terreaux très différents, et où le FN a des stratégies différentes. Dans le Nord, dans les terres ouvrières en crise, le parti est en lutte avec la gauche, et la droite [est] inexistante. Dans le Sud-Est, c'est un électorat populaire chez qui la question de l'immigration est centrale »*.

Est-ce pertinent de se fonder sur les résultats des présidentielles ? Jérôme Fourquet rappelle qu'aux présidentielles, *« il y a une équation Marine Le Pen qui est très forte »*, et Nicolas Bay, le responsable des élections au FN, reconnaît que dans les villes entre 10 000 et 20 000 habitants, les listes ne sont pas toujours complètes ni conformes du point de vue de la parité. Mais pour ce dernier, l'important n'est pas là : *« au-dessus de 30 %, on sait qu'on peut gagner à la faveur d'une triangulaire ou d'une quadrangulaire »*. Dans un article de Libération, en septembre 2013, Nicolas Bay affirme : *« notre objectif ce ne sont pas des villes symboles, laboratoires. Nous voulons effacer la mauvaise image de la gestion des villes FN de 1995. Pour nous, le plus important, c'est le maillage territorial »*. Selon la journaliste Charlotte Rotman, le FN *« espère surtout mettre en place un enracinement militant durable »*, et un *« solide réseau de conseillers municipaux qui feront de bons candidats aux régionales et plus tard des élus crédibles »*.

En PACA

Dans le Vaucluse ...

« Je participerai à cette liste en tant que colistière, mais je n'ai pas encore arrêté la place qui sera la mienne » : Marion Maréchal-Le Pen, députée du Vaucluse, a annoncé fin octobre sa candidature sur la liste Rassemblement Bleu Marine, à Sorgues (18 500 habitants), au nord d'Avignon. Cette liste sera conduite par Gérard Gérent, retraité de 67 ans et élu depuis 1989 dans cette ville. Ce dernier n'a pas encore dévoilé de programme précis, mais dit vouloir s'inspirer de la gestion de Jacques Bompard (Ligue du Sud) à Orange. Sorgues, ancien fief communiste, est actuellement dirigée par l'UMP Thierry Lagneau. C'est dans le Vaucluse que Marine Le Pen a obtenu son meilleur score au 1^{er} tour de la présidentielle. A Sorgues, la présidente du parti frontiste était arrivée en tête avec 36,02 % des voix. Aux législatives, sa nièce a atteint 44,36 % au second tour.

Dans le Var ...

Parmi les 'jeunes' candidats que le FN aime désormais mettre en avant, David Rachline, candidat à Fréjus, a 25 ans. Il est conseiller régional de PACA et conseiller municipal de Fréjus, ville où il a obtenu 45 % au second tour des législatives. Il a également des responsabilités au siège du FN et a été responsable des FNJ.

A Marseille ...

Dans le septième secteur de Marseille, le candidat frontiste Stéphane Ravier est, selon Libération, *« né dans les quartiers Nord, commercial chez Orange, il milite au FN depuis l'âge de 16 ans et a participé à de nombreuses élections. Un récent sondage IFOP pour le JDD lui attribue 25 % d'intentions de vote »*. Ce candidat a défrayé la chronique lors d'une émission sur Canal+. Lorsque l'animateur lui demande à propos de la lutte contre les trafics et la criminalité dans la cité phocéenne : *« Est-ce qu'il ne faudrait pas légaliser le cannabis ? »*, il répond : *« On pourrait légaliser le viol aussi ! Parce que le viol, finalement, c'est un rapport amoureux, qu'une partie des deux souhaite. La deuxième pourrait faire un effort. Si je suis votre raisonnement, c'est la même chose... On pourrait légaliser le viol, ou le vol de voiture. »*. Par la suite, sur son blog, le candidat FN à la mairie de Marseille dénonce *« une grossière manipulation de ses propos »*. *« Cette 'proposition' [de légaliser le viol] est bien sûr une réponse par l'absurde à celle (...) de légaliser la vente et la consommation du cannabis »*, ajoute-t-il, sans toutefois revenir sur sa comparaison.

Quand le FN « drague » l'UMP

Déjà en mai 2013, le Monde soulignait que *« la question des alliances taraude la droite »* en PACA. La *« charte d'action municipale au service du peuple français »* a d'ailleurs été élaborée, en grande partie, pour faciliter ces alliances. Un article du Canard Enchaîné décrit plus précisément la *« drague »* du FN, de la famille Le Pen

au complet, envers les élu-es UMP de PACA : Nice, Carpentras, Avignon, avec plus ou moins de succès ; les élus UMP qui ont franchi le pas ont été suspendus du parti, mais là où ils-elles ont résisté, une candidature FN a surgi immédiatement. A Nice les négociations iraient bon train avec Benoît Kandel : « *Dans la cinquième ville de France [Nice], l'ex-numéro 2 de la mairie UMP bombardé numéro 1 des lepénistes, voilà qui ferait un beau symbole !* ». On trouve pas mal de 'transfuges' parmi les têtes de listes soutenues par le Rassemblement Bleu Marine (RBM) : Damien Guttierrez à la Seyne sur Mer (Var), passé par le MODEM et l'UMP, Adrien Mexis, 32 ans, ex-militant UMP, candidat à Istres où le FN a fait plus de 50 % aux législatives, Patrick Amate, ex-élu UMP de Carry-le-Rouet (Bouches du Rhône). Quant à Marie-Anne Baudoui-Maurel qui a présidé l'association des Amis de Nicolas Sarkozy dans les Alpes-de-Haute-Provence, elle fait aujourd'hui campagne pour le Front national à Digne-les-Bains. Si elle a écopé d'une peine d'inéligibilité d'un an pour retard dans la transmission des comptes de campagne au Conseil constitutionnel, elle pourra tout de même se présenter aux élections municipales, son inéligibilité prenant fin le 8 février 2014.

Un cas particulier

Dans son entreprise de dédramatisation, le Front national mise aussi sur l'arrivée de nouveaux visages, parmi eux, celui de Valérie Laupies, 47 ans, directrice d'école et enseignante en ZEP à Tarascon (Bouches-du-Rhône), ancienne militante de gauche. Elle s'était vue bombarder conseillère pour les questions scolaires auprès de Le Pen pendant la campagne présidentielle de 2012. Bastion de la droite, Tarascon est un vrai enjeu pour le FN, où Valérie Laupies a recueilli 57,4% des voix aux élections législatives de 2012, sur la ville. Pour la candidate devenue FN, pas question de mélanger son métier d'enseignante à la politique. « *Ça ne me vient pas à l'esprit de faire de la politique à l'école* », « *Ce n'est pas évident de se révéler Front national dans la corporation* », confie Valérie Laupies.

Brisant le côté lisse qu'elle veut se donner, le site Rue89 relate des propos très violents contre 'l'immigration de masse' : « *le problème c'est le nombre* ». Elle voudrait interdire les djellabas dans les lieux publics, elle est convaincue, à propos des enfants adoptés, que « *la nature domine. Je connais des gens qui ont adopté des enfants du Cambodge, ils boivent de la soupe chinoise dans leur biberon* ».

En Languedoc Roussillon

A quelques kilomètres de là, en Languedoc-Roussillon, même stratégie tous azimuts : les 'historiques' côtoient les récents 'convertis'.

A Montpellier ...

Mi-octobre 2013, Jean-Marie Le Pen en personne vient à Palavas (Hérault) pour une conférence de presse et une réunion publique. Il présente les 33 candidats

têtes de listes pour les élections municipales dans ce département. C'est, en partie, une histoire de « famille » : Alain Jamet est candidat à Pérols - les deux hommes ont fondé ensemble le FN -, France Jamet, la fille sera tête de liste à Montpellier. Les responsables du FN en ont profité pour rappeler que « toutes les villes de plus de 9 000 habitants sont pourvues de candidats pour les élections de mars 2014 ».

« Robert Ménard, porte-flambeau de la dédiablement du FN »

A Béziers et Perpignan les résultats seront médiatiquement observés à cause des têtes de listes : Robert Ménard ex Reporters Sans Frontière soutenu par RBM et Louis Aliot, numéro 2 du FN et compagnon de Marine Le Pen.

Voici ce que l'on peut lire sur le blog de Robert Ménard : « A Béziers, le centre ville est lui aussi en perdition. Les commerçants l'ont déserté. Les professions libérales ont migré vers des « zones franches », en périphérie, où ils sont exonérés de taxes. L'habitat est délabré, squatté par des marchands de sommeil. Les paraboles punaient les façades d'immeubles occupés par des pauvres, des maghrébins, des gitans. Les bourgeois ont fui. Les Biterrois ne reconnaissent plus leur ville. ». « De droite comme de gauche, les personnes que je rencontre ne me parlent que de ça. Elles se vivent en insécurité, étrangères à leur propre ville. Ni racistes ni xénophobes. Elles veulent juste se sentir chez elles, voir les nouveaux venus se plier à ces règles de civilité qu'a inventées le Pays d'Oc. Un pays de tout temps ouvert au monde, ouvert aux autres. Leur colère n'est pas tant dirigée contre cet Islam qu'elles sentent, qu'elles craignent conquérant – au fond, pourquoi reprocher aux mosquées de prospérer quand nous désertons nos églises ? – mais vers ces politiques qui, des deux bords, font comme si de rien n'était, jouent sur les mots, fuient leurs responsabilités. (...) » à grand renfort d'illustrations dont certaines évoquent les croisades.

Louis Aliot à Perpignan

A Perpignan, Louis Aliot n'a pas encore rendu publique une liste complète [décembre 2013] ; mais sa campagne a néanmoins démarré. Deux thèmes sont récurrents : rendre le centre ville aux petits artisans et commerçants, et combattre l'insécurité, à commencer par celle qui sévirait...dans les prisons. D'après lui « il pleut des téléphones portables sur la prison de Perpignan » et le FN demande des fouilles générales pour « éviter de nouveaux 'parachutages' ». Au vu de cette inflation démagogique, il ne serait pas étonnant qu'Aliot demande bientôt la réouverture des bagnes en attendant une campagne pour le rétablissement de la peine de mort !

Lyon : le FN et ses amis Identitaires

Bruno Gollnisch ne se présentera pas à Lyon : le député européen, animateur historique du FN en Rhône Alpes et ancien conseiller municipal à Lyon, a préféré se présenter dans le Var, à Hyères. C'est donc Christophe Boudot, conseiller régional FN, qui a été investi par le parti comme tête de liste. Il est aidé dans sa campagne par de jeunes militants, notamment Paul-Alexandre Martin, responsable influent du FNJ. Dès sa déclaration de candidature, en mars 2013, le ton est donné : l'insécurité, thème principal de sa campagne, est déclinée à l'envi : contre les Roms, les étrangers en général, les jeunes des quartiers populaires ...

Ce thème est plus présent pour le FN local qu'ailleurs : une 'équipe', nommée « *Idées délinquance Lyon* » se serait constituée autour de la liste. Elle regrouperait des commerçants et des policiers, souhaitant rester anonymes, qui partageraient leurs constats et rendraient des propositions. Par ailleurs, le candidat FN se targue de la venue, en tête de liste sur un arrondissement, d'un CRS en fonction.

Autre axe sur lequel le FN lyonnais se penche : le logement. Evidemment, le problème du logement est pris sous l'angle sécuritaire et affairiste : la pétition, lancée par le candidat, réclame l'expulsion des locataires 'indésirables', la transparence dans l'attribution des HLM et une priorité aux 'Français'. Comme à chaque fois qu'il doit se prononcer sur un sujet important, le FN fait le grand écart du fait en raison de ses incohérences : il demande la construction de logements et la rénovation du parc existant ... tout en réclamant une réduction des impôts locaux !

Enfin, il est intéressant d'observer le clin d'oeil fait, à plusieurs reprises, aux identitaires lyonnais, au GUD et autres Jeunesses Nationalistes, implantés dans la région lyonnaise :

- Le 19 septembre 2013, à la Traboule, le local des Identitaires lyonnais, Bruno Gollnisch donnait une conférence sur la civilisation japonaise. C'est la première

fois, officiellement, qu'un des plus importants dirigeants du FN acceptait une conférence publique dans ce local. Au niveau politique, des rapprochements sont constatés entre les deux formations depuis quelques mois, notamment dans la perspective des municipales.

- Dans sa déclaration publique de candidature, en mars 2013, puis dans un tract de campagne en septembre, Christophe Boudot développait déjà largement le concept d'identité traditionnelle lyonnaise, cher aux Identitaires.
- Dès sa déclaration de mars 2013, il fustigeait le 'franc-maçon' Gérard Collomb et ses supposés cercles d'amitiés. Il s'est également inscrit dans la contestation locale contre le « *mariage pour tous* » et a dénoncé, à longueur de communiqués, la gestion « communautariste » de la ville.

Voilà autant de déclarations et une ligne politique qui permettent des appels du pied aux plus radicaux, et ce malgré le ripolinage et l'inscription du FN local dans la stratégie de dédiabolisation mariniste. Ainsi, les listes RBM / FN pourraient accueillir des militants de Jeunesses Nationalistes, sans structure officiellement constituée depuis leur dissolution.

Alexandre Gabriac est toujours conseiller régional. Il n'appartient à aucun groupe depuis son exclusion du FN, officiellement en raison de sa double appartenance à ce parti et à l'Oeuvre française. Malgré la dissolution de son mouvement, les réunions, plus ou moins discrètes, continuent pour l'Oeuvre française, le conseil régional étant une tribune politique inespérée pour ce mouvement. Les liens politiques sont cependant conservés avec les élus et responsables marinistes. L'Oeuvre française, à travers des militants moins connus, viendra-t-elle compléter les listes FN ?

Dans tous les cas, il est intéressant de constater que, derrière l'entreprise de dédiabolisation, le FN sait s'appuyer sur les troupes identitaires et utiliser leurs militants. Le collectif de vigilance lyonnais rappelle, depuis de trop nombreuses années, toutes les exactions commises par ces groupuscules d'extrême droite dans les rues lyonnaises. Ces agressions contre des habitants, présumés étrangers ou militants progressistes, ne sont pas toujours sanctionnées par la justice.

Page ci-contre

« Les tentations autoritaires »

article publié sur le site de VISA

en juillet 2013

Les tentations autoritaires

La progression de l'extrême droite et de ses idées dans toute l'Europe infeste la vie politique, mais pas seulement ! En mai 2013, les analystes de 'l'Europe Economic Research' de la grande banque nord-américaine JP Morgan ont publié un document intitulé "L'ajustement de la zone euro – bilan à mi-parcours". Un article publié sur le site "World Socialist Web Site" et dont nous livrons quelques extraits, résume assez bien le contenu : « Le rapport exprime sa satisfaction vis-à-vis de l'application par l'Union européenne d'un certain nombre de mécanismes financiers visant à garantir les intérêts bancaires. À cet égard, l'étude souligne que la réforme de la zone euro en est pratiquement à mi-chemin. Mais le rapport réclame aussi davantage d'action de la part de la Banque centrale européenne (BCE). [...] Les critiques les plus dures du document sont cependant formulées à l'égard des gouvernements nationaux qui ont mis bien trop de temps à appliquer le genre de mesures autoritaires nécessaires à l'imposition de l'austérité. Le processus d'une telle "réforme politique" précise l'étude, a « même à peine commencé. ».

« Vers la fin du document, les auteurs expliquent ce qu'ils entendent par "réforme politique" Ils écrivent : "Au début de la crise l'on avait pensé que ces problèmes nationaux hérités du passé étaient en grande partie d'ordre économique" mais "il est devenu manifeste qu'il y a des problèmes politiques profondément enracinés dans la périphérie qui, à notre avis, doivent être changés si l'Union monétaire européenne (UME) est censée fonctionner à long terme." ». « Le

document détaille ensuite les problèmes existant dans les systèmes politiques des pays de la périphérie de l'Union européenne – la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie – qui sont au centre de la crise de l'endettement en Europe ».

« Les auteurs écrivent : "Les systèmes politiques de la périphérie ont été établis après une dictature et ont été définis par cette expérience-là. Les constitutions ont tendance à montrer une forte influence socialiste, reflétant la force politique que les partis de gauche ont acquise après la défaite du fascisme" ». « Les systèmes politiques autour de la périphérie affichent de manière typique les caractéristiques suivantes : des dirigeants faibles ; des États centraux faibles par rapport aux régions ; une protection constitutionnelle des droits des travailleurs ; des systèmes recherchant le consensus et qui encouragent le clientélisme politique ; et le droit de protester si des modifications peu appréciées sont apportées au statu quo politique. Les lacunes de cet héritage politique ont été révélées par la crise [...] ».

Ainsi donc pour ces messieurs de JP Morgan « la protection constitutionnelle des droits des travailleurs » et « le droit de protester », acquis dans la foulée de la défaite du nazisme et du fascisme en 1945, sont des obstacles à une sortie de crise favorable... à leurs intérêts ! Certains de leurs homologues, dans les années 30, disaient : « Plutôt Hitler que le Front Populaire ». Eux, en 2013, avec un discours plus léché, prennent la même pente glissante.

VISA



Le front ... syndical

29 janvier 2014 :
lancement de la campagne
intersyndicale
antifasciste

- Le front syndical en marche

- *Adresse de VISA aux Organisations syndicales en juin 2012*
- *Document Fédération CGT des Services Publics :
« Municipales 2014 : l'enjeu de l'extrême droite ... (Extraits) »*
- *Document SNUCLIAS-FSU : Motion d'actualité
« Plus que jamais, attention danger »*
- *Document Comité National SOLIDAIRES :
Motion « Face au FN et aux idées xénophobes ... »*

Le front syndical en marche

Lors des élections cantonales de 2011, le FN avait créé la surprise en présentant sur ses listes une série de candidat-e-s membres de différents syndicats :

- ✦ Fabien Engelmann, candidat sous l'étiquette Front national dans le canton d'Algrange (Moselle), était secrétaire du syndicat CGT des agents de la mairie de Nilvange (fédération des services publics CGT)
- ✦ Daniel Durand-Decaulin, candidat frontiste dans le canton de Boulay (Moselle) était adhérent du syndicat CFDT Santé-Sociaux de la région Lorraine.
- ✦ Annie Lemahieu, sur la liste FN dans le canton de Cysoing (Nord) était également déléguée fédérale régionale FO pour le personnel civil des armées.
- ✦ Roger Demassieux, présent sur la liste FN du canton de Calais-Ouest (Pas-de-Calais) était délégué suppléant à la CFDT Maritime Sea-France.
- ✦ Franck Pech, candidat pour le parti de Marine Le Pen dans le canton de Rieux-Vouestre (Haute-Garonne), était adhérent du syndicat SUD Collectivités Territoriales 31 à la mairie de Toulouse.
- ✦ Thierry Gourlot, candidat FN dans le canton de Saint-Avold 2 (Moselle), était adhérent à la CFTC-Cheminots. Il est à noter que ce 'syndicaliste' préside le groupe frontiste au Conseil régional de Lorraine. Il est membre du Comité Central et du Bureau Politique du FN et co-fondateur, avec Louis Alliot, du Cercle National des Travailleurs Syndiqués (CNDTS).

L'enjeu pour le FN était de tester, après la bataille syndicale d'ampleur sur les retraites, la réaction des centrales syndicales face à une provocation qui visait à leur faire admettre que le FN était un parti « comme les autres » qui pouvait impunément présenter es qualité des syndicalistes pour défendre ses couleurs.

Face à cette agression, le mouvement syndical a su réagir. La CGT, Solidaires, la CFDT ont donc exclu ces renégats sur la base de l'incompatibilité avec les valeurs du syndicalisme. FO s'est fondée seulement sur « *l'indépendance de FO par rapport aux partis politiques* ». Quant à la CFTC-Cheminots, elle s'est singularisée en expliquant qu'elle n'exclurait pas Thierry Gourlot car il n'a « *aucun mandat syndical. Il ne s'exprime donc pas au nom du syndicat* ».

Suite à cette affaire, de nombreux syndicats ont alors réaffirmé leur combat contre le FN et les idées d'extrême droite. Ils ont notamment diffusé des argumentaires pour outiller leurs équipes syndicales. Et surtout CGT, CFDT, FSU, Solidaires et UNSA ont initié en mars 2011 une importante expression unitaire réaffirmant l'incompatibilité entre la « *préférence nationale* » du FN et les valeurs du syndicalisme.

Plusieurs initiatives syndicales antifascistes ont été prises, suite au résultat inquiétant de Marine Le Pen aux présidentielles de 2012 et au meurtre, en juin 2013, du jeune antifasciste Clément Méric, militant de Solidaires Etudiant. C'est ainsi qu'au niveau national, la CGT, la FSU et Solidaires se sont accordés pour organiser, le 29 janvier 2014, une initiative importante à Paris :

**« Campagne intersyndicale unitaire
contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques ».**

29 janvier 2014 :
lancement de la campagne
intersyndicale
antifasciste

« Les absences de réponses aux questions sociales vécues par les salariés, les privés d'emploi, les retraités mais aussi les jeunes ainsi que la crise avec ses conséquences dramatiques fournissent un terreau exploité par l'extrême droite. Les politiques d'austérité génèrent une aggravation du chômage, le développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et des processus d'exclusion. Cela accroît la désespérance sociale.

La montée des idées et de l'influence de l'extrême droite, et particulièrement du Front National, impacte le monde du travail et par conséquent le mouvement syndical.. Par leur histoire, leurs traditions, leurs valeurs, dans leurs pratiques et leurs capacités à proposer et agir au quotidien contre les inégalités et les injustices, les organisations syndicales sont confrontées aux propos, aux programmes, aux idées et pratiques de l'extrême droite, qu'elles sont déterminées à combattre.

Dans un contexte européen marqué par la remontée de courant d'extrême droite, nos organisations syndicales récusent la banalisation d'un parti dont l'histoire, les idées et pratiques n'en demeurent pas moins antirépublicaines, xénophobes et sexistes. Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires ont décidé d'initier un travail en commun afin d'unir leurs forces pour construire un argumentaire, utilisable par tous les militants sur l'ensemble des territoires, sur les différentes questions sociales en jeu. Ce travail s'inscrit dans le prolongement de l'appel « La préférence nationale n'est pas compatible avec le syndicalisme » signée en mars 2011.

Pour lancer cette campagne commune, elles organisent une journée de travail sous forme d'ateliers autour de thématiques diverses, le 29 janvier prochain à Paris. Cette journée se conclura par un temps fort d'expression syndicale, sous la forme d'un meeting avec la participation des premiers responsables de nos organisations, à Montreuil.

Nous entamerons ainsi une campagne de longue durée qui sera marquée par des initiatives larges communes dans les entreprises, administrations, services publics, localités et départements ».

L'idée est de prolonger cette initiative syndicale antifasciste dans les régions le plus unitairement possible et de la reconduire chaque année afin d'ancrer durablement le combat intersyndical antifasciste.

Cette initiative centrale, qui marque la volonté du mouvement syndical de riposter massivement à cette offensive du FN sur le terrain social, est déjà déclinée au niveau local puisque VISA organise, depuis fin 2012, des formations, le plus souvent à la demande d'intersyndicales (CFDT, CGT, CNT, FSU, Solidaires, UNSA), à Lyon, Nantes, Grenoble, Tours, Foix, Harfleur, Angers, etc. Cela rejoint notre objectif d'amplifier ce combat syndical antifasciste avec la seule ambition qu'il devienne celui de tous les syndicalistes.

Le Fn se fout de votre gueule !

«Des inégalités, il y en a toujours eu. Il en faut. Il faut des riches pour faire travailler les pauvres, et les ouvriers doivent respecter leurs patrons ! Sans eux, que seraient-ils?»

(Catherine MEGRET -L'Evénement du Jeudi - 23/01/97)

REAGISSEZ !



RAS l'FRONT

CRIE - BP435 -38018 GRENOBLE Cedex

ci-dessus

Document Ras l'front
Janvier 1997

Adresse de VISA aux organisations syndicales en juin 2012

Début juin 2012, Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA) a adressé un courrier (voir ci-après) aux organisations syndicales nationales et à un certain nombre de syndicats locaux, départementaux, régionaux ou fédérations qui se sont, d'une façon ou d'une autre, confrontés à l'offensive « sociale » du Front national.

Par cette lettre, nous tenions à réaffirmer que, au-delà des péripéties électorales, le combat contre l'idéologie du FN et de l'extrême-droite ne pouvait souffrir de pause et qu'il devait être mené en permanence par le syndicalisme. VISA tient ainsi à montrer sa détermination et sa disponibilité pour continuer à fournir des outils aux militants syndicaux engagés dans cette bataille de longue haleine (brochures, formations, débats etc.).

« *Leurs avancées sont faites de nos reculs* » disions nous il y a plus de quinze ans. Malheureusement ce constat est toujours d'actualité. C'est de la responsabilité de l'ensemble du mouvement syndical d'inverser la tendance et de faire reculer les idées nauséabondes de l'extrême-droite qui empoisonnent le terrain social et s'attaquent aux fondements mêmes de la solidarité entre les travailleurs.

Il n'y aura pas de répit après les élections, le combat continue !

VISA
Vigilance et Initiatives
Syndicales Antifascistes

80 / 82 rue de Montreuil
75011 Paris



<http://www.visa-isa.org/>

le 4 juin 2012

Aux organisations syndicales

Cher-e-s Camarades ;

La présidence de Nicolas Sarkozy est close, une page est tournée. C'est à l'orée de cette nouvelle configuration que nous vous écrivons à propos de ce qui fait notre spécificité en tant qu'association : la nécessité de poursuivre le combat anti-fasciste dans le monde du travail. La campagne électorale pour cette élection présidentielle de 2012 n'a fait que confirmer nos craintes.

D'une part, la candidate du FN, Marine Le Pen, au delà de sa volonté de « dédramatisation », a alterné démagogie pseudo-sociale et un nationalisme xénophobe agressif ciblant comme, d'habitude, les immigrés comme bouc émissaires de la crise. D'autre part, la Droite sarkozyste, après avoir pris pendant 5 ans toute une série de mesures discriminatoires, liberticides et anti-immigrées, a fait une campagne électorale empruntant de plus en plus de thématiques à l'extrême droite dans le vain espoir de récupérer tout son électorat. Cette stratégie a échoué et c'est une bonne chose : l'apprenti sorcier a été battu.

Mais Marine Le Pen a réussi à asseoir son parti avec un score supérieur à celui de son père en 2002. Ce succès aura des répercussions sur les élections législatives et augure de recompositions à droite sous la pression active du FN. De ce point de vue, la bataille à Hénin - Beaumont, circonscription ouvrière, appelle, à notre avis, une forte mobilisation des syndicats auprès de leurs adhérents, sympathisants et au delà vis à vis de l'ensemble de l'électorat populaire, pour empêcher que le FN remporte une victoire qu'il veut hautement symbolique.

Au delà de ces péripéties électorales, la persistance de l'idéologie de l'extrême droite dans certains milieux populaires ne peut que nous inquiéter. Celle-ci se reflète aussi dans le vote des électeurs proches d'un syndicat comme le montre, après d'autres, l'étude de « Harris Interactive » réalisée après le premier tour de la présidentielle. Même s'il faut prendre les précautions d'usage pour ce type d'enquête, elle mérite néanmoins toute notre attention :

- 03 % des inscrits se déclarant proches de la FSU ont voté MLP
- 04 % des inscrits se déclarant proches de SOLIDAIRES ont voté MLP
- 09 % des inscrits se déclarant proches de la CGT ont voté MLP
- 11 % des inscrits se déclarant proches de la CFE-CGC ont voté MLP
- 12 % des inscrits se déclarant proches de la CFDT ont voté MLP
- 15 % des inscrits se déclarant proches de la CFTC ont voté MLP
- 16 % des inscrits se déclarant proches de l'UNSA ont voté MLP
- 25 % des inscrits se déclarant proches de FO ont voté MLP

Par ailleurs, 22 % se déclarant proche d'aucun syndicat et 08 % d'un syndicat patronal ont voté MLP.

... / ...

Ces résultats sont à l'image d'autres études publiées bien avant les élections. Ils n'en demeurent pas moins à des niveaux non satisfaisants même si des différences notables existent d'un syndicat à l'autre.

L'appel que nous avons lancé sur notre site, il y a plus d'un an, et qui a été signé par plus de 2100 syndicalistes de toute obédience visait à alerter les syndicats à la fois sur les dérives extrême droitières de la politique du gouvernement Sarkozy/Fillon et sur les dangers que représentait le FN pour le monde du travail.

Les deux brochures que nous avons éditées, la première en Décembre 2010 « FN le pire ennemi des salariés » et la deuxième en Février 2012 « Contre le programme du FN, un argumentaire syndical » en sont le prolongement et ont été diffusées à plus de 27000 exemplaires dans de multiples sections syndicales, UL, UD, et fédérations. Nous avons édité aussi une série d'affichettes mettant en garde les salariés contre le vote FN.

Par ailleurs, à la demande d'unions locales ou d'institut de formation syndicale, nous avons participé à des journées de formation axées sur la dénonciation du programme anti-social du FN et sur l'histoire de l'extrême droite face au syndicalisme.

Par cette lettre, nous tenons à réaffirmer notre disponibilité à discuter avec vos instances syndicales d'une possible collaboration, ou de sa poursuite, dans les formes que vous souhaiteriez, afin que la dimension antifasciste du combat syndical soit pleinement prise en compte, dans le respect des identités de chacun bien entendu.

L'adhésion de syndicats à VISA n'est, bien sûr, pas un préalable, même si nous sommes heureux d'accueillir toutes les structures syndicales qui ont le désir et la possibilité de venir renforcer notre association dans son combat.

En attente de vous lire et/ou vous rencontrer, veuillez recevoir, chers camarades nos meilleures salutations syndicales antifascistes.

Pour VISA, son président,

Contact : assovisabis@gmail.com



Lors du Conseil National Fédéral de la CGT des Services Publics des 12 et 13 septembre 2013, Baptiste Talbot, secrétaire général, a présenté un rapport d'introduction au débat intitulé « Elections municipales 2014 : l'enjeu de l'extrême droite ». En voici quelques extraits :

[...]

Les ambitions du FN pour les municipales de 2014

« *L'implantation locale est une condition d'une victoire future* ». A l'issue d'un conseil national du FN tenu en décembre 2012, c'est en ces termes que Marine Le Pen a résumé l'enjeu que constituent pour son parti les municipales de 2014.

Le FN de Marine Le Pen a rompu avec la stratégie de son père qui privilégiait la présidentielle et ne cherchait pas sérieusement à édifier progressivement une assise politique territoriale. Ce fut d'ailleurs une des causes de la scission de Mégret et de son équipe, dont on retrouve plusieurs figures dans l'entourage actuel de Marine Le Pen. C'est en particulier le cas de Steeve Briois, secrétaire général du parti et maître d'œuvre de l'expérience modèle d'Hénin-Beaumont. [...]

Mener la bataille municipale, c'est recruter de futurs cadres pour le parti puis les former dans le cadre du combat électoral. Faire la campagne municipale, c'est faire connaître localement ses candidats et préparer les futures échéances électorales, notamment législatives. C'est aussi évidemment décrocher des sièges d'élus municipaux et se renforcer ainsi en vue des sénatoriales. C'est enfin gagner des municipalités et en faire des vitrines du programme frontiste. [...]

Notre démarche syndicale

Ces éléments de contexte étant présentés, j'en viens à notre démarche syndicale. Nous nous le sommes déjà dit au moment de l'affaire Engelmann : le FN prospère à partir de la détresse sociale et le meilleur moyen de lutter contre l'extrême droite, c'est donc d'œuvrer pour le progrès social.

La construction de la rentrée sociale et, plus largement, tout notre travail syndical pour élever le rapport de force et changer la donne sur le terrain revendicatif sont donc partie intégrantes de la bataille antifasciste.

En portant le fer contre la politique gouvernementale, nous contribuons à créer les conditions du retour à une politique de progrès social et à faire reculer le FN. En

défendant au quotidien le service public de proximité, nous combattons un parti qui progresse particulièrement dans les zones où le service public a été mis à mal. [...]

Il n'y a pas de fatalité à voir l'extrême-droite progresser parce que le contexte lui est favorable : y compris dans les conditions actuelles, le travail antifasciste est possible et nécessaire. Il est nécessaire parce que nous avons face à nous nos pires ennemis.

Il s'agit en effet d'un courant politique qui, bien qu'il s'en défende, ne partage pas ce qui fonde notre République démocratique et les valeurs de la CGT. Comme l'affirment les statuts confédéraux, la CGT « agit pour une société démocratique, libérée de l'exploitation capitaliste et des autres formes d'exploitation et de domination, contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie, et toutes les exclusions ».

Nous avons affaire à un courant politique dont la violence, idéologique, verbale, physique, est un des moteurs. Comme l'a démontré le meurtre de Clément Méric et un nombre croissant d'agressions, cette violence s'exprime de plus en plus sur le terrain physique. Il nous faut intégrer cette donnée et nous préparer à faire face à ce type d'agissements, avec vigilance, fermeté et esprit de responsabilité.

Il importe par ailleurs d'avoir constamment à l'esprit que l'extrême droite sert les intérêts du patronat et des possédants. Notre conception du monde est structurée par le clivage de classe et, sur le terrain de la lutte de classe, le FN se trouve dans le camp d'en face. S'agissant de son rôle de serviteur du capital et du programme qui en découle, je vous renvoie à l'argumentaire de la Confédération et aux travaux du réseau Vigilance Initiatives Syndicale Antifasciste (VISA).

J'insisterai simplement sur deux aspects :

La propagande anti-immigrés du FN a pour effet de diviser les salariés et de détourner toute une partie de la population de la question de fond qu'est la nécessité d'une autre répartition des richesses, seule à même d'améliorer durablement la situation présente. En toute logique, le FN ne porte donc aucune proposition qui soit de nature à répartir plus équitablement les richesses produites, et il ne met en rien en cause le caractère capitaliste du système.

Deuxième aspect à avoir en tête : le rôle historique que les courants de droite autoritaire ont joué au XX^{ème} siècle dans plusieurs pays en période de crise, comme rempart du capital permettant d'empêcher un bouleversement mettant à mal les intérêts du patronat et des possédants (Italie fasciste, Allemagne nazie, Espagne franquiste, Chili de Pinochet, entre autres). [...]

Il est enfin nécessaire de lutter contre le FN parce que c'est pour nous une question d'autodéfense. En effet, cette organisation considère, à juste titre, la CGT comme un adversaire et un obstacle dans la conquête du pouvoir. Nos camarades qui ont milité dans les syndicats de territoriaux de mairies conquises par le FN en ont fait la douloureuse expérience. Cela avait conduit la Fédération à mener campagne sur les libertés syndicales et entre autres à organiser une manifestation nationale à Orange en avril 1998. Plus récemment, nous avons tous en tête que le maire d'extrême droite d'Amnéville a tout essayé, en vain, pour se débarrasser de la CGT. [...]

Notre plan de travail pour les mois à venir

La menace est donc sérieuse et immédiate. [...] Durant notre débat, nous avons besoin d'affiner notre analyse du phénomène auquel nous sommes confrontés mais aussi de débattre de nos tâches syndicales : quel travail devons-nous mener, quels axes d'intervention devons-nous privilégier ?

La question du développement de l'influence du FN est un des grands sujets de préoccupations des forces progressistes dans la période. La nature des réponses à apporter à ce défi fait l'objet de nombreux questionnements et nul ne peut prétendre détenir la recette miracle pour faire rentrer la bête immonde dans sa tanière.

Je vous livre quelques pistes, tout en rappelant que nous ne partons pas de rien puisque la CGT et ses organisations, dont notre Fédération, ont publiquement déjà pris des positions importantes et ont par ailleurs produit plusieurs argumentaires et tracts.

Comme nous l'avions déjà affirmé suite à l'affaire Engelmann en 2011, nous devons aborder ces questions sans tabou dans nos syndicats, de manière ferme et responsable. Avec ceux de nos adhérents qui s'interrogent voire se laissent gagner par des idées d'extrême droite, nous devons débattre, argumenter, convaincre. S'il s'avère de nouveau que certains s'inscrivent dans une stratégie d'entrisme et d'instrumentalisation de la CGT, l'organisation syndicale doit agir avec la même fermeté qu'elle l'a fait en 2011, et ce, en veillant à respecter scrupuleusement nos procédures statutaires. Les frontistes sont en effet friands de procédures judiciaires et nous devons donc prendre toutes les précautions d'usage en la matière.

Une campagne d'information auprès des agents et des usagers est de toute évidence nécessaire. A ce sujet, il serait intéressant de pouvoir nous dire ici quelle utilisation a été faite des précédents tracts édités par la CGT Fonction publique sur le FN et les fonctionnaires et par la Fédération sur le FN et la FPT. Nous devons avoir à ce sujet une discussion franche et précise qui permette d'identifier des freins

éventuels. Sommes-nous réellement convaincus que cette question est prioritaire et mérite un travail syndical spécifique ? Et si oui, osons-nous mener le débat avec les agents ?

Je pose ces questions sans prétendre donner de leçons car il est évident que le terrain dont nous parlons n'est pas le plus facile à aborder.

D'autres initiatives sont envisageables : journées d'études ; initiative publique pour mettre en lumière le bilan de la gestion municipale FN avec des camarades qui en ont fait l'expérience ...

Nous avons face à nous des gens dangereux, pour la démocratie, pour les droits des salariés, pour le syndicalisme et en particulier la CGT. Nous avons face à nous des forces organisées, parmi lesquelles une partie de la droite qui est prête à pactiser avec son extrême, quand elle ne pactise pas déjà. Nous avons aussi face à nous un patronat qui, comme l'a tristement démontré sa position très majoritairement collaborationniste sous l'Occupation, a toujours fait passer ses intérêts de classe avant toute autre considération.

Vu l'évolution de la situation politique, économique et sociale, il est donc indispensable d'aborder ces enjeux les yeux grand ouverts et de pouvoir identifier les conditions d'un combat syndical efficace contre l'extrême droite et les forces économiques qu'elle sert.

Notre CGT a déjà une longue histoire de lutte contre le fascisme. Il nous appartient d'en écrire une nouvelle page.

Extraits de la motion d'actualité du SNUCLIAS-FSU (union de syndicats des agents des collectivités locales, des ministères de l'Intérieur (Préfectures), des Affaires Sociales et des Finances.) « Elections municipales 2014 : Plus que jamais attention danger ! » votée le 8 novembre 2013

Lors du dernier congrès du SNUCLIAS, à Parent (63) en octobre 2012, nous avons voté à l'unanimité la motion « *Municipales 2014 : attention danger !* ». Nous soulignons, à juste titre, notre crainte de voir entrer des courants d'extrême-droite dans nombre de collectivités territoriales. [...]

Notre crainte est plus que jamais fondée, les résultats d'élections locales partielles le démontrent, comme dernièrement ceux du canton de Brignoles dans le Var, ainsi que nombre de sondages. Dans un contexte politique et économique particulièrement dégradé, générant isolement de détresse sociale sur lequel prospèrent les extrême-droites, dont le FN, il est à redouter que l'abstentionnisme à différents scrutins amplifie ce phénomène.

Par expérience, et analyse de leur programme, si des listes d'extrême-droite remportaient des élections locales et municipales, ce serait pour toutes et tous, dont les agents territoriaux, des atteintes néfastes :

- aux droits démocratiques et aux libertés publiques
- au service public et ses statuts,
- aux finances publiques comme à l'emploi public et, en premier lieu, dans les services culturels, sociaux, de l'éducation populaire et de l'animation...

Investi dans le combat démocratique contre toute forme de discrimination, le SNUCLIAS-FSU porte son mandat de Parent en le poursuivant dans la FSU et lors d'initiatives Intersyndicales, ou dans le cadre du réseau « *Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes* » -VISA- auquel il adhère. Nous appelons à un travail commun les syndicats départementaux du SNUCLIAS-FSU pour coordonner leurs initiatives et mutualiser leurs actions et leurs moyens au sein d'une coordination permanente. En référence à ses statuts, comme de ceux de ses syndicats, le SNUCLIAS-FSU continuera à oeuvrer contre les idées racistes et xénophobes, les idéologies autoritaires, identitaires et néo-coloniales.

C'est aussi par la défense et le renforcement du service public, l'accès aux droits sociaux fondamentaux pour toutes et tous, et par la lutte pour une autre répartition des richesses, seuls porteurs de progrès social, que le SNUCLIAS-FSU y contribue.

Villeneuve-Lez-Avignon, le 8 novembre 2013

Motion adoptée le 4 avril 2011 par le Comité National de SOLIDAIRES

Face au Front national et aux idées xénophobes : Vigilance, Combativité et Résistance

Depuis quelques mois, le Front national revient sur le devant de la scène politique et médiatique. Son changement de présidence aurait selon certains observateurs changé la nature de ce parti et celui-ci serait en train de se banaliser dans la vie républicaine. Dans un contexte européen marqué par la remontée de courants racistes, xénophobes ou même ouvertement fascistes, l'Union syndicale Solidaires récuse et condamne fermement cette « *banalisation* » d'un parti qui reste profondément antirépublicain, xénophobe, sexiste et raciste.

La multiplication ces dernières années des déclarations et des mesures amalgamant sécurité, immigration, religion, laïcité..., au-delà même des seuls membres d'une droite soi-disant décomplexée, a fini par renforcer et légitimer des discours auparavant uniquement portés par le Front national. Dans le même temps, l'accélération des politiques libérales et sécuritaires a généré une aggravation du chômage, un développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion qui n'a fait qu'accroître une désespérance sociale sur laquelle le Front national prospère en surfant sur les peurs et l'anxiété face à l'avenir.

Alors que l'exaspération face au sentiment de n'être ni écoutés ni entendus, touche une partie toujours plus grande de la population, le Front national a nettement opté, notamment à travers la mise en avant de Marine Le Pen, pour une « *stratégie de gouvernement* » et essaye d'avancer masqué derrière une façade supposée plus respectable, plus sociale et plus crédible.

Pour Solidaires, il est clair que le FN n'est pas un parti comme un autre : La base de sa politique est la préférence nationale, idée nauséabonde et profondément opposée aux valeurs que nous portons et défendons. La haine, le rejet de l'autre font porter sur les étrangers tous les maux de notre société. Par-delà ces fondements haineux et racistes, il est également de notre responsabilité syndicale de dénoncer la réalité d'un programme du FN qui s'avère profondément antisocial.

Face à l'Europe et à la mondialisation libérale, contraires aux intérêts des salarié-e-s et aux besoins sociaux fondamentaux, les réponses protectionnistes du FN tout comme la sortie de l'Euro ne visent qu'à protéger le capitalisme national sans s'attaquer au rapport capital/travail et à la financiarisation de l'économie. Aux antipodes d'une société solidaire et de transformation sociale, le projet du FN aboutirait à aggraver la concurrence par une série de dévaluations compétitives,

à plus de dumping social et fiscal, à l'exacerbation des tensions xénophobes et nationalistes.

Le monde du travail est clairement devenu une cible privilégiée dans la stratégie du Front national. Mais derrière un discours démagogique de façade visant à présenter ce parti comme le seul défenseur des « petits » contre « les gros », le contenu concret de son programme, renvoyant de fait au chacun pour soi, est tout autre, que ce soit en matière de remise en cause de la durée du travail, d'harmonisation par le bas et de mise à mort du système de retraites par répartition, de destruction de la législation du travail, de remise en cause du droit de grève, d'instauration d'un service public à minima...

Le syndicalisme, tout particulièrement celui de lutte et de transformation sociale, est considéré par le Fn comme « un des maux qui « *asphyxient l'entreprise française [...]* *un des obstacles majeurs aux réformes nécessaires de la société française* ». Pour le Fn, le syndicalisme devrait être uniquement basé sur des organisations professionnelles par branche... Vision corporatisme qui ne pourrait qu'engendrer inégalités et protections à minima. Lors des dernières élections cantonales, le Front national a tenté d'instrumentaliser les organisations syndicales en présentant quelques candidats qui avançaient leur appartenance à une organisation ou une autre. Ceux-ci s'étant vu retirer leurs mandats, le FN a annoncé la création d'un Cercle national de défense des travailleurs syndiqués, [...] présenté comme une « *Association de défense des intérêts sociaux, moraux et juridiques* » des militants FN subissant au sein de leurs syndicats « *discriminations politiques et exclusions* » (sic!).

L'Union syndicale Solidaires appelle toutes ses organisations membres à la vigilance face à la stratégie d'entrisme du FN en direction de l'ensemble des organisations syndicales. [...] Solidaires rappelle que le syndicalisme repose sur la défense et l'amélioration des droits individuels et collectifs dans une perspective de transformation sociale. Cette perspective et la défense de nos valeurs suppose la solidarité entre tous les salarié-e-s et le refus de toutes formes de racisme, de sexisme, d'homophobie. [...] Solidaires engagée dans les combats contre les politiques xénophobes ne fera aucune concession au Front national ni dans ses propositions, ni dans sa place dans le syndicalisme et rejette toute forme de banalisation de ce parti et de ses idées nauséabondes. Solidaires considère qu'il est de sa responsabilité de combattre le FN, ses projets et de démontrer en quoi ils sont contraires aux intérêts et aux revendications des salarié-e-s.

À l'occasion de son Comité national, Solidaires réaffirme la nécessité de ce combat et continuera à développer les expressions et les luttes pour le gagner y compris en prenant des initiatives intersyndicales et unitaires nécessaires et réaffirme son engagement dans VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes).

**BAIGNADE DANGEREUSE:
GARE AU GRAND REQUIN BLOND**



Les masques tombent

- Le FN dans les mairies : un tremplin pour le pouvoir
 - *Document VISA : Parrainage des Le Pen : Des maires qui persistent et signent*
- L'extrême droite à l'Assemblée nationale :
récital anti social
 - *Document VISA : Les girouettes fiscales ... couleur «brun marine»*
- La Fonction publique aux ordres : l'appel du FN aux fonctionnaires
- Le FN aux affaires, les affaires du FN

Le FN dans les mairies : un tremplin pour le pouvoir

Avant les élections de 2014, le FN ne compte que 35 conseillers municipaux sur 519417 élus à travers toute la France, soit un ratio de 0,006 %. Il convient néanmoins de relativiser ce chiffre au vu du nombre conséquent de maires dits « sans étiquette » mais aux idées bien réactionnaires.

Le parti de Marine Le Pen compte 5 maires de petites communes, dont Jean-Yves Narquin, frère de Roselyne Bachelot, élu sans étiquette en 2008 à Villedieu le Château (Loir et Cher) avant de porter les couleurs du Rassemblement Bleu Marine. Gérard Marchand, maire de Brachay (Haute-Marne), revendique 72 % de votes FN dans sa ville. Mais le pourcentage d'édiles estampillés FN reste faible : 0,014 % du nombre total des maires.

Parmi les personnalités du Front élues dans les communes, on compte le secrétaire général Steeve Briois et Marine Le Pen, élus d'opposition à Hénin-Beaumont. Cette dernière a démissionné en raison du cumul des mandats. Deux autres personnalités d'extrême droite, mais non étiquetées FN, sont aujourd'hui à la tête d'une commune : Jacques Bompard (ex membre du parti) réélu dès le premier tour pour un troisième mandat consécutif à Orange en 2008, et son épouse, Marie-Claude Bompard, élue à Bollène.

La liste des maires ayant donné par deux fois, 2007 et 2012, leur parrainage au FN, contient évidemment bon nombre de « volontaires brun marine » qui ont de plus en plus de mal à cacher leur jeu.

Etat statistique des candidats fin novembre 2013

14 % des candidats frontistes aux municipales auront moins de 30 ans, 26 % moins de 40 ans, selon Nicolas Bay, directeur de campagne pour les villes de plus de 3 500 habitants. Et le parti de Marine Le Pen assure que 49 têtes de listes sont des anciens militants, candidats ou élus locaux de l'UMP, de l'UDF ou du Modem. 18 seraient issus du MPF ou de Debout la République et 27 du PS, du PC ou du NPA.

Rappel à l'ordre et à la discipline

Un courrier particulièrement autoritaire, daté du mardi 3 septembre 2013 et signé par Steeve Briois, le secrétaire général du parti, rappelle quelques règles de

conduite qui sont en fait des ordres pour tenter de cacher, coûte que coûte, les propensions naturelles des candidats aux déclarations racistes et aux attitudes fascistes : « Bien que nous le répétions à chaque réunion, à chaque Conseil National et à toutes les séances de formation, nos consignes ont visiblement du mal à être retenues et respectées par quelques-uns. (...) C'est pourquoi je vous demande de manière solennelle, de vérifier ou de faire vérifier immédiatement par une personne de votre choix, le contenu des pages Facebook, des tweets ou des blogs des candidats de votre fédération. (...) La discipline est un élément sur lequel nous ne transigerons pas. Chaque candidat doit en effet respecter la ligne politique du mouvement et ne pas se laisser aller à des délires personnels et idéologiques ». Mais ces consignes ne peuvent être respectées par des candidats qui sont, malgré les tentatives de dédramatisation, toujours en phase avec l'idéologie d'extrême droite fondée sur le racisme, l'antisémitisme, etc.

Des élus et candidats qui affichent leurs idées d'extrême droite

Le 5 décembre 2012, à l'occasion d'une réunion de la communauté de communes dont dépend son village, Jean-Yves Narquin déclare que « la sédentarisation des gens du voyage n'est pas le problème de la Communauté de communes ». En 2010, il était le seul élu de la communauté à ne pas soutenir la médiathèque, en arguant de l'absence de budget prévisionnel qui ne permettrait pas de cadrer les dépenses.

Alors qu'il prétend se poser en pourfendeur du gaspillage de l'argent public, Steeve Briois, conseiller municipal à Hénin Beaumont a réclamé l'installation de caméras de vidéosurveillance autour des cimetières pour retrouver les auteurs éventuels de profanation ! Incroyable mais malheureusement vrai, et ce n'est pas la plus anecdotique des déclarations de Briois. Il faut bien dire que les séances du conseil municipal de cette ville laboratoire de l'extrême droite et économiquement sinistrée, ressemblent davantage à un cirque permanent qu'à un lieu de propositions et de décisions, depuis l'arrivée de 8 conseillers FN. Ces élus y redoublent de provocations, d'insultes et de mensonges face à la politique budgétaire de la municipalité qui a sorti la ville de la tutelle préfectorale.

D'ailleurs, le blog du FN d'Hénin Beaumont se concentre quasi exclusivement sur l'activité et les déclarations nationales de Marine Le Pen, résidente (?) et électrice en cette même la ville, sur les communiqués de sa nièce Maréchal-Le Pen et sur les communiqués de presse de Briois qui ne traitent quasi jamais des propositions de son parti au conseil municipal. Un bel exemple de populisme, et la meilleure preuve que la gestion des municipalités de la République n'est pas la priorité du Front national !

A Marseille, le projet électoral de l'extrême droite ne connaît pas la dédramatisation : « Si Jean-Claude Gaudin ou l'un de ses adjoints socialistes garde la mairie de Marseille,

il faudra que l'on puisse compter sur un groupe charnière, capable d'influer sur les décisions», jure le frontiste Stéphane Ravier, en espérant pouvoir imposer le triplement des policiers municipaux et la fin des subventions aux associations « communautaires » qu'il appelle de ses vœux. Police partout, pluralité nulle part !

A Neuville-Ferrain (59), la page Facebook du candidat déclaré du FN affichait une photo où brûlait un drapeau israélien, assorti du commentaire *"Ici, c'est la France"*. face à la polémique, il tenta maladroitement de rattraper le coup. Il visait *« la politique d'un Etat, et non la communauté juive, ni même la religion juive »*.

Françoise Coolzaet, candidate, elle, à Roubaix, a aussi une liberté de ton sur les réseaux sociaux. Du genre : *« Charles Martel ! 732 où nous, Français, avons bouté les Arabes dehors et libéré la France (...) de Mahomet ! (...) »* ; *« À Roubaix, je n'opposerai pas le croyant musulman et l'insipide de souche car la France mérite mieux : France, fille aînée de l'Eglise »*.

En 2012, Nicolas Reynès, candidat aux législatives de la deuxième circonscription du Nord, renvoyait depuis sa page Facebook vers un site porno-eugéniste, promouvant entre autres le Troisième Reich.

Michel Chassier, conseiller municipal de Blois en 2005, non réélu en 2008, et recasé conseiller régional de Loir et Cher, s'est trouvé une cible de choix : l'élu Ozgür Eski qui a le grand tort d'être un enfant d'immigrés *« importés »* pour faire tourner à plein régime les usines automobiles installées dans le département depuis des décennies et qui avaient absolument besoin, vu le manque de bras dans cette région rurale, de main d'œuvre étrangère. *« Devinez ce que fait M. Ozgür Eski au conseil municipal de Blois : il lance des insultes sur Facebook en attendant le buffet ! »* Autrement dit, il le traite de sale jeune branché qui vient manger les petits fours des Français !

A Auxerre, le conseiller municipal FN Richard Jacob a été récemment condamné à 6 mois de prison avec sursis et 2 ans d'inéligibilité pour violences physiques et verbales contre des citoyens favorables au 'mariage pour tous' qui manifestaient devant la mairie.

On pourrait multiplier ces exemples de violence réelle et *« d'occupation médiatique »*. Ils illustrent bien le fond idéologique de FN et de ses candidats, fussent-ils déguisés en RBM.

Pour masquer sa réalité, le plus grand parti d'extrême droite a décidé d'organiser ses troupes, de les discipliner, de mieux les préparer au combat : Des stages de dédiabolisation sont organisés et la participation des candidats est obligatoire.

Au FN, l'ordre règne

Le Front national organise la formation obligatoire de ses cadres et militants. Dans le document remis aux stagiaires qui viennent suivre les séminaires imposés, Marine Le Pen assure : « *ce chantier de la formation est très certainement le chantier le plus important du Front national pour l'avenir* ». En effet, la formation des cadres et militants est un impératif pour le FN. « *Professionnalisation* », « *implantation* » : ce sont les deux mots qui ne cessent de revenir dans la perspective d'arriver au pouvoir dans certaines villes.

Lorsque le FN a été réorganisé en juillet 2012, le vice-président au projet, Louis Alliot, a obtenu la charge d'une nouvelle vice-présidence, celle de la formation. Il chapeaute également le think-tank frontiste 'Idées-Nation'. Le parti d'extrême droite retrouve ainsi la forme mise en place par Bruno Mégret au début des années 1990, lorsqu'il avait installé d'une part 'l'Institution de Formation Nationale', et d'autre part un Conseil scientifique. Le dispositif actuel n'est pas nouveau, il vise à homogénéiser l'appareil.

Depuis la scission de 1999, rien n'avait été fait en matière de formation, alors que durant la décennie précédente le FN disposait sans doute de la meilleure formation militante de France grâce à la série des « *Guide du responsable* » coordonnée par son secrétaire-général adjoint Franck Timmermans. Néanmoins, de fortes différences étaient apparues dans la constitution des équipes, Bruno Mégret prenant soin de choisir ses formateurs en dosant les diverses tendances et chapelles, afin de démontrer sa fidélité au principe du « *compromis nationaliste* ». Jean-Marie Le Pen avait également nommé un tandem comprenant Bernard Antony, chef de file du courant national-catholique, et Pierre Vial, figure de proue du racialisme néo-païen. Toutefois, les séances de formation faisaient finalement la part belle aux conceptions ethno-culturelles des mégretistes, avec des thèmes tels que « *l'identité en question* », « *Déclin et crise d'identité* », « *Droit et identité* », etc.

On ne retrouve rien de tel aujourd'hui. L'équipe constituée ne s'appuie pas sur les éléments radicaux. Le chargé de mission est Frédéric Gourier, fonctionnaire territorial et issu des milieux de la mémoire harki. Il a rejoint le FN lors du congrès d'intronisation de Marine Le Pen. Thibault de la Tocnaye est un ingénieur centralien, il vient des réseaux nationaux-catholiques et a soutenu Bruno Gollnisch. En charge d'Idées-action, mais également premier intervenant au « *Campus Bleu Marine* », Bruno Lemaire est docteur en mathématiques et en économie, diplômé d'Harvard et ancien enseignant d'HEC. Ici, la formation doctrinale (qui a débuté à l'automne 2013) n'a pas pour but de présenter les diverses doctrines du nationalisme, mais se doit de reposer seulement sur le programme du parti et les solutions qu'il prône.

La doctrine idéologique du « Campus Bleu Marine »

Les stagiaires reçoivent des cours magistraux qui doivent les aider à conquérir de nouveaux territoires, et repartent avec des fiches synthétiques et thématiques. Trois modules ont pour l'instant été prodigués à plus de 450 stagiaires :

- Le module « *Action de terrain* » apprend aux militants à concevoir des tracts ou bulletins locaux. Frédéric Gourier leur demande cependant de renoncer au sempiternel 'boitage' pratiqué par les frontistes mais plutôt d'investir les marchés, la rue, afin que le parti n'ait pas un visage anonyme. « *Le seul instrument, leur dit-il, c'est l'humain* ».
- Le module « *Communiquer* » permet aux militants de s'exercer à l'oralité, de répondre aux questions de journalistes, de s'exprimer face aux caméras (exercices classiques au Front National de la Jeunesse, il y a 20 ans).
- La formation politique fait la part belle à l'économie, représentant dix demi-journées à elle seule. Il s'agit bien de répondre aux carences et aux incompétences des militants, sur « la sortie de l'euro », mais sans expliquer comment ni les conséquences, sur le mondialisme, faux nez de l'antisémitisme, sur la viande halal, symbole de l'islamophobie, version Marine Le Pen.

Cependant, le module sur lequel ont d'abord été concentrés les efforts est celui dévolu à l'organisation de la campagne des municipales.

Objectif pour le FN : présent partout

En 2012, de nombreux articles sont parus pour comprendre la corrélation entre habitat et vote frontiste, avec la question d'un survote FN dans le périurbain et en milieu rural. Le FN n'a pas été aveugle à ces analyses et en a déduit qu'il avait là une cible prioritaire.

Dans les documents remis aux militants lors du « *Campus Bleu Marine* », ces zones sont déclarées prioritaires pour la construction de listes, mettant en exergue la disparition de services publics et la « *banlieurisation des petites communes proches des centres urbains* ». Seule exception à cette stratégie : les villes dont le maire a apporté son parrainage à la candidature de Marine Le Pen en 2012, tant cette chasse aux signatures fut et sera encore difficile.

Il est aussi souligné que les victoires dans des petites villes sont sociologiquement plus aisées à obtenir pour le FN que dans les grandes. Elles fourniraient un fort effet médiatique au parti et un enracinement aux militants. Les 531 villes de 9 000 à 100 000 habitants où le FN a dépassé les 12 % des suffrages aux dernières élections sont classées comme objectif prioritaire.

Au niveau pratique, le séminaire et ses fiches ne sont rien moins qu'une mise-à-jour du « *Guide du responsable : élections municipales* » réalisé, pour le parti, par Jean-François Jalkh il y a 20 ans. Ce travail paraît avoir joué un rôle de premier plan dans la préparation des municipales de 1995 où, non seulement le FN parvint à se présenter, mais aussi à s'imposer à Marignane, Orange et Toulon.

Cette formation montre bien que le Front national peine à confectionner ses listes et à être présent partout. D'où également des conseils destinés à apprendre aux cadres comment convaincre des adhérents ou sympathisants de se muer en candidats. Sous des apparences trompeuses, le FN continue à dresser les gens les uns contre les autres. Et il y met les moyens. A nous de montrer son imposture, sa violence historique.



Parrainage des Le Pen : des maires qui persistent et signent !

À chaque élection présidentielle, le débat sur les parrainages des candidats par les maires est relancé. Cette année [2011], le FN s'est même offert une publicité en déposant en vain un recours pour obtenir l'anonymat des parrains et marraines et a même obtenu le soutien d'autres candidats sur ce sujet.

Accorder sa signature à un parti raciste n'est pas un acte anodin de notre point de vue. Certains maires avancent l'argument d'un droit démocratique de principe. Mais alors, qu'en est-il des maires qui récidivent ? Beaucoup se disent « sans étiquette » et se cachent derrière un argument formel, mais donner deux fois de suite sa signature au FN devient un acte de soutien politique.

Le débat a déjà commencé : Outre-mer, le collectif TOTAL RESPECT s'est ému du parrainage pour Marine Le Pen de quelques maires et a interpellé l'opinion à ce sujet en disant « *qu'il s'inquiète d'une amnésie qui conduirait des compatriotes originaires des outre-mers à oublier que l'extrême droite - même plus 'féminine', même plus avenante - continue d'incarner une tradition nationaliste raciste et colonialiste leur étant radicalement hostile* ».

En Haute Garonne, une section du Parti Socialiste a exclu le maire PS de Francon qui avait cru bon de parrainer le parti lepéniste. Le FN a réagi en saisissant ... le Conseil constitutionnel « *pour cette atteinte aux libertés démocratiques* ». On ne voit pas bien ce que ce Conseil peut venir faire dans un problème interne au PS !

VISA estime que ce débat est légitime et qu'il rebondira aux prochaines élections législatives et municipales. Pour cette raison nous avons recensé la liste des maires (*consultable sur www.visa-isa.org*) ayant parrainé le FN aux présidentielles de 2007 puis 2012. Cette liste est non exhaustive puisque le Conseil constitutionnel tire au sort 500 parrains et/ou marraines de chaque candidat alors qu'aux deux présidentielles le FN a déposé bien plus de 500 parrainages.

Aux maires concernés d'assumer et d'expliquer leurs actes. Aux acteurs de la vie citoyenne, partis, associations et syndicats de leur poser les questions qui fâchent !

VISA

L'extrême droite à l'Assemblée nationale : récital anti social

En juin 2012, les élections de Gilbert Collard (2^{ème} circonscription du Gard), de Marion Maréchal-Le Pen (3^{ème} circonscription du Vaucluse) et de Jacques Bompard (député de la 4^{ème} circonscription du Vaucluse) ramènent l'extrême droite à l'Assemblée nationale. A travers quelques exemples de positions prises, de questions écrites ou orales, d'amendements déposés ou votés, il est aisé de constater que ces députés-là n'affichent qu'une compassion de façade avec le monde du travail et ne sont en aucun cas au service des salarié-e-s du public et du privé.

Pour les licenciements collectifs

Les débats, à l'Assemblée nationale, sur la « loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi » (dite loi de transposition de l'ANI) ont été l'occasion pour les députés de présenter des amendements. Un article visait, en effet, à définir comme dépourvu de cause réelle et sérieuse un licenciement économique quand l'entreprise affichait certains résultats comptables.

Pour Marion Maréchal-Le Pen : « *il n'est pas concevable de présumer nuls tous les licenciements économiques dès lors qu'une entreprise mettrait une part de son résultat en réserve, réaliserait des profits ou même un résultat d'exploitation positif au cours d'un seul des deux exercices précédents* ». Elle a donc proposé neuf amendements (aucun n'a été intégré) visant à autoriser des licenciements économiques dans des entreprises en « *ne retenant que le seul critère du résultat net, portant sur les trois derniers exercices* » ou ayant un « *bénéfice net positif mais en baisse* ».

Par ce type d'amendement, atténuant la réalité des tours de passe-passe comptables et rendant légaux des licenciements fondés sur la seule rentabilité, Marion Maréchal-Le Pen légitime les « *licenciements boursiers* ». De plus, elle souhaite, sous couvert de défense des PME, que seules les sociétés « *cotées en bourse* », en France ou à l'étranger soient concernées par la nouvelle définition du licenciement.

Or, les salariés en lutte pour leurs emplois ne sont pas, dans leur majorité, issus de ces entreprises. Les licenciements collectifs pour motif économique dans les sociétés non-cotées seraient-ils plus légitimes aux yeux de la députée d'extrême droite ? Etrange vision pour un parti qui se dit « social » !

Elle appelle en outre de ses vœux la disparition de la prise en compte du ‘groupe’ dans la définition du licenciement économique : *« La notion de groupe est à l’évidence trop large pour apprécier le caractère réel et sérieux du motif économique d’un licenciement collectif. Elle empêcherait toute restructuration dans les groupes, dès lors que certaines activités ou que certaines branches, même sans aucun lien avec la société ou le site concerné, seraient rentables ».*

En voulant réduire le champ d’application de cette définition, Marion Maréchal-Le Pen porte les revendications du patronat. Les syndicalistes connaissent bien cette réalité : une entreprise, juridiquement distincte, appartient en réalité à un groupe. Cet artifice juridique permet un effet de seuil, afin de la soustraire à l’obligation de mise en place d’un Comité d’entreprise, d’un CHSCT, d’un Comité central d’entreprise. Ainsi, les salariés ne sont pas représentés collectivement, et ne peuvent, par l’action de leurs représentants, utiliser les arsenaux juridiques existants pour être consultés, ou pour demander des expertises économiques.

La réalité du monde du travail aujourd’hui est commandée par le périmètre du groupe : les décisions concernant l’organisation du travail ou l’avenir de l’entreprise se prennent à ce seul niveau. Dans le cas des licenciements collectifs, la notion élargie de groupe permet aux salariés d’être reclassés et de ne pas perdre leur emploi. Elle permet aussi de mettre en cause la responsabilité des sociétés-mères qui transfèrent à leurs filiales la responsabilité de licenciements illégitimes.

Contre l’emploi

Les emplois d’avenir, critiquables sur de nombreux aspects pour des syndicalistes, ont évidemment été pourfendus par les députés FN. Marion Maréchal-Le Pen et Gilbert Collard ont finalement voté contre le projet de loi. A aucun moment, la question des conditions d’emploi, de salaire et de la pérennité des contrats des jeunes embauchés n’est évoquée lors des interventions des députés d’extrême droite. Au contraire, Gilbert Collard explique : *« Il est indubitable qu’une expérience professionnelle d’une durée de un à trois ans peut permettre à nos jeunes d’acquérir une expérience dans le monde du travail qui leur assurera ensuite une meilleure insertion dans le groupe des actifs ».*

En filigrane de leurs interventions, on relève leurs arguments visant à assimiler jeunes des quartiers populaires, immigration et insécurité. Dans leur communiqué commun, ils reviennent à plusieurs reprises sur le coût que constituent ces mesures, coût largement, selon eux, disproportionné par rapport aux résultats dans ces « zones de non droit ». Le député Collard, se revendiquant porte voix du peuple, ne voit que la délinquance dans ces quartiers et nie la réalité quotidienne des habitants, celle des centres sociaux, des associations de quartier ou de locataires,

celle des enfants qui jouent dans les squares, des personnes âgées qui s'y retrouvent, des parents qui tentent de joindre les deux bouts à coup d'emplois précaires.

Enfin, il convient de pointer que ce débat a été l'occasion pour ces députés, en critiquant la politique de la ville, d'opposer encore les jeunes entre eux, les jeunes habitant en zone rurale aux jeunes des quartiers en difficulté. Les jeunes ruraux sont évidemment sujets à la précarité de l'emploi, du logement, des études. Dans un contexte d'austérité et de baisse des investissements de l'Etat, ces députés se contentent de stigmatiser les jeunes des banlieues et n'apportent, en matière de politiques publiques, aucune solution concrète pour ceux des zones rurales.

Le député Bompard s'est illustré, quant à lui, par sa proposition de loi n°709, déposée le 13 mars 2013, intitulée « *Sur le droit à l'emploi* ». Sous couvert de défendre le droit à l'emploi des allocataires des minimas sociaux, de « *convertir le traitement social du chômage en un droit au travail* », de « *remettre le travail au centre du système économique* » de réduire certains « *coûts* » et de participer à la « *relance de l'activité économique et donc, à terme, du pouvoir d'achat* », le député propose des solutions de pacotille aux privés d'emploi. En premier lieu, ce « *droit au travail* » est matérialisé par « *vingt heures par semaine de travail au service de collectivités territoriales ou d'autres organismes publics nationaux ou locaux, ou d'employeurs privés ayant conclu une convention* ». Par modification de l'article L5412-1 du Code du travail, le député propose un nouveau motif de radiation de la liste des demandeurs d'emploi : les personnes qui refusent, « *par trois fois, après avoir perçu un revenu de remplacement pendant plus de six mois, d'effectuer [ce travail de 20 heures]* ». Bompard propose également une modification, dans le même sens, du Code de l'action sociale et des familles : le bénéficiaire, percevant depuis 6 mois le revenu de solidarité active, « *doit* », selon les termes de sa proposition « *se porter volontaire pour effectuer un travail de vingt heures par semaine* ». La liste des motifs de suspension du RSA devrait être rallongée par le motif du refus de bénéficiaire du RSA « *par trois fois de se porter volontaire pour effectuer [ce type de travail]* ».

Dans un contexte de licenciements massifs, de précarisation et de baisse de la qualité de l'emploi, le député Bompard ne fait pas dans le détail : il demande aux privés d'emploi d'accepter n'importe quoi, peu importe leur parcours, le salaire ou la qualité des propositions. Concernant les bénéficiaires des revenus de remplacement, il bafoue leur droit à bénéficier de la totalité de l'assurance à laquelle ils ont pourtant cotisé. Mais la proposition va plus loin, elle incite « *tous les acteurs économiques, publics, privés, sociaux et associatifs, pouvant offrir un emploi à durée déterminée ou indéterminée à bénéficier de la loi en concluant une convention* » avec les organismes payeurs. Il sera ainsi très simple de remplacer des postes en CDI ou même en CDD par ces emplois de pacotille, que les privés d'emplois seront obligés d'accepter.

Soutien aux pratiques patronales

Gilbert Collard s'est fendu de deux déclarations de soutien à l'action des patrons. En octobre 2012, il a d'abord encouragé le mouvement des 'pigeons', un groupe d'entrepreneurs de l'internet créé pour retirer un amendement du projet de loi de finances 2013. Cet amendement visait à l'intégration au barème de l'impôt sur le revenu des plus-values issues de la revente de parts de société. Le député d'extrême-droite défend ainsi ceux qui font de l'argent avec le travail de leurs salariés et qui se créent des revenus indécents avec la simple revente de leurs parts de capital.

En novembre 2013, à l'instar de Marine Le Pen, Collard publie un communiqué pour défendre les entrepreneurs du BTP et « les salariés français » contre les pratiques de détachement de salariés européens. Le député FN oppose ainsi salariés français et salariés des pays de l'Est, venus simplement travailler pour faire vivre leurs familles et tout autant victimes de la déréglementation sociale européenne. La solution ne peut être nationaliste, elle passe par l'avènement d'une Europe sociale, instaurant des salaires décents et équivalents pour tous et toutes.

Apartheid sur le logement

Le projet de loi « Accès au logement et urbanisme rénové », dite loi Duflot, examiné en septembre 2013, a été l'occasion pour Collard et Maréchal-Le Pen de déposer des amendements. Les députés FN ont proposé, en premier lieu, d'accorder en priorité des logements aux « Français », l'attribution ne se faisant plus sur des critères de revenu des ménages, mais sur la seule nationalité. En outre, le texte initial proposait une garantie universelle des loyers.

Cette mesure, finalement adoptée, n'était pas du goût des députés FN, ceux-ci considérant qu'elle « prend le risque de graves dérives en déresponsabilisant les locataires mauvais payeurs au profit du 'tout-public' ». Ils ont donc proposé « la mise en place d'un système préventif, autour d'un registre national des impayés locatifs ». Cette base de données « consultable par les professionnels et les particuliers recenserait les mauvais payeurs, selon des critères définis par la CNIL propres à distinguer la difficulté financière occasionnelle de la malhonnêteté récurrente ». Or, les salarié-e-s et les privé-e-s d'emploi, du privé comme du public, sont confrontés à des difficultés de paiement de leurs loyers, du fait des licenciements et des bas salaires. De plus, les bailleurs demandent des garanties obligeant les candidats à la location à remettre un dossier personnel et des garanties financières importantes.

La création du registre national des impayés proposée par les députés d'extrême-droite ouvrirait, un peu plus, la porte à des abus de la part des bailleurs. Par un tel fichier, les locataires en proie à des difficultés, même passagères, seraient de fait

exclus de toute possibilité de disposer d'un bail. En agitant, sur le plan locatif, le spectre marginal du locataire malhonnête, le FN ne résout en rien les difficultés de logement des salarié-e-s et des privés d'emploi, mais donne en réalité des moyens supplémentaires aux bailleurs de sélectionner leurs clients.

Pas de droit d'expression pour les jeunes

La jeunesse lycéenne s'est mobilisée à l'automne 2013 contre les expulsions de jeunes étrangers scolarisés, aux côtés de leurs syndicats. Marion Maréchal-Le Pen, dans une question au Ministre de l'Education Nationale du 6 novembre 2013, interpelle le Ministre sur une soi-disant « *instrumentalisation de la jeunesse* » « *sous couvert de syndicalisme* » qui serait menée par les syndicats lycéens et étudiants, au « *détriment des enseignements* ».

La jeunesse a le droit et la maturité nécessaire pour s'impliquer sur les questions très concrètes du droit à l'éducation de leurs camarades de classe. Les syndicats lycéens et étudiants sont parfaitement dans leur rôle en se battant contre l'expulsion de jeunes scolarisés.

Retraites et Protection sociale : alignement vers le bas

Les députés d'extrême droite se sont exprimés lors du vote de la loi sur les retraites. Dans un communiqué de presse, Gilbert Collard et Marion Maréchal-Le Pen insistent, en premier lieu, sur ce qui, à leur sens, permettrait des économies : la « *fraude sociale* », les « *dérives d'une décentralisation anarchique* », la « *dotation à l'Union Européenne* » ou « *l'emballlement des dépenses liées à l'immigration incontrôlée* ». On relèvera que ces députés se sont contentés, une fois de plus, d'agiter le chiffon rouge de la fraude sociale et du soi-disant coût de l'immigration.

Le montant de la fraude sociale des assurés, stigmatisée par ces députés, a été plusieurs fois contredit par les économistes et les organismes sociaux alors que, dans le même temps, l'ACOSS (Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale) chiffre, pour l'année 2012 à 260 millions d'euros le redressement établi par les URSSAF au titre du travail illégal. Sans compter toutes les autres fraudes aux cotisations que ces services n'ont pu contrôler faute de moyens.

En outre, plusieurs études récentes démontrent que l'immigration rapporte plus qu'elle ne coûte. Pour mémoire, de nombreux syndicats se sont engagés, depuis 2008, aux côtés des travailleurs sans papiers qui, par leurs cotisations, participent à la pérennisation de notre système social. Leur régularisation permettrait notamment des versements plus conséquents et le budget de l'Aide Médicale d'Etat (800 millions d'euros) pourrait ainsi être considérablement réduit.

Donner les moyens aux organismes de contrôle de faire leur travail, empêcher le travail dissimulé, permettre aux salariés, quelle que soit leur origine, de vivre du fruit de leur travail et de participer légitimement au système de retraite, tout cela contribuerait vraiment à la pérennisation de la protection sociale solidaire.

Enfin, relevons une dernière intervention, sur ce même projet, de Jacques Bompard. Il tombe à bras raccourcis sur les régimes spéciaux de retraites, reprenant l'antienne de la division des salariés, entre les « *privilegiés* » et les autres et demande « *l'alignement* » des systèmes de retraites. Le mouvement syndical et les salariés ne peuvent accepter ce type d'argument : les régimes spéciaux sont le fruit de nombreuses luttes. Il nous appartient de défendre, a contrario, une harmonisation vers le haut des systèmes de retraites.

Femmes : 40 ans en arrière

En octobre 2012, suite à une émission de radio, Marion Maréchal-Le Pen a publié un communiqué visant à clarifier sa position, initialement plus radicale, sur l'IVG pour l'aligner sur celle du parti. Elle se positionne pour le déremboursement de l'IVG pour « *les cas qui ne répondent pas à des situations de détresse avérées ou à des exigences thérapeutiques* » et affirme sa volonté de « *lutter contre les abus du droit à l'avortement* ». Cette position, qui vise, encore, à instrumentaliser des abus imaginaires pour mieux remettre en cause un droit va à l'encontre des conquêtes du mouvement des femmes. L'IVG n'est un moyen de contraception pour aucune femme. Par contre, il doit demeurer un choix que les femmes doivent pouvoir exercer pleinement. Prôner le déremboursement de la plupart des interventions revient à faire un bond en arrière de 40 ans et à permettre le retour des avortements clandestins donc dangereux pour la santé et la vie des femmes.

Jacques Bompard a, pour sa part, posé une question écrite en octobre 2012 à la Ministre de la Santé concernant la pilule. Sous couvert de 'considérant' médicaux, le député a demandé à la Ministre d'informer les femmes sur les risques supposés de ce contraceptif pour la « *santé et la natalité française* ». Le député instrumentalise ainsi, pour les besoins de la cause anti-avortement, une polémique sur certains types de pilules, remettant en cause la possibilité légitime pour les femmes d'avoir recours à une contraception adaptée.



article publié sur le site de VISA
en novembre 2013

Les girouettes fiscales ... couleur « brun marine »

Mardi 5 novembre 2013, le Parlement a définitivement adopté les projets de loi renforçant la lutte contre la fraude fiscale et créant un parquet financier national. A la première lecture, en juin, les deux députés d'extrême droite, Collard et Maréchal – Le Pen, avaient voté pour, mais ils se sont finalement abstenus lors du vote ultime.

Surprenant ? Pas vraiment.

Rappelons-nous que le FN n'a jamais fait de la lutte contre la fraude fiscale un de ses chevaux de bataille, à l'inverse de celle contre la fraude sociale qui lui permet de déverser son discours nauséabond sur la préférence nationale, ou la priorité nationale, version contemporaine de sa xénophobie et de son racisme historique.

De plus, dans un sondage, réalisé par l'institut CSA fin mai 2013, 31% des électeurs qui se disent proches du Front national jugeaient que « la fraude fiscale peut se justifier

dans certains cas, par exemple pour préserver les dépenses indispensables à la famille ».

Alors simples girouettes ces élus ?

En réalité, cette affaire vient nous rappeler ce qu'est la famille Le Pen, la meilleure amie de l'oligarchie financière. Il y a quelques mois le FN disait comprendre l'exil fiscal de Depardieu. Lors de l'affaire Cahuzac, il trouve sans gravité le fait d'ouvrir un compte en Suisse afin de soustraire une partie de ses revenus à l'impôt. A la mort de Thatcher, chantre de l'ultra libéralisme qui a craché toute sa vie contre les ouvriers, le FN salue sa mémoire et adresse ses condoléances au parti conservateur !

Le partage des richesses n'a visiblement toujours pas sa place dans le projet économique de la formation d'extrême droite. Le vote « pour » du mois de juin devait répondre à la tactique du moment, aussi éphémère que le programme du FN est mortifère.

Article publié sur le site de VISA en août 2013

La Fonction publique aux ordres : l'appel du FN aux fonctionnaires

Dans sa « *lettre du front* » du 19 juillet 2013, le Front national fait paraître un « *Appel aux fonctionnaires titulaires de catégories A et B* ». Dans cet appel, le secrétaire général du FN, Steeve Briois, appelle explicitement ces fonctionnaires à contacter le parti pour, dans la perspective des élections municipales de mars 2014, « *rejoindre [ses] futurs élus pour mener avec eux cette bataille* », celle qui consistera écrit-il à « *administrer, mettre en œuvre notre politique, appliquer notre programme, afficher notre ambition pour notre pays* ». Autrement dit, le FN recrute ses futurs relais dans les trois fonctions publiques. Très curieusement, nulle trace de cet appel sur le site internet du FN : l'appel est donc réservé aux sympathisants ou militants du parti.

Ce n'est pas la première fois que le FN s'adresse directement aux fonctionnaires : en février 2011, Marine Le Pen s'était déjà fendue d'une lettre aux fonctionnaires, pour tenter à la fois de ratisser cette catégorie de salariés et d'expliquer un début de politique publique. Depuis lors, pour les élections présidentielles de 2012, le FN version Marine s'était autoproclamé comme défenseur des services publics et pourfendeur de la RGPP.

VISA a déjà décrypté en partie le programme du FN pour la Fonction Publique en dénonçant ses contre-vérités et ses dangers pour les services publics et ses agents dans la brochure « *Contre le programme du FN, un argumentaire syndical* ». Nous nous sommes aussi régulièrement fait l'écho, sur notre site, du matériel spécifique des syndicats de fonctionnaires sur le sujet, et notamment de la fédération CGT services publics.

Dans ce nouvel appel, le parti reste dans sa stratégie affirmée de conquête du pouvoir. Le FN explique à ses militants et sympathisants qu'il entend bien gagner des villes aux prochaines élections municipales, « *nous n'allons pas au combat pour afficher des candidatures de témoignage* » écrit le secrétaire général. C'est dans cette perspective que le FN s'adresse à celles et ceux d'entre ses sympathisants et militants qui occupent des postes de « *catégorie A et B* ».

Le parti les invite à faire parvenir en son siège leurs CV, pour organiser dans un second temps une prise de contact et une réunion avec eux. Dans quel but, si ce n'est celui de mettre en place un réseau d'action interne à la Fonction Publique,

un réseau d'influence, de pression, de renseignements, de recrutement, bref, un embryon d'organisation politique pour peser de l'intérieur de l'appareil d'Etat ?

Le FN, se voyant déjà aux affaires locales, estime, comme à son habitude, « *que le système politique ne [lui] fera pas de cadeaux* », et qu'il lui faudra « *remettre en ordre de marche des administrations pas forcément hostiles, mais perverses et désabusées par des politiciens épuisés* » (sic !). Le but avoué du FN est donc de s'appuyer sur des personnels de la fonction publique politiquement favorables qui participeraient de la mise en place concrète de son programme mais aussi permettraient de « *gagner la confiance des populations et des administrations* ». Il est en premier lieu important de relever que le FN ne s'adresse qu'aux fonctionnaires titulaires des catégories A et B des trois fonctions publiques. Les fonctionnaires de catégorie C ne sont pas évoqués. Encore moins les non titulaires.

Ce qui motive cette lettre aux seuls fonctionnaires A et B, c'est que ceux-ci ne sont pas que de simples 'exécutants' mais ont un certain pouvoir de décision, voire un accès à des données normalement confidentielles. Les agents de catégorie C, que les usagers des services publics connaissent le mieux car ils assurent les fonctions d'accueil du public, les travaux de voirie, le secrétariat des services, les soins quotidiens des malades, n'intéressent pas, pour l'instant, le FN. Ces postes ont été les plus concernés par les suppressions, dues aux divers plans de réduction des effectifs et il ne faut pas s'attendre, de la part du FN, s'il était amené à gérer des municipalités, qu'il lutte contre ces pénuries d'effectifs. Quand il a géré précédemment des municipalités, il a fait tout le contraire. Il a largement démontré qu'il n'a que faire des garanties collectives et statutaires. Si le FN dirigeait à nouveau des municipalités, ces salarié-e-s continueraient de voir leur pouvoir d'achat fortement amputé et leurs conditions de travail dégradées par les manques d'effectifs bien qu'ils participent pleinement à la mise en place des politiques publiques. La situation des catégories C de la fonction publique n'intéresse pas le FN !

Ensuite, en appelant ses sympathisants et ses militants à « *envoyer leur CV* », le Front national démontre sa volonté de perpétuer les politiques managériales dites de « *modernisation de l'administration* ». Les agents de la Fonction publique ont vu, depuis 30 ans, apparaître des politiques de recrutement et de promotion individuelles fondées sur la culture de la performance et du chacun pour soi, avec, en parallèle des baisses d'effectifs. Imaginons l'aggravation de cette politique managériale en terme d'arbitraire et de caporalisation que signifierait la nomination de militants du FN pur sucre à des postes de commandements hiérarchiques.

Cette volonté du « *recrutement* » par CV, doublée d'une recherche de fidélité politique, entre pleinement dans cette logique : plutôt que de permettre aux agents

de se former, de travailler dans de bonnes conditions, d'évoluer professionnellement dans un cadre statutaire sécurisé, le FN préfère le choix 'des meilleurs', des plus dociles.

Echaudés par l'interdiction des pseudo-syndicats FN à la fin des années 90 et constatant l'échec de leur Cercle National des Travailleurs Syndiqués, les stratèges de l'extrême droite tentent une nouvelle fois de recruter des troupes et de les organiser dans un but de conquête absolue du pouvoir, au mépris de la notion même de service public républicain et indépendant du politique.

Outre notre combat contre les idées du FN, et les politiques publiques inégalitaires qu'il veut mettre en place, le service public, s'il est évidemment sous-tendu par une idéologie politique, se doit à une certaine neutralité, pour que chacun-e puisse en bénéficier de façon égalitaire. En privilégiant ses ami-e-s, le FN néglige le sens de l'intérêt général. Enfin, cette politique laisse présager l'avenir qui attend ceux des fonctionnaires qui seront vus comme des adversaires politiques : mutations d'office pour être remplacés par des collègues plus sûrs, placardisation, licenciement des non titulaires. Rappelons-nous par exemple qu'à Vitrolles toutes ces méthodes ont été utilisées quand les Mégret dirigeaient la ville.

En se décrivant 'victime' des baronnies et en s'assignant pour but de remettre les administrations 'en ordre de marche' avec l'aide d'une hiérarchie recrutée à son image, le FN affiche son projet s'il s'emparait de municipalités : une fonction publique territoriale aux ordres pour appliquer son programme dont les ressorts seraient : le clientélisme, la mainmise idéologique et la préférence nationale. Visa appelle de nouveau les organisations syndicales des trois Fonctions Publiques à la plus grande vigilance antifasciste.



Laurent Ozon, un ancien conseiller influent de Marine Le Pen nie la notion de racisme dans un tweet.

Le FN aux affaires ... les affaires du FN

L'épisode frontiste à la tête des mairies a été relativement court, et s'est mal terminé. Plusieurs dirigeants d'extrême droite seront battus aux Municipales de 2001 et nombre d'entre eux connaîtront des difficultés avec leur parti et le quitteront pour d'autres formations politiques.

Gestion budgétaire indigente

Quand elle fut aux affaires à Marignane, Vitrolles, Toulon et Orange, l'extrême droite a peiné à appliquer tout son programme, en partie en raison des barrières légales insurmontables pour un simple maire, mais également pour des problèmes de gestion économique.

A Marignane, les impôts locaux ont augmenté, mais le centre-ville n'est finalement pas rénové. Le projet d'un complexe de loisirs est remplacé par l'installation d'un supermarché. Dans son rapport, la Chambre régionale des comptes dresse un constat accablant : *« trop forte augmentation des charges courantes par rapport aux recettes de fonctionnement », « diminution de l'autofinancement », pas de « restructuration des services »*. Le bilan est sans appel : *« La situation financière de la commune de Marignane est de nouveau préoccupante »*. Sous le dernier mandat de Simonpieri, élu FN qui a retourné sa veste pour rejoindre l'UMP, une hausse d'impôts locaux de près de 70 % a été appliquée.

Même type de phénomène à Vitrolles où, à partir de février 1997, Catherine Mégret va brutalement, en méprisant les règles élémentaires de fonctionnement d'une collectivité territoriale, appliquer l'idéologie véhiculée par l'extrême droite. Quelques exemples :

- ♦ L'association le «Sous-marin» devient la cible des élus FN dès juin 1997 : suppression de la subvention de 200 000 francs soit plus de 20 % du budget
- ♦ En 1998, l'association «moulin à jazz» voit sa subvention amputée de 70 % ; elle résistera grâce aux subventions du Conseil général des Bouches du Rhône.
- ♦ Pour élaborer le budget, les élus FN financent un cabinet privé. En conseil municipal le responsable de ce cabinet répond à la place de l'adjoint aux finances dépassé par les questions ! De plus, celui-ci n'utilise pas les moyens du service public, les comptables des Finances Publiques, ex Trésor.

- ♦ Ayant fait campagne sur la baisse des impôts, l'équipe municipale aurait eu recours à de discrets artifices pour payer ses échéances. La trésorerie de la commune est largement assurée par les usagers de l'eau, qui ont eu à supporter une hausse brutale des tarifs de plus 20 %.

L'exmaire de Vitrolles, Catherine Mégret a finalement été condamnée pour détournement de fonds publics : en 2002, le rapport de la cour régionale des comptes avait pointé ces malversations (75 000 € de frais postaux sur le budget municipal pour envoyer deux courriers aux 36 000 maires de France pour qu'ils parrainent Bruno Mégret à la présidentielle). Elle fut aussi épinglée pour des frais de représentation abusifs (50 000 € pour des repas souvent pris à 2 ou 3, le week-end ...).

L'ancien député maire FN de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier, élu en 1995, laisse derrière lui un bilan catastrophique : surendettement, insécurité, discriminations à l'embauche, détournements de fonds publics.

En 1996, à peine élu, il décide d'une augmentation de plus de 9 % des impôts locaux, à l'encontre de toutes les promesses électorales et des consignes que tentait alors d'imposer Jean-Marie Le Pen à ses nouveaux maires. Les années suivantes, si les impôts communaux ont baissé, ce n'est que par le jeu des écritures, puisque les taxes des syndicats intercommunaux n'étaient plus intégrées aux impôts prélevés par la ville depuis deux ans. Le bateau coula très vite et le maire abandonne le navire FN en 1999. Il sera rattrapé par la justice deux ans plus tard. *«Mais cela remonte à 25 ans !»* s'agace Marine Le Pen.

Jean-Marie Le Chevallier a été déclaré inéligible pour une triple infraction sur la législation au financement électoral. En 2001, il fut également condamné à un an de prison avec sursis pour une affaire d'emploi fictif concernant une association para municipale au nom évocateur, les Jeunesses Toulonnaises.

Seul Jacques Bompard, à Orange, s'en sort, tout au moins en apparence. Il est vrai qu'il est celui qui a pratiqué la gestion communale la plus en phase avec la rigueur libérale. C'est également celui qui fait le plus figure de notable, surtout lors de ses deux derniers mandats. La Cour des Comptes fut presque élogieuse envers la municipalité d'Orange, qui a réussi à contenir ses dépenses courantes tout en diminuant les impôts locaux... Mais ce tour de force a été réalisé en réorientant idéologiquement les subventions du conseil municipal, et en supprimant à tour de bras les crédits sociaux.

Ainsi, à titre d'exemple, en 2012, cette ville toujours occupée par l'extrême droite finance l'association de l'école St Vincent pour 28 000 €, mais la FCPE et la

CGT ne perçoivent rien du tout ! De même, quand les scouts et guides de France reçoivent 10 562 € de subventions et d'aides en nature, le secours populaire n'en bénéficie qu'à hauteur de 1 500 €. Et que penser de l'aide de 4 138 € attribuée à l'Ordre de Malte pour leur local quand FO ne reçoit que 243 € pour le même sujet ?

Ainsi, hormis à Orange, les gestions communales ont été très mal perçues par l'électorat, qui l'a fait payé à ceux qui ont pu se représenter.

Cette gestion locale, d'un point de vue purement politique, s'est donc passée non seulement mal dans les urnes, mais aussi face aux juges et au parti. Globalement, on peut donc dire que le Front national a fait preuve d'indigence dans sa gestion politique et budgétaire des communes. Partout, les élus d'extrême droite ont donné plus que des coups de canifs dans le contrat municipal : Ils ont laissé des dettes aux citoyens !

Fonds propres et argent sale

Puisque le Pen fille prétend que son parti et ses candidats sont « *propres* » financièrement, il est utile de rappeler ici le rôle de Philippe Péninque dans la gestion financière du FN de 1997 jusqu'à la fin des années 2000. Philippe Péninque n'est pas n'importe qui pour le FN : c'est lui qui avait procédé à l'audit du parti lors de la scission Mégret / Le Pen. Passé par Assas, c'est un ancien responsable du GUD, groupe étudiant d'extrême droite connu pour sa violence. Il est au centre du « *GUD business* », des entreprises fondées par des anciens militants, qui se font travailler les unes les autres et dont les prises de participation se font « *entre amis* ».

Dans les années 80, Péninque, Cahuzac et le « *GUD business* » avaient même spéculé sur des mines au Pérou ... Péninque a pris en charge le dossier financier du FN, après les élections de 2007 qui laissent le parti avec 8 millions d'euros de dettes empruntés au fidèle imprimeur Fernand Le Rachinel (le banquier officieux du FN). C'est Péninque qui aurait convaincu le président du FN en 2008 de ne pas rembourser Le Rachinel. Au tribunal, c'est un échec puisque le FN perd et est condamné à rembourser son ancien imprimeur. Le siège de St Cloud sera vendu pour payer cette dette.

On le voit, cet avocat et financier international n'est donc pas un innocent dans la gestion financière du FN des Le Pen. La 'défense' de Le Pen fille, qui nie être proche de lui « *car ils ont 15 ans d'écart* » et qu'elle « *avait 20 ans lors de l'ouverture du compte de Cahuzac par Péninque* » est un peu légère, sauf à vouloir nier le passé du FN et son héritage en 'béton armé'.

Il ne faut pas non plus oublier de rappeler qu'en décembre 1997 l'ex-épouse de Jean Marie Le Pen l'avait accusé de frauder le fisc estimant qu'au moins 40 millions de francs français de l'époque étaient cachés dans des banques suisses (UBS, Darier).

Enfin, le Front national s'est vu refuser fin octobre 2013 le remboursement de près de 700 000 € de dépenses de la campagne présidentielle de Marine Le Pen, selon la Commission Nationale des Comptes de Campagne et des Financements Politiques. Sur les 9 000 000 d'euros de factures présentées à la CNCCFP, 7,66 % ont été retoqués. Parmi les coquetteries comptables constatées, la facture de 102 442 € de l'Université d'été du FN organisée à Nice les 10 et 11 septembre 2011, sans rapport avec l'élection présidentielle de 2012. La présidente du parti d'extrême droite a présenté une note 1 363,80 € pour deux nuits passées à l'hôtel Méridien, sis sur la célèbre Promenade des Anglais. Une soirée mondaine a été organisée le 25 juin 2011 dans les jardins de la villa de Montretout, chez Le Pen père, afin de récolter des fonds en vue de la campagne de la fille du président d'honneur du Front national. Coût de l'évènement baptisé « *bal de la Marine* » : 131 173 €.

Mais la liste ne s'arrête pas là. Alors qu'en période électorale, des officiers de police sont mis à disposition des candidats par la préfecture de police, Marine Le Pen a préféré faire appel à ses propres « *agents de sécurité* », le tristement célèbre DPS. Résultat : 21 105 € ont été défalqués, par la Commission, de ses comptes de campagne.

Pour VISA, l'objectif inavoué de cette tentative d'embrouille comptable n'est rien de moins que la volonté d'obtenir, aux frais du contribuable, un remboursement supplémentaire. Alors, le FN, un parti propre et vertueux ? Il ne suffit pas de s'appeler Rassemblement Bleu Marine pour faire oublier l'histoire ... et le présent !

On les a déjà vus à l'oeuvre : les villes occupées

- Vitrolles : le laboratoire de la haine brune
 - Document VISA : tract CGT/CFDT « Ensemble refusons la casse du service public vitrollais »
- Toulon 1995 - 2001 : la vitrine explosée du Front national
 - Document Syndicalisme Hebdo : « Un turbulent Toulonnais »
- Orange amère 1995 - 2013
 - Document Ras l'front : « Bompard veut la peau d'Orange »
 - Document VISA : « Interview de M. Dumont, conseiller prud'homal ... (Extraits) »

Vitrolles : le laboratoire de la haine brune

Municipales 1995 : Toulon, Marignane, Orange tombent dans la besace du Fn, Vitrolles pousse un ouf de soulagement. Mais les élections sont invalidées, et en février 1997, Bruno Mégret ayant été entre temps déclaré inéligible, c'est une liste menée par son épouse qui gagne avec plus de 52 % des suffrages. Les causes de ce désastre sont nombreuses, à la fois sociales et politiques. Les conséquences seront immédiates pour l'ensemble de la population, particulièrement les plus fragiles et les personnes désignées comme ennemies.

L'arrivée au pouvoir : les aspects sociologiques

Vitrolles est une ville - champignon qui a poussé dans les années 1970 et dont la population est hétérogène : déracinés du Nord et de l'Est de la France, pieds-noirs 'Algérie française', habitants issus des quartiers défavorisés de Marseille ... Malgré tout, il faisait bon vivre à Vitrolles, notamment avec son tissu associatif important, ses lieux culturels dynamiques. Mais la hausse du chômage, les problèmes de logement, une « *petite délinquance énervante* » vont faciliter l'implantation du Front national.

Présence et propagande du FN

C'est au milieu des années 1980 que la direction nationale du FN commence à s'intéresser à Vitrolles ; les premières affiches apparaissent sur les murs et les premiers tracts dans les boîtes aux lettres. Les thèmes favoris : immigration et insécurité, et plus tard les « *magouilles* » de l'équipe municipale. La propagande du FN prend toutes les formes possibles (journal local, tracts, porte à porte ...) et pendant les campagnes électorales, toutes les catégories d'électeurs potentiels sont visées, toutes les officines plus ou moins liées au FN sont mobilisées, du Cercle National des Rapatriés à Fraternité Française en passant par le « Cercle Vitrollais des Femmes d'Europe » et autre « Collectif de Chômeurs Vitrollais » !

Rapidement, la droite classique noue des alliances plus ou moins ouvertes avec le FN, banalisant le vote extrémiste. Ainsi, lors des législatives de 1988, un meeting commun soutient la candidature de Jean-Pierre Stirbois, qui obtiendra 30 % des suffrages ! A gauche, les 52 % obtenus au premier tour, en 1989, par une liste de large union ont pu faire croire que le danger était écarté.

Entre les deux tours de 1997, c'est une véritable avalanche de soutiens plus ou moins fantaisistes pour Catherine Mégret : de Brigitte Bardot au Mouvement pour un Enseignement National (le MEN qui réapparaît encore de temps en temps), des Chefs d'entreprise de l'association « Entreprise Moderne et Liberté » au « Comité pour la défense des électeurs et le respect de la démocratie » (sic !). Mais dans cette communication tous azimuts, aucune référence au chef du Parti, Jean-Marie Le Pen... seul le nom de Mégret est mis en avant et même la flamme bleu-blanc-rouge, emblème frontiste, se fait plus discrète au fil de la campagne.

Des alertes nombreuses mais insuffisantes

Pourtant de nombreuses voix s'élèvent pour donner l'alerte : sur le terrain, le collectif Ras l'front Vitrolles est très actif dès mai 1996 ; une quinzaine antifasciste est organisée en novembre 96, et en décembre, un meeting-conférence avec la présence des associations des « villes occupées » (Toulon, Orange, Marignane). Un meeting intersyndical, mi-janvier, rassemble 400 personnes autour des syndicats CFDT, CGT, FSU, UNSA, SUD. Le 29 janvier 1997, l'URI-CFDT et ses syndicats Interco de la Région PACA organisent, à Vitrolles, une journée de réflexion sur les villes gérées par le FN. L'hebdomadaire culturel Taktik, distribué sur les Bouches du Rhône consacre un dossier spécial à Vitrolles pour dénoncer « la fausse alternative » proposée par le FN.

Politiques municipales au vitriol

Dès leur arrivée au pouvoir, les Mégret (lui non élu mais omniprésent) vont montrer leur vrai visage. 150 employé-e-s non titulaires de la municipalité sont licencié-e-s : agents de prévention, contractuel-le-s des maisons de quartier... La plupart se regrouperont dans l'association 'La Charrette' pour agir en justice.

Une « brigade d'intervention spéciale » est mise en place : « *dès la nuit venue, [celle-ci] fait la chasse au faciès, aux jeunes et aux résistants dans les quartiers, contrôle abusivement les papiers et intervient brutalement, en toute illégalité* ».

Le secteur de la culture est particulièrement attaqué : suppression des subventions, censure à la bibliothèque, etc. Les écoles ne sont pas non plus épargnées : hausse du tarif des cantines, coupes claires dans les budgets, suppression des activités périscolaires. Rappelons qu'en février 1997 Catherine Mégret déclarait au Berliner Zeitung : « *il ya des différences entre les races... il y a des différences entre les gènes* ». Elle sera condamnée à 3 mois de prison avec sursis et 50 000 frs d'amende.

Les Mégret multiplient les coups d'éclat : licenciement de la directrice du cinéma municipal pour « *refus d'obtempérer* », 'fermeture' (local muré) du Café 'Le sous-

marin', tentative de rebaptiser la ville « *Vitrolles en Provence* », chèque de 5 000 frs aux parents de nouveaux nés d'origine française ou européenne, procès intenté à un militant de Ras l'front. Heureusement, les tribunaux déboutent le FN.

Résistances et rôle des syndicats

Les résistances s'organisent : le bulletin de Ras l'front Vitrolles s'étoffe, la Commune Libre de Vitrolles en Exil (CLVE) est créée. L'objectif est de regrouper des particuliers, mais aussi des associations et des collectivités locales. Plusieurs communes donnent 'l'asile politique' aux plaques des rues de Vitrolles débaptisées par le FN, comme les places et rues Nelson Mandela, Jean-Marie Tjibaou, Olof Palme ... Le Sous-Marin, délogé de ses locaux de manière très violente, continue ses activités hors les murs et revient proposer des concerts à Vitrolles fin 1998.

Du côté des syndicats, les réactions sont plutôt faibles au départ, les sections locales ne soutiennent pas 'La Charrette'. Mais à partir de 1998, l'intersyndicale CFDT-CGT des Territoriaux se met en marche, aux côtés des animateurs puis dans le conflit autour de la tentative de privatisation du service de propreté urbaine.

Les animateurs en colère

L'intersyndicale CFDT-CGT de la municipalité de Vitrolles appelle à une journée de grève le 18 mars 1998. Elle dénonce la détérioration des conditions de travail des animateurs des maisons de quartier, que les Mégret tentent par pressions, menaces et harcèlements, de faire partir, leur statut les protégeant d'un licenciement. Un article du Monde relate le conflit avec les animateurs : Hubert Fayard, premier adjoint, s'était plaint d'avoir été menacé et insulté par des jeunes devant la salle des fêtes d'un quartier. Il avait alors sommé, par écrit, un animateur de révéler l'identité des jeunes. 22 animateurs sur 30 lui ont répondu collectivement que la déontologie de leur métier, comme la loi sur les mineurs, leur interdisait de le faire. Après avoir supprimé les animateurs de rue, la mairie voulait voir partir ceux de quartier, probablement pour les remplacer par des policiers municipaux ...

Le conflit des éboueurs

Il dura de mai 1998 à octobre 1999 : une résistance organisée par la CGT et la CFDT, soutenue par la population, mais qui se soldera malgré tout par la cession du service au privé. Le masque pseudo social dont Mégret s'était affublé à la direction du FN dès 1992 est vite tombé à la mairie de Vitrolles. C'est en patron de choc qu'il gèrera ce conflit. En 2001, les liens entre la section des Communaux FO et le MNR sont avérés. La vigilance des autres syndicats permettra d'écarter ce syndicat de la gestion des œuvres sociales.

La chute

Catherine Mégret est réélue en 2001 à la faveur d'une triangulaire mais le scrutin est invalidé et elle est définitivement battue en octobre 2002. Entre temps, la Cour Régionale des Comptes a publié un rapport édifiant sur la gestion calamiteuse de la ville. Depuis, 2 maires PS se sont succédés, le cinéma 'Les Lumières' a réouvert ses portes. Au premier tour des élections municipales de 2008, le Front national a obtenu moins de 10 % des voix ... mais Marine Le Pen est arrivée en tête du premier tour des présidentielles de 2012 avec plus de 27 % des suffrages ! Vigilance donc ...

C.G.T.

C.F.D.T.

des Fonctionnaires Territoriaux de Vitrolles

**Ensemble refusons la casse
du service public Vitrollais.**

les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. des territoriaux de Vitrolles appellent les personnels à un arrêt de travail de 1h à 24h à compter du Jeudi 11 JUIN 1998, reconductible chaque jour, sur l'ensemble des horaires de travail.

- Pour le retrait de la délibération N° 98-222 du 28 Mai concernant la privatisation du service du Nettoyement et de la Collecte des Ordures Ménagères.
- Pour l'arrêt des privatisations.
- Pour l'arrêt des mutations arbitraires ou d'office.
- Pour la consultation des personnels, de la hiérarchie et des organismes paritaires dans le cadre général des mutations.
- Pour l'augmentation des budgets de fonctionnement et d'investissement.
- Pour le maintien des avantages acquis (indemnités, retraite à 55 ans catégorie active).
- Pour le respect du statut, des libertés syndicales, des organismes paritaires et des délégués du personnel.
- Pour la stagiairisation des agents auxiliaires occupant des emplois à temps complet.
- Pour le recrutement de personnel qualifié sur les postes d'encadrement.
- Pour l'arrêt des restructurations qui remettent en cause la qualité du service public.
- Pour la prise en compte de nos qualifications.
- Pour l'intégration des animateurs socio-culturels dans la filière animation.

La municipalité détruit volontairement le service public Vitrollais afin de justifier ses privatisations auprès de la population. Elle va même, dans sa lettre du Maire supplément au Rocher N°9 de Juin 1998), jusqu'à mentir sur l'ensemble des chiffres avancés, et rejeter la faute sur le personnel des services et leur encadrement. Refusons cet état de fait.

Défendons notre avenir, défendons notre statut, défendons nos acquis, défendons le service public, défendons l'emploi public.

Les organisations syndicales vous invitent à participer à l'assemblée générale du personnel qui aura lieu le Jeudi 11 juin 1998 de 9h30 à 11h30 à la salle des fêtes.

Tous ensemble c'est possible.

Toulon 1995 - 2001 : la vitrine explosée du Front national !

Aux élections municipales de 1995, Jean-Marie Le Chevallier est élu maire de Toulon, sous les couleurs du Front national, à la faveur d'une triangulaire avec un candidat UDF et un PS. La presse d'extrême droite de l'époque jubile. Un an après encore, une revue intégriste catholique, *Reconquête*, résume bien cet état d'esprit. Dans son numéro 134 d'août 1996, elle fanfaronne : « *Toulon, victoire française* », « *Toulon sauvée du naufrage financier* », « *la reconquête culturelle* », « *Jean-Marie Chevallier: calme et droit en avant* ».

Le moins que l'on puisse dire c'est que, six ans plus tard, à l'heure des bilans, dans tous les domaines, économique, social, culturel et dans celui des « affaires » le bilan pour le Front national est catastrophique, à l'exact opposé de ce qui était claironné. Comme pour Vitrolles, Marignane et Orange, il est bon de rafraîchir les mémoires et de rappeler comment on les a déjà vus à l'œuvre et ce qu'il en a coûté aux citoyen-ne-s de ces villes « laboratoires » de l'extrême droite.

Marine Le Pen rechigne à assumer le bilan des municipalités gérées par le FN entre 1995 et les années 2000. A lire ces rappels salutaires, on comprend mieux pourquoi !

L'économique et le social

En mars 1996, le budget adopté, contrairement aux promesses de J.M. Le Chevallier de baisser les impôts, voit ceux-ci augmenter de plus de 9 % ! La taxe d'habitation passe de 20,5 à 21,86 %, la taxe sur le foncier et la taxe professionnelle augmentent aussi de 0,1 à 2 %. Par contre ce sont les subventions qui trinquent avec une baisse de 23,16 % :

- La participation à l'office communal de HLM baisse de 52,4 % !
- Les subventions aux 'œuvres sociales' diminuent de 50,4 % !

- La mission pour l'emploi CESAME, gérée par une association en lien avec l'ANPE, voit ses crédits amputés de 64,1 %.
- L'association gérante de la maison de l'étudiant, « *Télo-campus* », où les étudiants toulonnais trouvaient l'ensemble des services les concernant, perd sa subvention de 500 000 frs.
- Une association de formation professionnelle, Munitique, perd sa subvention de 780 000 frs et l'association d'insertion « *Tremplin* » voit la sienne diminuée de 674 000 frs.
- Le Secours Populaire n'obtient que 8 000 frs de subvention ; par contre la « *Société des Amis des Chats* » est mieux lotie avec 40 000 frs !

Le « *principe de laïcité* » est à géométrie variable puisqu'il permet de supprimer les subventions du Centre israélite et du Foyer de la Jeunesse Entraide Protestante tout en accordant 4 000 frs à la Maîtrise Saint Pie X et 50 000 frs au Comité Clovis du Var !

Les subventions aux syndicats se voient aussi ramenées à la portion congrue : 5 000 frs pour la CFDT, FO, CFTC, 1 000 frs pour la CGT. La CGC voit, elle, sa subvention diminuer de moitié.

Le seul budget en augmentation est celui de la police municipale avec l'embauche de 25 nouveaux agents et d'un escadron à cheval (!) ... parce que, selon le maire : « *ça leur donne de la hauteur et de l'autorité et puis ça plait aux enfants* » ! L'unique association qui voit sa subvention augmenter est « *Jeunesse enfance toulonnaise* », dirigée par l'épouse du Maire : Cendrine Le Chevallier. Comme le dit fort bien le quotidien Libération, dans son édition du 14 Juin 1996, « *A Toulon, la préférence Front National joue à plein* ».

La haine de la Culture

C'est d'abord le Théâtre National de la Danse et de l'Image (TNDI) de Châteauvallon qui est la cible de la mairie. Avec le soutien actif du préfet Marchiani, le groupe de rap NTM est déprogrammé et, en 1997, le directeur du festival, Gérard Paquet, est licencié.

Le salon du livre est un autre enjeu. Le maire le rebaptise « *fête de la liberté du livre* », y impose des livres d'extrême droite et refuse qu'un hommage soit rendu à Marek Halter, lui préférant ... Brigitte Bardot !

L'Art contemporain ne trouve pas davantage grâce aux yeux du maire frontiste : La sculpture-fontaine de l'artiste René Guiffrey est rasée, et remplacée par ... un olivier « *symbole de la civilisation provençale* »!

Mains sales et têtes basses

Médiapart, dans un article de septembre 2012, résume bien la situation glauque dans laquelle la mairie FN s'est embourbée : « Fin 1998, pas moins de cinq adjoints au maire sont mis en examen: trois pour une affaire de passation du marché des cantines scolaires, un quatrième dans une affaire de favoritisme à l'embauche, et le cinquième, Jean Pierre Calone, adjoint au maire en charge de l'habitat et président de l'office HLM municipal, est incarcéré pour une affaire de viol. Il sera condamné en 2000 à douze ans de réclusion criminelle(...) puis en 2011 à cinq ans de prison dont trois avec sursis pour une affaire de corruption ». « Le maire lui même accumule les casseroles. Elu député FN en 1997, il est déclaré inéligible un an plus tard pour une triple infraction sur la législation au financement électoral. En 2001, il est condamné à un an de prison avec sursis dans l'affaire de Jeunesse Toulonnaise, l'association para municipale qui abritait un emploi fictif. Deux ans plus tard il est condamné en appel pour subornation de témoins dans l'affaire Poulet-Dachary ». Dans cette affaire, J.M Le Chevallier avait tenté de mettre la police sur la piste d'un assassinat politique alors que Poulet -Dachary, son directeur de cabinet, avait été victime d'un crime passionnel.

Les résistances

Le 28 août 1996, jour de la commémoration du 52^e anniversaire de la Libération de la ville, une manifestation d'opposants à la mairie fut interdite par le préfet ; en novembre 1996, suite à la main mise de la municipalité sur le salon du livre toulonnais, une contre fête du livre est organisée en quinze jours à La Garde, commune voisine, et connaît un grand succès.

A l'occasion d'une venue de Jean-Marie Le Pen à Toulon, une manifestation, à l'appel des partis de gauche, des UD CGT, CFDT, de la FSU, de la FEN, de Ras L'Front et de nombreuses associations, rassemble un millier de personnes sur la place de la Liberté.

Le 14 juillet de la même année, un collectif très large d'associations, partis et syndicats organise une grande manifestation unitaire : « Différents et ensemble pour la liberté, l'égalité et la fraternité ».

Sur le terrain syndical, la CGT des Territoriaux de Toulon réagit dès 1996 dans un tract sur la gestion municipale : « Il n'a pas fallu longtemps pour que les vrais visages apparaissent et que sous le masque de la courtoisie filtrent l'arbitraire, l'autoritarisme, l'esprit de revanche, la chasse au faciès ou au nom à consonance étrangère ». La FSU, quant à elle, met en place « une coordination interne qui permet l'information réciproque, (...) et la mise en place d'actions régionales (bulletin régional,

Portrait

Un turbulent Toulonnais

Luc Scappini ne se résigne pas au fait que sa ville soit dirigée par le Front national. L'essentiel de son activité militante est sous-tendu par le combat contre cet affront.

toulon n'aime pas les rappeurs. NTM n'a pas eu le droit de se produire au festival de Châteauvallon l'été dernier et ce sont des juges toulonnais qui ont condamné le groupe à la prison ferme. La culture revisitée par Jean-Marie Le Chevallier, maire Front national, c'est une fête du livre, heureusement boycottée, où s'exhibent des auteurs d'extrême droite.

Question de génération sans doute, Luc Scappini n'a pas fait son apprentissage de la musique et de la révolte dans un groupe de Rap, mais avec les punks. No future. «A l'époque, il ne fallait pas me parler de syndicalisme», se souvient-il. Les choses ont bien changé. Le syndicalisme, il n'y a pas seulement goûté du bout des lèvres, mais il y a mordu à belles dents.

Torpiller le Front national

A l'Arsenal d'abord, où il était jusqu'à peu mécanicien sur les sous-marins : un atelier de jeunes, un bastion CFDT, dans un navire où la CGT tient encore les commandes. Est-ce de là qu'il tient son insubmersible énergie ? Secrétaire adjoint du syndicat des Arsenaux de l'Etat du Var, Luc a donné à son activité militante une nouvelle orientation : tenter par tous les moyens de torpiller le Front national. Il n'est pas tout seul. L'association Turbulences, qu'il anime, est également sur le pied de guerre.

«Tous les adhérents de l'association sont des militants», confie Luc, signifiant que tous se retroussent les manches. Ce sont des étudiants, des jeunes chômeurs, «des copains de copains.»

L'électrochoc s'est produit en juin 1995. Jean-Marie Le Chevallier, candidat FN aux municipales, accède à la mairie de Toulon. «Nous avions bien depuis quelques années une association Jeunes CFDT.

Mais elle ne parvenait

pas à sortir de l'Arsenal et finissait par tourner en rond. Après les élections, il fallait réagir et s'en donner les moyens ». Depuis, ces jeunes varois occupent le terrain de la résistance toulonnaise, aux côtés, parfois à l'intérieur, des autres groupements et associations qui se sont développés. Car tout ici est travail de réseaux. Avec Culture et Libertés, les militants de Turbulences ont mis en place un groupe de soutien scolaire et un atelier de musique dans deux cités défavorisées de la banlieue toulonnaise. Avec les administrateurs CFDT, ils tentent de régler des dossiers difficiles en matière de protection sociale, de chômage. Avec des allemands du DGB, ils échafaudent une rencontre sur le racisme et ils ont établi des contacts avec le front antifasciste en Belgique.

A Toulon, Luc et son équipe ont fait de Turbulences une machine de guerre contre le Front national.

Politiques, intellectuels, associatifs doivent à présent compter avec ces jeunes militants : «nous sommes capables d'arroser de tracts tous les marchés en quelques heures lorsque c'est nécessaire». Comme lors du 14 Juillet dernier, pour organiser la contre-manifestation lors de la venue de Jean-Marie Le Pen.

Informier et argumenter

De façon moins spectaculaire mais non moins indispensable, Luc participe met tout son volontarisme au service des structures CFDT. Il réfléchit, avec son Union départementale, à la réalisation d'un module de formation destiné à armer les militants contre les thèses du Front national qui se diffusent de façon insidieuse. Peut-être même parmi certains adhérents. «Nous savons qu'à l'Arsenal, environ deux salariés sur quatre ont voté le Chevallier aux municipales. Certains sont sans doute syndiqués. Là, nous avons un vrai déficit d'information et d'argumentation», soulignait Luc, lors d'une rencontre organisée à Toulon par la confédération sur le chantier «racisme en entreprise».

Interrogé sur son acharnement à mener cette lutte-là, le jeune militant reste presque sans voix, tant cela lui paraît naturel : «la CFDT n'est-elle pas l'organisation la mieux placée pour cela ? Lorsque nous prenons le parti pris de la solidarité et défendons l'intérêt général, ne sommes-nous pas à l'évidence contre toutes formes de discrimination ?». Dans ce combat de tous les jours, Luc Scappini a choisi de ne pas rester en rade.

Isabelle Perrin



PROFESSIONS ET RÉGIONS
syndicalisme hebdo | n°2628

semaine d'éducation antiraciste) » et appelle à l'action unitaire des partis, syndicats et associations progressistes en concluant : « *Avec toutes les organisations de progrès, nous devons dresser un rempart à ceux qui se targuent d'avoir mis du social dans le vinaigre du Front National* » (bulletin Pour déc.1996)

A la CFDT, c'est une équipe autour d'un jeune dirigeant syndical aux Arsenaux de la ville qui mène l'offensive contre le Front National. Il anime une association, 'Turbulences' qui se veut une « *machine de guerre* » contre le FN et monte avec son Union Départementale un module de formation pour renforcer les militants.

La débâcle

La fin pitoyable de l'équipée frontiste toulonnaise fut à la mesure de « l'espoir » qu'elle y avait investi. En 2000, le journal municipal faisait encore semblant d'y croire en égrainant le bilan municipal : « *5 000 tonnes de goudron utilisé pour la voirie (12 000 trous rebouchés !) 17 500 litres de peinture (2 200 km de marquage au sol) 1 600 lanternes installées dans la ville ainsi que 600 lampadaires sans oublier le remplacement de 28 000 ampoules électriques* » Mais , sur fond de condamnations pour corruption, prises illégales d'intérêts, viols, et d'affaires de meurtres (Poulet –Dachary et Yann Piat, députée FN puis UDF, dont l'assassinat en 1994 ne fut jamais élucidé), et dans le contexte de la scission du FN et de la démission de Le Chevallier du parti en 1999, le sort du maire sortant et de sa gestion calamiteuse était scellé et il fut battu en 2001 par l'UDF Hubert Falco.

La mobilisation sociale unitaire contre la mairie FN a joué un rôle certain dans cette défaite frontiste mais elle ne fut pas assez forte pour empêcher le retour des vieux caciques de la droite varoise..

Orange amère 1995 - 2013

La gestion de la mairie d'Orange, sous Bompard, est, dès le premier mandat, l'application brutale du programme du Front national : la toute puissance du chef, qui n'accepte pas la contradiction et fait régner la peur parmi les employés municipaux. Il vise l'éradication du contre pouvoir syndical, l'endoctrinement par tous les moyens, le refus de l'aide aux plus démunis s'ils ne sont pas « *Français de souche* », l'anéantissement de tout projet culturel au profit d'un populisme d'extrême droite, fait d'obscurantisme et d'ignorance.

Né en 1947 à Montpellier dans une famille gaulliste, Jacques Bompard prend le chemin de la droite radicale avec la guerre d'Algérie. Il fonde l'OAS Cambronne puis entre à Occident (mouvement étudiant d'extrême droite), il adhère au Centre Tixier Vignancourt (CTV), puis à l'Ordre Nouveau, après la dissolution d'Occident. Cofondateur du FN en 1972, il est au bureau politique jusqu'à sa démission en septembre 2005 après avoir dénoncé le népotisme du parti. En décembre 2005 il adhère au Mouvement pour la France de Philippe de Villiers, le quitte en 2010, le trouvant trop proche de l'UMP. Il s'associe avec le Bloc Identitaire dans une liste Ligue du Sud qui participe aux élections régionales de 2010.

En 1995, conduisant la liste FN aux municipales, il l'emporte au second tour avec 87 voix d'avance et devient l'un des trois maires frontistes élus lors de ces élections. La mise au pas de la ville peut commencer. Dès le début, Bompard se signale par la violence de ses propos et de ses actes. Il lui faut, par tous les moyens, anéantir les germes d'une opposition dans la ville. L'offensive est planifiée.

L'éradication des syndicats

Dès son arrivée à la mairie, Bompard s'en prend violemment aux syndicats : expulsion de la CFDT et de la CGT de leurs locaux, tentative de fermer le tribunal des Prud'hommes en mettant en vente les locaux, campagne contre un responsable FO de la mairie qui se suicidera en 1996 en désignant, entre autres, la responsabilité du maire dans son acte de désespoir. La CGT des territoriaux est aussi dans le viseur de la mairie. Un tract « *chassons le renard* » vise la responsable CGT, Fabienne ... Renard. Le 9 avril 1998, la Fédération CGT Territoriaux

Bompard veut la peau d'Orange

LA DÉMOCRATIE BAFOUÉE

- ▼ Insultes et diffamations permanentes envers les élus de l'opposition, pendant les séances du conseil municipal et par affichage sur les panneaux.
- ▼ Demande d'enlèvement par huis-clos d'affiches d'associations humanitaires des locaux d'une maison de quartier.
- ▼ Associations (dont la nôtre) à plusieurs reprises interdites d'accès aux salles municipales.
- ▼ Courriers, communiqués diffamateurs sur les enseignants expédiés aux médias et aux conseils d'administration des établissements scolaires, au point de provoquer réactions syndicales, rectores et ministérielles.
- ▼ Amnesty international voit son groupe orangeois démenagé, sans préavis du local qu'elle occupait depuis plusieurs mois, sous prétexte qu'elle le « squattait », entraînant de leur part le dépôt d'une plainte pour voie de fait.
- ▼ Procès systématiquement annoncés à l'encontre de tous ceux qui osent s'opposer à la mairie.
- ▼ Menaces verbales et gestuelles envers les employés territoriaux créant un climat détestable dont une conséquence est le suicide de Pierre Nouveau, leader FO de la mairie.

LA CULTURE BAILLONNÉE

- ▼ Tentative de mainmise sur la présidence des Chorégies qui échoue de justesse.
- ▼ Le centre culturel Mosatique sabordé.
- ▼ L'association Agora et son colloque sur l'extrême droite bannie de l'espace Gilbert Ricci et obligée de se replier dans un hôtel payant.
- ▼ Le onzième festival de la BD, organisé par l'association Sabord 84 qui déménage à Caderousse.
- ▼ *Le Monde* et *Libération* interdits d'achats à la bibliothèque municipale, affluence de livres d'auteurs pro-FN accompagnés de lettres élogieuses du maire exigeant leurs mises en lecture immédiate. Toute commande d'ouvrages par la bibliothèque doit être approuvée par la mairie qui veut « rééquilibrer le fond », une enquête de l'Inspection générale des bibliothèques est mandée par le ministère de la Culture.
- ▼ Menaces sur le temps de travail de certains professeurs du Conservatoire de musique.
- ▼ Création de l'OMAC (Office municipal des arts et de la culture) chargée de coordonner la vie culturelle avec Mme Bompard comme membre de droit et Annie Schmidt, femme du nouveau secrétaire de mairie, comme présidente.

LE SOCIAL LAMINÉ

- ▼ Mainmise sur la Mission locale sur l'emploi.
- ▼ Les maisons de quartiers privées de crédits et en voie de fermeture.
- ▼ Fermetures déjà effectuées, faute de subventions suffisantes de diverses associations de quartiers ou d'insertions.
- ▼ Coupe « à la hache » dans le budget sur les secteurs sociaux, éducatifs et associatifs (jusqu'à - 30 %).
- ▼ La subvention annuelle aux syndicats est divisée par dix.
- ▼ Reniement des promesses de défense du petit commerce, après la signature d'autorisation de permis de construire de deux *hard-discount*.
- ▼ Création de l'ALSO (Association de loisirs et de sports orangeois) chargée de s'occuper des quartiers et du social et qui, trois semaines après sa naissance, reçoit 170 000 F de subventions et dont la directrice n'est autre que Mme Schmidt.
- ▼ Xavier Magnin, neveu de la famille Bompard nommé président de l'office du tourisme.

Serge Julien
président d'Alerte Orange

organise une manifestation pour dénoncer : « *Brimades, sanctions arbitraires, agressivité verbale, attaques personnelles, humiliations et pressions quotidiennes, dénigrement public, refus de recevoir le syndicat CGT, de titulariser, suppression de régime indemnitaire, embauche de contractuels sans les qualifications requises pour occuper des emplois publics hier tenus par des fonctionnaires qualifiés contraints au départ* ».

Délations, intimidations

Un article de Libération du 12 juin 1996 « *La mairie FN nettoie Orange par la peur* » résume bien le climat. La conférence de presse organisée par la mairie après la mort du militant de FO, Pierre Nouveau, tourne au règlement de comptes sur le dos du suicidé. « *Pierre Nouveau a payé* » estime Bompard qui déverse « *un torrent de boue* » sur le défunt. Libération relate aussi comment une employée municipale qui avait confié ses états d'âme dans un restaurant se voit convoquer dans le bureau du maire : « *on sait ce que vous avez dit* »... Une autre employée est sommée par courrier de cesser « *tout prosélytisme en matière d'idéologie* ». Les insultes et menaces, y compris dans l'enceinte du conseil municipal, sont monnaie courante. A plusieurs reprises, la mairie prend un arrêté municipal pour interdire la distribution des tracts et du journal « *Alerte Orange* ». Ces arrêtés sont cassés à chaque fois par le tribunal administratif.

Des économies sur le social

Hormis le budget 'sécurité' et 'police municipale' en hausse de 3 %, tous les autres sont en baisse : -25 % pour les fournitures scolaires, -22 % pour la voirie et les espaces verts, -25 % pour le sport, les beaux arts et la culture, -50 % pour les associations. Des maisons de quartier, des colonies de vacances ont vu leurs financements supprimer. Les tarifs des cantines et du centre de loisirs ont augmenté et la mairie licencie 60 vacataires... pour en réembaucher certains en contrat précaire. Des associations d'insertion ont dû mettre la clé sous la porte et une quarantaine de personnes qualifiées de « parasites sociaux » sont licenciées.

L'éducation, cible du maire, se rebelle

En juin 1995, les enseignants du collège Jean Giono aux prises avec les menées racistes et la « *préférence nationale* » font une « motion préalable » à leur conseil d'administration. La réaction de Jacques Bompard ne se fait pas attendre : il leur envoie un courrier dans lequel il fustige un vote « *qui outrepassé* » leurs attributions en vue d'influencer parents et élèves. Il justifie dans ce même courrier la préférence nationale, cheval de bataille du FN, et brandit le spectre du racisme anti blanc. Il fait preuve de violence procédurière en menaçant le conseil d'administration du

collège de porter tout nouvel acte d'opposition devant les tribunaux. L'inauguration du collège Barbara Hendrix est également un moment de résistance : quand Barbara Hendrix explique aux élèves les dangers du racisme, de la xénophobie et de l'exclusion, Bompard ne le supporte pas et quitte la salle.

La bibliothèque d'Orange se voit, en juillet 1996, interdire la commande de certains livres pour la jeunesse, alors qu'en même temps les publications d'extrême droite y fleurissent. Le collectif COUAC (Collectif OUvrages Actuellement Censurés), utilise une affiche, 'l'Affiche Orange', sortie avec l'aide des éditeurs de livres pour la jeunesse, pour alerter le public sur les pratiques de la mairie.

Le laminage culturel

L'arrivée de Bompard à la mairie s'est soldée par un conflit ouvert avec l'équipe des Chorégies d'Orange lorsque le maire n'a pas été élu président du conseil d'administration de ce festival. Le bras de fer commence avec la suppression des subventions. Mais sous la triple pression du monde de la Culture, de l'Etat et ... du lobby des restaurateurs et hôteliers qui craignent que le festival déménage, le maire est obligé de reculer et de passer un compromis avec la direction des Chorégies. Par ailleurs, un autre festival, celui de la BD, quitte la ville. Le centre culturel Mosaïque est liquidé et la bibliothèque municipale voit son budget diminuer des deux tiers. La censure est à l'honneur puisque tout livre qui entre à la bibliothèque doit être visé par la municipalité !

Bilan d'étape

L'association « Alerte Orange » publie, deux ans après l'élection de Bompard un bilan en forme de constat accablant de la politique municipale. A la lecture de ce document (*reproduit ci-après*) on peut malheureusement dire que Bompard a eu la peau de la résistance orangeoise et ce, pour de nombreuses années.

La réélection de 2001 : Des libertés élémentaires bafouées

En mai 2001, Bompard est réélu maire sur une liste « *Orange espoir* » avec 60 % des voix dès le premier tour. Il a séduit son électorat par des propos démagogues et récurrents contre les fonctionnaires, la gabegie et le laxisme de l'Etat. C'est la première fois qu'un maire est réélu à Orange depuis 1945. Son emprise n'a plus de frein, comme en témoigne un article de Libération du 10 octobre 2003 « *Bompard ne supporte pas la contradiction* » : « *sa brutalité a quelque chose de grotesque face à l'opposition, qu'elle soit au sein du conseil municipal, ou dans un journal comme la Provence. Le maire va jusqu'à requérir la présence d'un huissier lors d'une séance du conseil municipal pour museler les voix de l'opposition. Celle-ci est laminée et perd ses*

Ci-dessous : Extraits de l'interview de Maxime Dumont, conseiller prud'homal CFDT, Président de la section activités diverses 1997 à 2001

isa

Informations

Syndicales

Antifascistes

N° 30

février 2002

1 €

Question ISA : Comment sont traitées les organisations syndicales à Orange ?

Maxime Dumont : À Orange les OS sont très clairement « persona non grata ». Tout est fait pour les « bâillonner ». Cela va, pour elles, de la simple impossibilité de tenir des permanences régulières faute de locaux syndicaux ou encore de se réunir en l'absence de salles disponibles. De plus, toutes les subventions municipales ont été supprimées dès le 1^{er} mandat de Bompard. Cela aggrave encore plus les difficultés de fonctionnement. Les AG de l'UL CFDT ont ainsi dû se tenir, sur des terrains privés ou sur d'autres communes. Les permanences se tiennent aux sièges des UD, Avignon pour la CFDT, Bollène pour la CGT).

Parlons en, précisément, des locaux des organisations syndicales à Orange ?

La CFDT était logée dans des locaux municipaux : une maisonnette un peu vétuste. La municipalité l'a mise en vente (...). La CFDT, de ce fait expulsée, a alors été « relogée » dans un local syndical du syndicat FO communaux, au 1^{er} étage. Mais pour accéder à ce local, bien insalubre, l'escalier était tellement délabré que plus personne n'y allait. Le local a fini par être interdit d'accès pour des raisons de sécurité. Quant à la CGT, logée dans des locaux communaux, (...) elle a été également expulsée, après avoir subi comme la CFDT, des coupures intempestives et plus ou moins longues d'électricité, fait du propriétaire. La municipalité a aussi tenté d'expulser le tribunal des prud'hommes lui-même, logé dans des locaux municipaux, dans le courant 1998 en mettant le bâtiment en vente. Mesure de rétorsion suite à l'invalidation des conseillers prud'homaux élus sur liste Front National (cFNt), il aura fallu l'intervention de la chancellerie pour mettre fin à l'opération. Mais le Maire continue de marquer son hostilité par exemple, même s'il n'est pas le bienvenu, cela va de soi, en ne venant pas aux audiences solennelles du tribunal des prud'hommes. Enfin, rien n'a été fait pour que le stationnement près du bâtiment soit facile. Il n'est pas aisé en effet pour les élus prud'homaux (qu'ils soient salariés ou patrons) de suspendre une audience pour déplacer le véhicule. Or, en cas « d'anomalie », la vigilance est efficace et le départ à la fourrière rapide (...). Il est étonnant d'ailleurs, dans une telle situation, qu'il ait été constaté à plusieurs reprises des dégradations sur les véhicules. (...)

Tu nous as décrit la situation des organisations syndicales, qu'en est-il du milieu associatif ?

Il n'a pas, non plus, été à la fête. Les pressions ont été fortes sur les associations culturelles et sur les associations sportives par delà les difficultés financières liées à l'élégage des subventions. On estime à 1/3 du chiffre initial, les associations qui existent encore et certaines sont liées au nouveau pouvoir local. C'est M^{me} Bompard qui dirige le comité d'initiative local. Le ménage a là aussi été fait. (...)

Y-a-t'il eu des mobilisations sociales dans la commune pour s'opposer à la politique du FN ?

Il y a eu des tentatives de mobilisations syndicales, mais dans l'ensemble elles ont été décevantes (...) [comme] en 1997 pour une manifestation, place la mairie, pour soutenir la titularisation d'emplois jeunes où, par crainte, la plupart des personnes concernées ne se sont pas déplacées. Les militants se sont retrouvés à moins d'une cinquantaine et pendant ce temps, un « vigile », filmait (...). Au global, il y a plutôt bonne entente sur la ville entre la CGT, la CFDT et y compris la CNT lorsqu'il s'agit de combattre ensemble sur le terrain des libertés mises à mal par la municipalité FN (...).

La pression semble forte sur le personnel dépendant de la ville, qu'en est-il exactement ?

La pression est effectivement très forte, dans tous les organismes dépendant de la ville que ce soit le personnel communal lui-même ou celui des organismes parapublics. La vie syndicale est paralysée. (...) Les méthodes s'apparentant à du harcèlement sont courantes. Les dossiers juridiques en la matière sont très nombreux.

Comment expliques-tu la reconduction de Bompard lors des dernières municipales ?

Je ne l'explique pas. La rénovation du centre ville, en partie insalubre et délaissé, lui a permis, d'appliquer son programme en expulsant toute une communauté maghrébine vers les HLM des communes avoisinantes (...). Le clientélisme est aussi une explication des choses. Quant à l'opposition politique, divisée et sans projet, sans base sociale mobilisée... l'échec était prévisible.

Et pour changer les choses ?

Dans une région où le poids du FN demeure fort, ce n'est pas facile. Pour créer une alternative, (...) il faut créer de nouvelles solidarités sur la base de dynamiques unitaires. Cela s'est fait ailleurs. Pourquoi pas à Orange ?

droits les plus élémentaires, y compris son droit à la parole : le maire accorde 43 mots par intervention d'un élu de l'opposition au conseil municipal ! ».

En mai 2004, le maire est en tête d'une étrange manifestation du FN, devant le siège du journal La Provence. Reporters sans Frontière raconte dans un communiqué : « Le 6 mai 2004, une cinquantaine de sympathisants du Front National (FN, extrême droite) ont manifesté à Orange (Vaucluse) contre la rédaction locale du quotidien La Provence, qu'ils accusent de « désinformation ». Le cortège était dirigé par le maire FN Jacques Bompard et son épouse Marie-Claude Bompard, conseillère générale. Reporters sans frontières a demandé à Jacques Bompard de mettre un terme aux intimidations et au boycott exercés depuis plusieurs mois par la municipalité d'Orange sur les journalistes de La Provence.(...) Les manifestants ont défilé devant les locaux de la rédaction, brandi des panneaux « Provence Intox » et déployé une banderole affichant « Bienvenue à la maison de la désinformation ! » Ils ont également distribué des tracts justifiant leur démarche. (...) Christine Blanc, de la rédaction locale de La Provence, a affirmé à Reporters sans frontières que le comportement de la mairie empêche les journalistes d'exercer leur métier dans des conditions normales. Selon elle, « la mairie ne tolère pas qu'on laisse la parole à ceux qui ne sont pas d'accord avec eux. En réalité, ils voudraient qu'on fasse la revue municipale », a-t-elle déploré (...) ».

Après la réélection en 2008 : stop ou encore ?

En 2008, Jacques Bompard est réélu au premier tour sur la liste « Divers droite » avec 7 255 voix, soit 60 % des suffrages exprimés et une abstention de 33 %. En décembre 2009, il interdit par arrêté municipal les drapeaux et signes d'appartenance étrangers en mairie ou à ses abords lors de mariages, sous peine d'amende et de non célébration du mariage. Il s'agit de l'application du projet de loi du député UMP Elie Aboud. En décembre 2010, il est mis en examen pour prise illégale d'intérêts. La chambre régionale des comptes de PACA pointe des irrégularités dans la gestion municipale : dépenses alimentaires, de bricolage, de cartes d'autoroute, de billets de trains, d'hôtels, de restaurants, d'achat de deux terrains. Si, depuis 2001, il ne se présente plus aux municipales sous l'étiquette FN, ses « fondamentaux » restent les mêmes et sa proximité politique avec Marion Maréchal Le Pen, est notoire. Arrive maintenant pour clore le tableau le clientélisme et les soupçons de corruption qui vont avec. Cela sera-t-il suffisant pour l'éjecter de la mairie ? Rien n'est moins sûr.

Les liaisons sulfureuses

- FN et UMP : je t'aime, moi non plus !
- Le FN aux Européennes : un parti d'extrême droite !

FN et UMP : je t'aime, moi non plus ...

La stratégie de l'UMP, consistant à reprendre, en partie, les idées du Front national a entraîné une radicalisation idéologique d'une fraction de son électorat et la progression de l'idée d'alliance avec le FN. Cet électorat est désormais favorable, pour moitié, à des alliances locales avec le Front national. Cette volonté est d'ailleurs portée par des militants et élus locaux depuis plusieurs mois dans la perspective des Municipales. En mai, un militant de Gamaches (Somme), en juin un ancien maire de Saint Gilles (Gard), un conseiller municipal de Gonesse en juillet, l'ex-adjoint à la sécurité à la mairie de Nice en septembre, déclarent vouloir une alliance, voire la construisent sans craindre l'exclusion de l'UMP. Si en mai 2013, 47 % des sympathisants de l'UMP se disaient favorables à des accords locaux entre leur parti et celui de Marine Le Pen, ils sont 53 %, début octobre. En octobre 2010, soit quelques semaines après le discours de Grenoble de Sarkozy, cette proportion tombait même à 32 % ! C'est donc l'élection présidentielle qui constitue le tournant puisque la proportion se porte à 54 % en mai 2012.

Il y a d'abord l'évolution positive de l'image du FN chez les sympathisants UMP depuis que Marine Le Pen en a pris la tête (en octobre 2010, sa cote de popularité se situait à 30 % chez ces derniers contre 29 % pour l'ensemble des Français alors qu'elle est, aujourd'hui, de 48 % pour une moyenne nationale de 40 %). Il y a ensuite le durcissement, en 2011 et 2012 du discours des dirigeants de l'UMP, à commencer par Sarkozy lui-même, sur les questions de l'immigration, de l'insécurité, de l'identité nationale, de l'assistanat. Enfin, les électeurs de l'UMP commenceraient à intégrer la dynamique électorale du « nouveau » FN impliquant, pour eux, que l'UMP ne pourra rester au pouvoir que dans un cadre d'alliance. C'est dans les régions où le FN est le plus fort électoralement que le désir d'alliance est le plus intense chez les sympathisants UMP. Cette volonté est la plus affichée chez les sympathisants de l'UMP les plus jeunes et / ou appartenant aux milieux populaires. Parmi ces deux groupes, elle est même majoritaire (55 % pour les sympathisants de - 35 ans et 59 % pour ceux appartenant aux catégories socioprofessionnelles 'ouvriers' et 'employés' selon une enquête de l'IFOP de mai 2013).

Au total, la ligne de fermeté de la direction de l'UMP, face au parti d'extrême droite, sur la question des alliances est de moins en moins acceptée par ses électeurs, surtout les plus modestes et les moins âgés.

La droitisation de l'UMP

Cette perspective d'alliance est d'autant plus présente que les adhérents exercent une pression sur la direction de l'UMP. Le vote sur les motions, à l'automne 2012, l'a clairement montré. Si on a davantage parlé de l'embrouillamini Fillon / Juppé, il faut signaler que ce vote a traduit une forte droitisation du parti. Le premier enseignement que l'on tire de ce vote : l'effacement de l'audience des anciennes familles 'historiques' de la droite. La droite libérale et humaniste n'a rassemblé que 18,2 % des voix, la droite gaulliste 12,3 %. Le deuxième enseignement de ce vote c'est le discrédit de la direction et des élus nationaux du parti : une bonne partie (Alain Juppé, par ex) a en effet soutenu une motion qui a fait moins de 10 % et dans la majorité des départements les adhérents n'ont pas suivi les consignes de vote des grands élus locaux (seuls les dirigeants les plus importants comme Raffarin, Bertrand, et Wauquier ont été suivis dans leurs fiefs respectifs).

Le troisième enseignement, c'est la droitisation des adhérents de l'UMP. Certes, le courant le plus droitier, « *La Droite Populaire* » des députés Mariani et Lucas, sort laminé du scrutin avec moins de 11 % des voix mais c'est uniquement parce qu'il est submergé par un autre courant tout aussi droitier, « *la Droite forte* » créé par Guillaume Peltier. Se revendiquant explicitement de Sarkozy, ce courant arrive en tête avec 27,7 % des exprimés. Ainsi, les deux motions les plus radicales totalisent près de 40 % des voix. Il faut ajouter que la motion de Laurent Wauquiez, « *la Droite sociale* », arrivée en deuxième position avec 21,69 %, si elle comprend des éléments programmatiques démocrates-chrétiens pouvant la situer au centre droit, en contient d'autres qui la situent très à droite comme sa critique de l'assistanat c'est-à-dire de l'Etat-Providence. De plus, il ne faut pas oublier qu'une partie du centre droit a déjà quitté, derrière Jean Louis Borloo, l'UMP à l'automne 2012.

Les dirigeants de « *la Droite forte* », qui soutenaient Jean François Copé, sont donc entrés massivement à la direction de l'UMP et Guillaume Peltier (ancien responsable du FNJ dans les années 1990, lieutenant de Philippe de Villiers dans les années 2000) en est devenu un des vice-présidents.

Comme l'écrit Marika Mathieu dans 'La Droite forte année zéro', « *le programme de la Droite forte se contente d'un système de 'vérités' et de 'bon sens', peu regardant sur les nuances des références qu'il invoque et surtout très inspiré par les couleurs sécuritaires et laïcardes d'un ciel bleu marine* ». On ne peut être plus clair. Peltier et ses amis défendent, entre autres, la suppression de l'automatisme de l'acquisition de la nationalité française, le rétablissement de la règle du non-remplacement « *hors domaine régalién* » d'un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite, la création d'une taxe (!) sur les dotations de l'Etat aux collectivités locales pour contraindre ces dernières à réduire leurs dépenses, l'augmentation de la durée légale du travail

à 40 h, une modification de la Constitution afin d'affirmer que « *la France est une République laïque de tradition chrétienne* », l'interdiction du droit de grève pour les enseignants, la suppression du financement public des syndicats, l'embauche de journalistes de droite dans les rédactions de radio et de télé (sic !) ... Les omissions ou absences sont également significatives d'une volonté de se rapprocher du FN. Ainsi, Peltier et consorts ne parlent pas de l'euro et leurs propos sur l'Europe se limitent à revendiquer qu'elle soit protectrice et qu'elle redonne la compétence sur la gestion des flux migratoires aux Etats membres.

Bref, la « *Droite forte* » c'est le sarkozysme intégral et un programme politique parfaitement compatible avec celui du parti de Marine Le Pen. Pour autant, elle reste sur la position classique de Nicolas Sarkozy : ce programme serait construit pour s'adresser aux électeurs du FN de manière à les faire (re)venir dans le giron de l'UMP et non pour négocier des accords politiques avec ses dirigeants. En janvier 2013, si Guillaume Peltier confie que « *idéologiquement, je reconnais que j'ai des choses à voir avec les électeurs du Front national* », il maintient toutefois le dogme officiel : refus de tout accord avec les dirigeants du Front national. Geoffroy Didier ne dit pas autre chose : « *Année après année, passivité après passivité, lâcheté après lâcheté, négligence après négligence, on a laissé au FN le monopole de certaines valeurs qui, en fait sont républicaines ... C'est pas qu'on a peur de reprendre des thématiques au FN, c'est qu'on en a le devoir. Moi je suis un opposant au FN et j'assume complètement* ».

S'opposer à une force politique en lui empruntant l'essentiel de son programme, est-ce vraiment s'opposer ? Sarkozy a jeté la droite dans une contradiction qui l'a mise en fusion : plus l'UMP reprend les thématiques et les propositions du FN, plus son électorat se radicalise et le rend sensible aux propositions politiques de Marine Le Pen. La direction de l'UMP voit alors son électorat risquer de l'abandonner alors que le FN progresse électoralement, double mouvement qui crédibilise, à son tour, la recherche d'une alliance entre les deux forces. Un homme propose cette alliance à la direction de l'UMP comme voie imparable pour retrouver le pouvoir : Patrick Buisson. Ancien conseiller de Sarkozy à l'Elysée, ce dernier ne fait, certes, pas partie de la direction de l'UMP mais il est très écouté par une partie de celle-ci.

Si la direction de l'UMP refuse, pour l'instant, la perspective d'alliances électorales, la pression du FN sur son électorat a déjà eu des effets sur son positionnement. Ainsi, aux élections cantonales de 2011, l'UMP a fait évoluer sa conception du cordon sanitaire devant assurer la mise à l'écart du FN. C'est désormais la doctrine du 'ni-ni' qui prévaut. Il n'y aura d'appel à voter ni pour le candidat du FN, ni pour celui du PS, sous prétexte que ce dernier serait allié au PCF et au Front de Gauche, baptisés « *extrême-gauche* » dans un jeu de miroir avec le FN.

Cette équivalence posée entre partis de gauche et FN est un signe de la perte d'influence de la culture gaulliste au sein de l'UMP. Elle renvoie clairement à la notion sarkozyste de 'droite décomplexée'. Cette évolution a provoqué des clivages importants au sein de la direction de l'UMP. Certains dirigeants (Raffarin, Juppé, etc.), de même que le Premier ministre, François Fillon, la dénoncent avant de l'accepter dans le contexte des campagnes électorales de 2012.

Le rapport au FN sera d'ailleurs un point de clivage entre Fillon et Copé dans leur affrontement pour la présidence du parti, l'un paraissant plus ferme que l'autre dans le refus de toute d'alliance. Mais Fillon provoquera la stupeur de ses partisans (et le ravissement de Guillaume Peltier) lorsqu'il déclarera, en septembre 2013, qu'en cas de duel PS / FN, l'UMP devait appeler à voter « *pour le moins sectaire* », reconnaissant, en fonction de circonstances locales, que ce dernier pouvait être le FN ! Le « *ni-ni* » et, à fortiori, le « *front républicain* » sont décrétés dépassés par celui qui avait dénoncé, un an et demi auparavant, l'abandon du second comme une concession au FN. Mais, dans la perspective de 2017, François Fillon se devait de chercher à séduire cet électorat radicalisé au sein duquel son retard en terme de popularité est considérable. Sans vouloir s'interroger sur la réussite de cette stratégie de communication, ni sur le trouble qu'elle a provoqué dans les rangs de la droite, il reste que le mal est fait : le FN apparaît désormais comme l'acteur central de la vie politique, et ses dirigeants s'en félicitent.

Des électeurs FN favorables à des alliances

L'électorat FN est aujourd'hui moins ausculté que celui de l'UMP et les données le concernant sont rares sur la question des alliances. Cependant, les quelques sondages réalisés à ce propos sont clairs : une nette majorité des électeurs du Front national, entre 66 et 73 % selon les études, est favorable en 2013 à la conclusion d'alliances avec l'UMP pour les Municipales de 2014

Faire éclater l'UMP

La direction du FN a rendu public une charte en 10 points, adoptée à l'unanimité, « *fixant le cadre politique d'éventuels accords ou alliances à l'occasion des élections municipales* ». Cette charte (voir en début de brochure) procède de la volonté de passer des alliances mais aussi d'un retour 'critique' sur la gestion frontiste des municipalités conquises dans les années 90. Florian Philippot, vice-président du FN, le reconnaît : « *on a voulu faire de ces mairies des vitrines nationales en sortant des compétences municipales. Nous ne sommes plus dans cette stratégie... Nous avons une approche plus pragmatique des communes. On sera là pour avoir une gestion de la vie municipale en bon père de famille* » (Le Parisien du 15 septembre 2013). Ce retour critique renvoie lui-même à la stratégie mise en place par Marine Le Pen dont

l'objectif est bien de parvenir au pouvoir en dédiant le FN de telle manière que la vérité de son programme ne puisse se déployer pleinement qu'après la prise du pouvoir au plan national !

Il est également important de remarquer que si la direction frontiste envisage de nouer des alliances, elle veut en tout cas en contrôler le processus. Le communiqué de Nicolas Bay est très édifiant sur ce point : « *Lorsque des partenaires politiques locaux indiqueront qu'ils approuvent cette charte, les projets d'accords ou d'alliances seront alors soumis, pour approbation, aux instances du Front National* ». Par ailleurs, les 10 points de la charte ne sont pas négociables et doivent tous se retrouver dans la plate-forme d'union lors de la campagne du deuxième tour. Cette volonté de contrôle de la direction nationale renvoie à la nature centralisée et autoritaire d'un parti d'extrême-droite.

On peut même avancer que la direction du FN ne voudra pas multiplier les situations d'alliance locale (en septembre 2013 Louis Aliot, autre vice-président du parti, assumait avec tranquillité la solitude du FN). La direction du FN est parfaitement consciente de manquer encore de cadres pouvant être des élus en position de gérer une ville dans une majorité municipale UMP-FN. Florian Philippot, concernant les jeunes candidats FN, ne dit pas autre chose : « *Beaucoup d'entre eux ne seront pas élus maires, mais ils seront au conseil municipal, c'est un pari sur l'avenir* ». Il ajoute : « *Ils seront des ambassadeurs patriotes* ». Autrement dit, ils seront, une fois élus, des porte-voix de proximité de Marine Le Pen et du discours national du parti plus que des élus gestionnaires.

La charte municipale du FN a donc davantage pour objectif de mettre en contradiction la direction de l'UMP avec sa base électorale et militante que de pousser les militants du FN à conclure partout des accords électoraux.

Quel avenir pour la stratégie d'alliance du FN avec l'UMP ?

La direction de l'UMP est parfaitement consciente qu'une dynamique d'alliance nationale pourrait entraîner l'éclatement du parti. Le projet de la direction du FN est de parvenir au pouvoir en situation de force, ce qui implique avant tout de faire exploser l'UMP. De ce point de vue, le projet de Marine Le Pen n'est pas un projet comparable à celui de Gianfranco Fini en Italie. Si c'était le cas, la direction du FN aurait, par exemple, sauté sur la déclaration de Fillon de début septembre pour proposer un cadre national d'alliance à l'UMP pour montrer sa volonté d'intégration. Cela n'a pas été le cas. D'un côté comme de l'autre, donc, à l'exception de l'idéologue maurassien Buisson, personne ne souhaite s'inscrire dans une logique de fusion.

Est-ce dire qu'il n'y aura pas d'accords locaux après le premier tour, voire avant ? Non, bien sûr, car les électeurs des deux partis font pression en ce sens. De jeunes (ou moins jeunes) candidats du FN peuvent avoir adhéré à ce dernier, en pleine dynamique électorale, non par idéologie mais par pur opportunisme, voulant exercer le pouvoir au plan local. Enfin, la droitisation des cadres locaux de l'UMP est une réalité. Si l'alliance avec le FN peut-être un repoussoir pour de nombreux électeurs de droite et du centre, certains candidats peuvent considérer à l'inverse, que sur les problèmes en jeu dans des élections municipales (ne concernant à priori ni l'Europe, ni les questions économiques et sociales), les différences entre les programmes de l'UMP et du FN ne sont plus si éloignés que cela pour refuser une alliance. D'autant que c'est ce que pensent de nombreux électeurs de l'UMP. La question est donc de savoir si ce nombre de cas sera suffisamment important pour remettre en cause les lignes stratégiques des deux directions.

A l'heure où nous bouclons cette brochure [décembre 2013], deux candidats venus de la droite lâchent le parti frontiste :

- Arnaud Cléré, militant UMP à Gamaches (Somme), déclare en mai 2013 qu'il a noué une alliance avec le FN pour les municipales. Fin novembre, il demande à réintégrer l'UMP car il juge désormais que le FN est un parti sectaire et dictatorial.
- Nadia Portheault, d'origine algérienne, était candidate FN dans la région de Toulouse. Elle s'est publiquement plainte de subir des propos racistes par des cadres de son parti tels que « *Toi et tes enfants, vous êtes bons pour le four* ». Depuis novembre, elle soutient la liste sans étiquette de droite à Saint Alban.

La stratégie d'alliance du FN avec l'UMP connaît déjà ses premiers ratés ...



Au moment de sa fondation, en octobre 1972, le FN se fait épauler par le MSI (Movimento Sociale Italiano), parti néofasciste italien bien implanté, fondé en 1947. Le MSI fait, à l'époque, figure de modèle pour un parti d'extrême droite bien structuré. C'est d'ailleurs de lui que le FN naissant reprend son symbole, la flamme tricolore. Cette flamme, avec les trois couleurs du drapeau italien, a une signification historique précise : après la seconde guerre mondiale, elle symbolise l'âme de Benito Mussolini qui s'échappe de son cercueil pour « monter au ciel ». L'oriflamme du FN se présentera, comme il se doit, avec les couleurs du drapeau français.

Le FN aux Européennes : un parti d'extrême droite !

Les élections européennes arriveront dans la foulée des municipales, fin mai 2014. Dans un contexte de crise économique et sociale exacerbée, l'Union européenne, telle qu'elle a été construite depuis le Traité de Maastricht, risque d'être accusée de nombreux maux.

Le vrai va alors se mêler au faux : le caractère ultra libéral des politiques européennes (bel et bien avéré) sera autant accusé que la nature supranationale de la construction européenne, au nom de cette idée fausse que les problèmes n'existeraient pas si les politiques étaient décidées « *dans le cadre national* ». Les grands partis politiques ont pour habitude de se défausser sur l'Europe dans les débats nationaux : l'Union Européenne contraindrait leurs gouvernements à adopter telle ou telle politique. Ce prétexte est largement faux mais il permettra à de nombreux électeurs de se défouler contre 'Bruxelles'.

Cela risque d'aboutir à un vote prétendument 'protestataire', dont les forces souverainistes, nationalistes, xénophobes, et parfois fascistes pourront profiter fortement. Toujours est-il que ces forces sont encore loin d'être unies.

D'une alliance à une autre

Qui est relativement 'respectable', qui l'est le moins ? Qui pourra prétendre au brevet de 'dédiabolisation' ? C'est en des termes d'opportunisme que se pose la question des alliances transnationales au Front national.

L'Alliance Européenne des Mouvements Nationaux (AEMN) a été lancée le 25 octobre 2009 à Budapest. Elle comprend, entre autres, le parti d'extrême droite hongrois Jobbik, mouvement ouvertement antisémite qui entretient un bras paramilitaire : la Garde magyare. Or, pour Marine Le Pen, il n'est désormais plus question de s'allier à des partis trop « extrémistes » - selon sa formule - en Europe. La présidente du FN vise le Jobbik, mais aussi le parti néonazi Aube Dorée, en Grèce.

Ce positionnement constitue, en fait, un revirement calculé. Le 19 janvier 2011, trois jours après son accession à la tête du FN, des journalistes l'avaient interrogée sur certaines pratiques autoritaires du parti conservateur-nationaliste actuellement au pouvoir en Hongrie, le FIDESZ. A cette occasion, Marine Le Pen avait affirmé que le parti hongrois « le plus proche » du FN était le Jobbik et non le FIDESZ. Depuis, elle semble avoir changé d'avis. Il est vrai que la très grande proximité du Jobbik avec certains aspects du nazisme, sous sa forme historique, contraire, pour le moins, son plan de 'dédiabolisation'.

L'AEMN a compté, à son origine, cinq partis membres fondateurs. Hormis le FN et le Jobbik les trois autres sont des mouvements plutôt groupusculaires :

- . le Mouvement Social-Flamme tricolore (des néofascistes italiens qui ont refusé la transformation « *postfasciste* » entamée par Gianfranco Fini depuis 1995) ;
- . les Nationaux-Démocrates de Suède (ND) : une scission extrémiste du parti 'Démocrates Suédois' (SD) ; les SD possèdent une représentation parlementaire, alors que les ND ont obtenu un score près de 0,1 % des voix ;
- . le Front national de Belgique (FNB).

Or, en juin 2011, Marine Le Pen a déclaré qu'elle se retirait de cette alliance, et que son retrait valait celui du FN en tant que parti. Alors réduite à quatre organisations, l'Alliance accueillait deux nouveaux venus : le Parti National Britannique (BNP), dont le chef Nick Griffin est devenu vice-président de l'Alliance, et le parti ultranationaliste Ataka bulgare (alors que les ND suédois

Les votes de Marine Le Pen au Parlement européen

Vent debout contre le droit des femmes

Au-delà du niveau local, le FN n'a jamais participé à un exécutif. Il peut donc continuer de jouir de l'image de « *ceux qui ne se sont jamais salis* », et entretenir l'image très illusoire d'être un recours.

S'il n'y a pas de bilan gouvernemental qu'on puisse lui opposer, les votes dans les assemblées où il siège nous renseignent sur ses desseins réels et font apparaître sa vraie nature politique.

Ainsi, Marine Le Pen, à la différence de son père, ne semble pas vouloir s'acharner à faire interdire l'IVG. Et pourtant, lorsque le Parlement européen a étudié, en séance plénière, en octobre 2013, un rapport relatif aux droits des femmes :

✓ Elle a voté pour la suppression d'un passage demandant que l'Union européenne défende les droits des femmes et des filles « *y compris leurs droits sexuels et reproductifs* ».

✓ Elle a soutenu un amendement soutenant que tout ovule forme un embryon humain « *dès le stade de la fécondation* » (en vue de s'opposer ainsi à la « pilule du lendemain »).

✓ Elle a soutenu également un amendement demandant que les droits de l'enfant soient reconnus « *avant comme après la naissance* ». Il s'agissait, là encore, de reconnaître l'embryon en tant qu'être humain, afin d'interdire l'IVG.

✓ Elle a aussi voté pour un troisième amendement, déclarant « *qu'il n'existe aucun droit humain à l'avortement* » puis un quatrième qui voulait que soit reconnu à tout médecin, à tout hôpital ou établissement, le droit de refuser de pratiquer des IVG. Certes, cette demande était enrobée avec d'autres propositions s'opposant à des actes plus condamnables (liés aux choix prénatal du sexe). Toujours est-il que l'amendement revenait à consacrer l'existence de « *clauses de conscience* », qui auraient abouti au refus de pratiquer des IVG de la part des médecins ou même des directions d'hôpitaux.

Ces votes au Parlement européen révèlent donc le vrai visage de la présidente du FN, une femme qui s'attaque aux droits des femmes, dans la grande tradition des forces réactionnaires.

et le FNB se dissolvaient en tant que force organisée). Ils forment, aujourd'hui, l'ossature de l'AEMN avec le Jobbik et les néofascistes italiens.

Pour le Vlaams Belang (« *Intérêt flamand* ») de Belgique néerlandophone, les choses sont plus floues. S'il est représenté à l'AEMN, c'est seulement par un député régional de Flandre, Christian Vergoustraete. Par ailleurs, les partis d'extrême droite électoralement forts en Europe, à l'instar du FPÖ autrichien, gardent plutôt leurs distances avec cette alliance. Le FPÖ, par exemple, ne souhaite pas être trop assimilé aux fascistes du Jobbik qui s'activent dans le pays voisin.

Le 23 octobre 2013, lors d'une conférence de presse, en compagnie de Franz Obermayr, député du FPÖ et président de l'AEL (Alliance Européenne pour la Liberté), Marine Le Pen a demandé aux deux autres députés européens du FN, Bruno Gollnisch, président de l'AEMN depuis sa fondation, et Jean-Marie Le Pen de quitter cette alliance. Le 28 octobre, Bruno Gollnisch s'est plié à cette exigence en déclarant qu'il abandonnerait cette présidence avant la fin de l'année 2013.

« Alliance Européenne pour la Liberté »

Le FN lorgne, de plus en plus ouvertement du côté de l'AEL dont les principaux partis exercent une influence plus large et semble donc plus prometteuse à Marine Le Pen, qui en a été élue vice-présidente, le 8 novembre 2012. Le même jour, l'AEL a élu comme président Franz Obermayr. Les piliers de l'AEL sont le FPÖ et le Vlaams Belang. Le parti des Démocrates Suédois (SD), représenté au parlement de Stockholm pour la première fois depuis l'élection du 19 septembre 2010 (avec un score de 5,7 %), est venu les rejoindre.

Le SD, fondé en 1988, passe pour relativement 'respectable' dans le sens où il mise sur la voie parlementaire et non sur la violence, bien que ses origines plongent historiquement dans les milieux néonazis des années quatre-vingt. Les SD ont d'ailleurs accueilli une rencontre de l'AEL (fermée à la presse) à Stockholm, à la mi-octobre 2013, et Marine Le Pen a dîné à cette occasion avec leur président Jimmy Akenson.

Le rôle du Néerlandais blond anti musulman

La présidente du FN lorgne aussi vers le PVV (« Parti pour la Liberté ») du député néerlandais Geert Wilders. Cette formation est ouvertement anti-musulmane et exige des discriminations à l'encontre du principal groupe de l'immigration récente. Mais à la différence du FN ou du FPÖ, elle n'a aucun lien même indirect avec le fascisme historique. D'ailleurs ses dirigeants avaient jusqu'ici gardé leurs

distances vis-à-vis du FN Wilders est le représentant typique de cette extrême droite néerlandaise et, au-delà, nordique, qui est libérale, alors que le FN et le FPOe ont effectué, depuis de longues années, un tournant « *national-social* ». Il prétend défendre une certaine libéralité, en termes de droits des femmes ou des homosexuels, en accusant les « *musulmans réactionnaires* » de menacer des libertés acquises en Europe. Ces partis sont, à coup sûr, racistes mais ils représentent un modèle sensiblement différent qui se veut plus « *pro-occidental* » et moins lié au fascisme historique.

Le 24 octobre 2013, des députés européens du PVV, du FN, du Vlaams Belang et du FPOe ont déposé un projet de résolution commun au Parlement européen. Il a pour objet de clamer le rejet d'un prétendu plan du FMI de taxer l'ensemble de l'épargne dans la zone euro « *avec un impôt de 10 %* ».

Souverainistes courtisés

Un autre parti est courtisé par Marine Le Pen, mais avec moins de succès jusqu'ici, il s'agit de l'UKIP. Ce Parti de l'indépendance du Royaume Uni a obtenu deux fois de suite des succès importants aux élections européennes, en 2004 puis en 2009 (16 %). Or, pendant longtemps, ce parti national-libéral, « *eurosceptique* » et souverainiste, n'arrivait pas à transformer ces succès en réussites électorales. Mais, en obtenant un résultat qualifié d'historique (23 %) lors d'une élection législative partielle, le 2 mai 2013, il semble avoir percé. Il est désormais doté d'environ 17 % des intentions de vote dans les sondages pour les prochaines élections nationales, prévues en 2015.

A la différence de partis comme le FN ou le FPOe, mais aussi de son concurrent, le BNP (6,3 % aux dernières élections européennes), l'UKIP de Nigel Farage n'est pas vu avant tout comme un parti xénophobe et raciste. Bien qu'il ait des positions très restrictives en matière d'immigration, ce n'est pas son principal cheval de bataille. Il exploite, avant tout, le refus de l'« *Europe supranationale* », qu'il combine avec des positions plutôt ultralibérales en matière économique. Sur le créneau des partis nationalistes, critiques ou hostiles envers l'Union européenne et situés à droite de l'échiquier politique, l'UKIP occupe une position charnière dans la mesure où il est capable de constituer un pont vis-à-vis de la droite conservatrice et libérale. Il siège, au Parlement européen, dans le groupe Europe Libertés démocratie, aux côtés de partis d'extrême droite : la Ligue du Nord italienne, le LAOS grec, le Parti du Peuple Danois (DFP, parti anti-immigration, héritier du 'Parti du progrès') ou encore les 'Vrais Finlandais'.

Mais pour l'heure, en France, ce n'est pas le FN qui est le partenaire rêvé de l'UKIP. Nigel Farage entretient plutôt des contacts nourris avec les souverainistes

Alliance entre partis d'extrême droite pour les élections européennes

Le 15 novembre 2013, les projets d'alliance à l'extrême droite, en vue des élections européennes se sont concrétisés. Six formations se sont rencontrées à Vienne (Autriche), afin de sceller une alliance et de se présenter ensemble aux élections.

Il s'agit du FN, du FPÖ autrichien, de la Ligue du Nord (Italie), du Vlaams Belang belge-flamand, des « Démocrates suédois » (SD) et du « Parti National Slovaque » (SNS). Marion Maréchal-Le Pen représentait le FN.

Pour former un groupe au Parlement européen, il faut, selon le règlement en vigueur, au moins 25 députés élus dans au moins sept pays membres différents.

Un septième parti, le PVV néerlandais participera aussi, a priori, à la future alliance. Le 13 novembre dernier à

La Haye, Marine Le Pen a rencontré son chef, connu surtout pour ses violentes diatribes anti-musulmanes.

Wilders, qui cultive les contacts surtout en Europe du Nord, a appelé lors de leur conférence de presse commune d'autres partis à rallier la future alliance.

Ainsi il a exprimé son espoir de voir le parti souverainiste britannique UKIP se rallier au lendemain du scrutin européen.

Un autre parti, le DFP danois a, quant à lui, décliné l'offre d'alliance.

Le 14 novembre, ce parti anti-immigrés et surtout anti-musulmans a déclaré qu'il refusait de s'allier au FN, ce dernier étant décrit comme trop antisémite, surtout en raison de la place qu'y prend toujours Jean-Marie Le Pen.

de droite, et notamment avec Nicolas Dupont-Aignan, un « eurosceptique ». Le président de l'UKIP a d'ailleurs assisté au congrès de Debout la République, le 25 mai 2013 à Paris. D'autres souverainistes français, les amis Philippe de Villiers appartenant au 'Mouvement Pour la France' (MPF), siègent d'ailleurs aussi au groupe Europe Libertés démocratie, à Strasbourg.

L'enjeu pour Marine Le Pen et ses alliés est d'arriver à dépasser les clivages existants, afin de constituer une base suffisamment large pour la formation d'un groupe au futur Parlement européen.



Conclusion ... provisoire

La stratégie de dédramatisation mise en œuvre par le FN est de longue haleine et connaîtra d'autres péripéties. Les municipales et les européennes de 2014 sont une étape importante dans la perspective de la présidentielle de 2017. Récemment, le vice président du parti, Louis Alliot a laissé entendre que le changement de nom pourrait être à l'ordre du jour du congrès frontiste en octobre 2014. Quoiqu'il en soit, cet enfumage supplémentaire repose, avant tout, sur les mensonges et les occultations du passé.

Mensonges et occultations

Mensonge quand Marine Le Pen nie le soutien à la politique de l'apartheid, en Afrique du Sud de son parti qui considérait Nelson Mandela comme un terroriste « bolchévique ».

Occultation de la période 1995-2001 quand son parti gérait quatre villes du Sud-Est et dont elle rechigne maintenant à assumer le bilan.

Occultation et mensonges quand elle se présente comme la meilleure défenseuse des travailleurs face aux licenciements alors que toute l'histoire de son parti n'est qu'une longue litanie de dénonciation des grévistes et de leurs syndicats, parfois même qualifiés de casseurs, d'émeutiers ou de preneurs d'otages, d'appels à renforcer les « services minimum » voire à interdire le droit de grève dans de plus en plus de secteurs de la Fonction publique.

Mensonges et occultations quand elle prétend faire croire que son parti a changé en excluant ici et là quelques militants qui n'ont sans doute pas bien lu les 'règles de conduite' instaurées par la direction du parti et se sont 'lâchés' sur Facebook ou Twitter.

Mensonges et occultations quand son parti se présente comme « mains propres et têtes hautes » alors que plusieurs de ses membres, notamment dans les villes qu'il a gérées, ont été condamnés pour des faits de corruption ou de prise illégale d'intérêts.

N'est-il pas symbolique qu'à Paris, dans le 18^e arrondissement, le FN ait choisi comme tête de liste Philippe Martel, un des « *emplois fictifs* » de la mairie de Paris pour lesquels Alain Juppé avait été condamné en 2004 ?

Nous n'oublions rien !

Notre mémoire est une des garanties pour que l'histoire ne se répète pas ; c'est pourquoi nous n'oublions pas ce que ces gens là ont dit et fait il n'y a pas si longtemps. Bien sûr ils ne feront peut-être pas à l'avenir les mêmes « erreurs » que dans les années 1995-2000, mais plus ils se sentiront forts, plus le naturel reprendra ses droits et gageons que la liste de leurs méfaits sera bien plus longue que les rappels au fil des pages de cette brochure !

Nous n'oublions pas qu'à Vitrolles, du temps du pouvoir des époux Mégret, un vacataire municipal était licencié pour « *manque de courtoisie élémentaire* » parce qu'il avait refusé de serrer la main de la mairesse au restaurant d'un groupe scolaire.

Nous n'oublions pas qu'à Vitrolles encore, en 1997, le maire adjoint fut inculqué pour avoir dirigé un commando qui attaqua un piquet de routiers grévistes ; et qu'en 1998 c'est un commando de policiers municipaux qui expulsa de leurs locaux les éboueurs en grève.

Nous n'oublions pas les centaines de vacataires et CDD licenciés dès l'arrivée du FN dans les mairies d'Orange, de Marignane, de Vitrolles et de Toulon.

Nous n'oublions pas, non plus, plus récemment, en 2010, l'appel du FN au pouvoir en place pour qu'il casse les piquets de grève dans les raffineries, pendant le conflit sur les retraites ; un gouvernement qui, dixit Marine Le Pen, « *aurait dû intervenir dès les premiers blocages* ».

Nous n'oublions pas, non plus, qu'à Bollène, en 2011, la mairesse, Mme Bompard, en guise de fait d'armes, a interdit le 'Chant des Partisans' dans les cérémonies de commémoration de la victoire sur le nazisme. Préférerait-elle 'Maréchal nous voilà' ?

Et nous n'oublions pas, non plus, que le FN veut carrément supprimer le droit de grève dans la Magistrature.

Mais ne gâchons pas notre plaisir ...

Heureusement, cette entreprise de ravalement connaît des ratés ! D'abord, des « prises de guerre » (deux issues de la droite et une de la gauche) que le FN avait riomphalement bombardées têtes de liste «Rassemblement Bleu Marine»

se sont (enfin ?) rendues compte que ce parti était aussi composé de racistes, d'homophobes, d'émules d'Hitler, chargés de haine contre 'l'étranger', les syndicats et les fonctionnaires, hormis ceux de la Police évidemment. Ils ont rendu leur tablier.

Ensuite, certains candidats ont du mal à suivre les subtilités de la Cheffe dédramatisée. Ainsi à Toulon, le contre-amiral Waquet, tête de liste RBM aux municipales, souque ferme afin de « *se mobiliser pour la reconquête de Toulon* » et « *attend de pied ferme les détracteurs de la période où le FN avait les clefs de la ville* ». En voilà un au moins qui assume les bilans. Marine Le Pen va-t-elle le mettre aux arrêts ?

Enfin, à l'occasion de la mort de Nelson Mandela, Bruno Gollnisch vient de renverser la belle 'repentance' de Marine Le Pen. Elle a déclaré : « *c'était une grande voix de l'Afrique qui s'éteint* ». Lui, parle de Mandela comme du « *chouchou du camp progressiste* » et se rallie à Jean Marie Le Pen qui disait que l'apartheid « *était alors de loin un moindre mal* ».

... tout en restant lucides

La situation sociale et politique sert la stratégie du Front national. La crise du capitalisme dure avec ses lots journaliers de fermetures d'entreprise, de délocalisations, de bas salaires et de précarité. Les solutions libérales et social-libérales n'apportent dans aucun pays de solutions au bénéfice des couches populaires. Bien au contraire les politiques de 'moins d'Etat protecteur' ont un effet de destruction du tissu social. Comme en écho, le FN affiche sa volonté de renforcer l'Etat, un Etat autoritaire bien sûr qui écraserait les plus faibles ! Mais, dans ce contexte, l'absence de victoires syndicales, qui mettraient un coup d'arrêt à ces politiques, est aussi un facteur de découragement. Celui-ci favorise les illusions sur la politique en trompe l'œil de l'extrême droite. Il est, en effet, plus facile de s'en prendre au voisin de palier immigré qu'au patron du CAC40.

Sur le plan politique, la dérive de l'UMP 'décomplexée' ne connaît plus de bornes. N'a-t-on pas vu récemment, dans le Var, un de ses maires regretter que l'on n'ait pas laissé brûler un camp de Roms ? Et que dire d'un gouvernement où siègent côte à côte une ministre de la Justice victime des pires insultes racistes et un ministre de l'Intérieur qui, par sa politique de reconduite aux frontières et de démantèlement des campements de Roms sans solution alternative pour ces populations, légitime par son zèle les discours racistes ?

Ces errances politiques aggravent la situation des plus déshérités et n'endiguent en rien le vote pour le Front national. Bien au contraire, elles lui donnent la légitimité de l'original sur la copie !

Que peut le mouvement syndical ?

Il est de la responsabilité de toutes les organisations syndicales, du sommet à la base, de continuer, patiemment mais fermement, à batailler sur le terrain des idées. Argumentaires généraux et ciblés par thème doivent fleurir de façon à armer les équipes syndicales. Des assemblées de syndiqué-e-s doivent franchement aborder la question sans tabou. L'objectif doit être qu'aucun syndiqué ne reste désarmé dans les discussions avec des salariés qui se posent la question de voter pour le FN. L'unité intersyndicale doit être recherchée systématiquement pour s'opposer efficacement à cet ennemi mortel qui nous est commun. Des formations intersyndicales doivent être organisées. VISA y contribue déjà et propose des modules adaptés (www.visa-isa.org/files/formation-VISA-v2.pdf).

Nous affrontons un parti qui ne recule devant aucune démagogie. Ainsi, début décembre, lors d'une assemblée de grévistes à la crèche des Comptines (La Seyne / Six-Fours -Var), le conseiller régional FN, par ailleurs candidat à la mairie de Six-Fours, est venu apporter ses 'conseils' au salariés et ... ses promesses de subventions. Mais les masques tombent vite ; le même individu, quelques jours plus tard, a publié un communiqué haineux et hystérique contre l'UL CGT qui, réunie en congrès, a, selon lui, menacé d'exclusion « *ses membres qui viendraient sur les listes du Front national* ». Le FN du Var s'énerve donc ; c'est bon signe et nous souhaitons qu'il en soit de même dans tout l'Hexagone car, pour nous, il est certain qu'il n'y a pas de place dans aucun syndicat pour un candidat sur une liste du Front national !

La journée intersyndicale du 29 janvier 2014 est un point d'appui important pour une campagne de longue durée contre le danger fasciste. VISA fera tout, dans son champ d'activité et à la mesure de ses possibilités, pour donner l'écho national nécessaire à son inscription dans la durée et dans l'unité.

Cette brochure, en complément de notre « *argumentaire syndical contre le FN* » de 2012 sera aussi, nous l'espérons, une contribution utile pour ce combat vital.

imprimé par l'Artésienne
ZI de l'Alouette rue François Jacob 62800 LIEVIN

Qui sommes nous ?

VISA regroupe des militant-e-s de la FSU, de la CGT, de la CFDT, de SOLIDAIRES, de LA CNT qui, depuis 1996, recensent, analysent, dénoncent, les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front national sur le terrain social. VISA se veut être un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Les 17,9 % de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012, confirmés dans de nombreuses régions aux législatives, montrent que le discours fasciste s'est installé durablement dans la société française. Cette situation ne peut nous laisser indifférents tant les « valeurs » et l'idéologie portées par le FN sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès défendus par nos organisations syndicales.

Nous, syndicalistes, avons une responsabilité particulière pour dénoncer les pseudos solutions du FN qui consistent à dresser les uns contre les autres les précaires, les immigrés, les chômeurs et ceux qui ont un emploi. Notre devoir est de défendre, de façon intransigeante, dans notre propagande et nos actions, la solidarité de tout le salariat quels que soient son origine ou son statut.

Ce combat antifasciste doit être pris en charge par toutes les organisations syndicales, de la base au sommet. Autant que possible, cette contre offensive syndicale doit se faire dans l'unité la plus large. VISA est partie intégrante de ce combat et y contribue :

- En informant sur les dangers et le développement de l'extrême droite en France, en Europe et dans le monde ainsi que sur les « passerelles » avec la droite dure.
- En analysant de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite.
- En relayant sur son site toutes les prises de positions, actions des organisations syndicales contre l'extrême droite.
- En dénonçant toutes les discriminations racistes, sexistes, homophobes au sein et hors des entreprises.
- En se faisant l'écho de toutes les actions de solidarité avec les sans papiers.
- En aidant, par des outils adaptés (journées de formation, brochures, affiches etc.), les équipes syndicales à se former et se mobiliser pour démystifier, aux yeux des salarié-e-s les propositions prétendues sociales de l'extrême droite.
- En alertant sur la présence dans les structures syndicales de militants d'extrême droite se prétendant responsables syndicaux.

Janvier 2014

Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes
80 / 82 rue de Montreuil - 75011 PARIS - isa@visa-isa.org
<http://www.visa-isa.org/>

2 €

Association Visa

